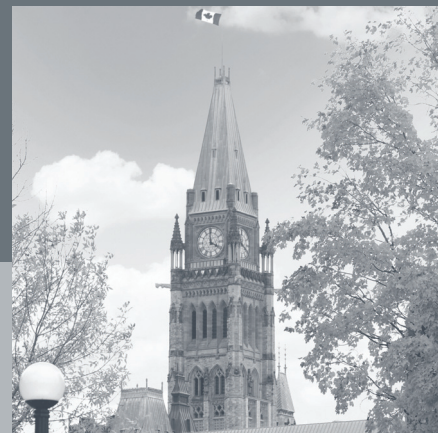




Secrétariat du Conseil du Trésor  
du Canada

Treasury Board of Canada  
Secretariat



RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT

# LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET AUTRES SOCIÉTÉS DANS LESQUELLES LE CANADA DÉTIENT DES INTÉRÊTS 2007



Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2007

N° de catalogue BT1-15/2007F  
ISBN 978-0-660-97284-8

Le présent document est disponible sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada  
à <http://www.tbs-sct.gc.ca>

Le document est disponible en médias substitués sur demande.

*Nota* : Pour ne pas alourdir le texte, le masculin est utilisé pour désigner  
tant les hommes que les femmes.

---

## Message du Président

Je suis heureux de déposer devant le Parlement le rapport annuel *Les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts, 2007*. Ce rapport est déposé chaque année conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le présent rapport constitue, pour les parlementaires et les Canadiens, une source unique d'information sur le portefeuille des sociétés d'État du gouvernement du Canada. Il contient des renseignements complets sur les activités de toutes les sociétés d'État et de leurs filiales en propriété exclusive, ainsi que sur les autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts.

Cette année, le Conseil du Trésor a approuvé la nouvelle *Politique en matière de présentation de rapports au Secrétariat du Conseil du Trésor sur les institutions fédérales et sur les sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts*. Cette politique autorise la collecte de renseignements plus complets sur les institutions et les sociétés qui forment le gouvernement fédéral. De plus, pour mieux rendre compte de la façon dont les sociétés d'État s'inscrivent dans le programme global du gouvernement, le rapport annuel de cette année présente une vue élargie de l'ensemble des institutions fédérales et des sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts.

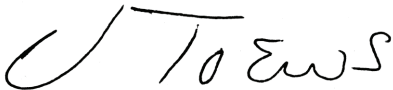
La *Loi fédérale sur la responsabilité*, adoptée par le Parlement l'année dernière, a également apporté des changements importants à la gestion des sociétés d'État. Elle a :

- ▶ accru la transparence en assujettissant les sociétés d'État et leurs filiales en propriété exclusive à la *Loi sur l'accès à l'information*;
- ▶ renforcé la gouvernance des sociétés d'État en augmentant à un maximum de quatre ans le mandat de la plupart des membres des conseils d'administration, en interdisant le cumul des postes de président de conseil d'administration et de premier dirigeant dans trois sociétés et en exigeant que les comités de vérification soient indépendants de la direction;
- ▶ augmenté la confiance du public en prescrivant de nouvelles exigences selon lesquelles les premiers dirigeants des sociétés d'État doivent rendre disponible l'information concernant les actes répréhensibles divulgués au sein de leur organisation.

---

Les sociétés d'État continuent de jouer un rôle crucial au service du Canada et de la population canadienne, dans des secteurs aussi diversifiés que les transports, l'agriculture, la culture et les communications. Ces sociétés ont une incidence sur la vie quotidienne de nombreux Canadiens. Je vous encourage à prendre connaissance de ce rapport pour mieux connaître ces institutions importantes bien que très différentes les unes des autres.

Le président du Conseil du Trésor,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Vic Toews'.

L'honorable Vic Toews, c.p., député

---

## Table des matières

|  |     |
|--|-----|
| Introduction.....  | 1   |
| Chapitre 1: Vue d'ensemble des institutions du gouvernement fédéral.....   | 3   |
| 1.1 Aperçu des types d'institutions.....   | 3   |
| 1.2 Liste des institutions fédérales par type.....   | 8   |
| Chapitre 2 : Sociétés d'État.....  | 14  |
| 2.1 Introduction .....   | 14  |
| 2.2 Vue d'ensemble des sociétés d'État.....  | 15  |
| 2.3 Rendement global des sociétés d'État.....  | 22  |
| 2.4 Profils des sociétés .....   | 37  |
| 2.5 Portefeuille des sociétés d'État .....   | 85  |
| 2.6 Dépôt des rapports des sociétés d'État au Parlement.....   | 93  |
| 2.7 Noms et abréviations des sociétés d'État utilisés dans ce rapport .....  | 108 |
| Chapitre 3 : Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts ....                                   | 110 |
| 3.1 Introduction .....   | 110 |
| 3.2 Modifications aux autres sociétés dans lesquelles le Canada détient<br>des intérêts.....                       | 111 |
| 3.3 Liste des autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des<br>intérêts par type et par portefeuille ..... | 114 |
| 3.4 Profils des autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des<br>intérêts .....                            | 120 |
| 3.5 <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> .....  | 289 |

---



---

## Introduction

Le présent rapport annuel au Parlement, *Les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts 2007*, a été dressé conformément aux articles 151 et 152 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) selon lesquels le président du Conseil du Trésor est tenu de déposer chaque année au Parlement un rapport consolidé sur les activités de l'ensemble des sociétés d'État mères. Le président est par ailleurs tenu d'indiquer la date à laquelle les rapports et résumés devaient être déposés à chaque chambre du Parlement et la date à laquelle ils ont effectivement été déposés.

Cette année, le rapport renferme de l'information supplémentaire, y compris une description des types d'institutions qui font partie du gouvernement du Canada ainsi qu'une liste de ces institutions établie en conformité avec la nouvelle *Politique en matière de présentation de rapports au Secrétariat du Conseil du Trésor sur les institutions fédérales et sur les sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts*. Cette politique a été adoptée pour faciliter la collecte de données à propos de la composition actuelle du gouvernement du Canada et au sujet des entreprises mixtes, des entreprises en coparticipation, des organisations internationales et des sociétés à régie partagée dans lesquelles le gouvernement du Canada détient des intérêts.

Le présent rapport comprend les chapitres suivants :

**Chapitre 1 : Vue d'ensemble des institutions du gouvernement fédéral**, où sont définis et décrits brièvement les différents types d'institutions du gouvernement fédéral et qui renferme une liste des types d'institutions par portefeuille ministériel.

**Chapitre 2 : Sociétés d'État**, qui met en lumière les nouveautés dans le domaine des politiques qui ont touché les sociétés d'État durant la période sur laquelle porte le rapport<sup>1</sup>, décrit les différents types d'examins et de vérifications auxquels les sociétés d'État ont été assujetties, énumère les sociétés d'État mères et leurs intérêts subordonnés<sup>2</sup> par portefeuille ministériel (en indiquant les changements qui sont survenus depuis le dernier rapport) et renferme de l'information consolidée ayant trait aux finances et à l'emploi. De plus, ce chapitre inclut des profils de chaque société d'État ainsi que le rapport exigé renfermant le calendrier de dépôt des documents ayant trait aux sociétés d'État.

- 
1. La période sur laquelle porte le rapport annuel au Parlement, *Les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts 2007*, s'échelonne du 1<sup>er</sup> août 2006 au 31 juillet 2007, sauf indication contraire.
  2. Le terme « intérêts subordonnés » désigne les filiales, les associés et les partenariats légaux des sociétés d'État.

**Chapitre 3 : Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts**, qui décrit les sociétés à régie partagée, les entreprises mixtes, les entreprises en coparticipation et les organisations internationales dans lesquelles le Canada détient des intérêts, ainsi que les sociétés ou actions détenues par le gouvernement suite à l'application des dispositions de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et qui compare les changements qui sont survenus dans les intérêts dans ces sociétés depuis le rapport de l'année dernière. Ce chapitre renferme également de l'information de base au sujet de la composition des conseils d'administration des entreprises dans lesquelles le gouvernement fédéral détient des intérêts.



---

# Chapitre 1 : Vue d'ensemble des institutions du gouvernement fédéral

Les sociétés d'État ne représentent qu'un type d'institution gouvernementale. Le présent chapitre présente une vue d'ensemble du gouvernement fédéral du Canada, qui se compose d'un certain nombre de types d'institutions différentes. Ces institutions et le portefeuille dont elles font partie peuvent changer périodiquement. Le présent chapitre inclut une liste de ces institutions, regroupées en fonction de leurs portefeuilles ministériels respectifs, tel que la situation se présentait le 31 juillet 2007.

## 1.1 Aperçu des types d'institutions<sup>3</sup>

Les organisations fédérales peuvent être regroupées en différentes catégories d'institutions. Aux termes de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), ces différents types d'institutions sont regroupés dans des annexes, comme suit :

- ▶ ministères (LGFP, annexe I);
- ▶ organismes constitués par une loi et autres (LGFP, annexe I.1);
- ▶ agents du Parlement (LGFP, annexe I.1);
- ▶ établissements publics et agences de service (LGFP, annexe II);
- ▶ sociétés d'État mères (LGFP, annexe III; neuf sociétés d'État mères additionnelles<sup>4</sup> ne figurent pas à l'annexe III, et chacune de ces sociétés est visée par sa propre loi constitutive).

Il y a deux types d'institutions secondaires qui ne figurent pas dans la LGFP :

- ▶ organismes de service spéciaux, qui font partie d'un ministère ou d'un organisme;
- ▶ filiales en propriété exclusive de sociétés d'État.

Il y a d'autres entités juridiques dans lesquelles le gouvernement fédéral détient des intérêts mais qui ne font pas partie du gouvernement :

- ▶ sociétés à régie partagée;
- ▶ entreprises mixtes;

---

3. Les entités parlementaires et les mandataires du Parlement ne sont pas inclus dans cette section.

4. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, la Société Radio-Canada, Téléfilm Canada, la Banque du Canada, la Fondation canadienne des relations raciales, le Centre de recherches pour le développement international, la Société du Centre national des Arts, l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et le Conseil des Arts du Canada (voir la section 2.7, qui renferme une liste des acronymes utilisés dans le présent rapport).

- ▶ entreprises en coparticipation;
- ▶ organisations internationales;
- ▶ sociétés visées par les dispositions de la *Loi sur les faillites et l'insolvabilité*.

## Ministères

Les ministères sont créés par voie législative et ont typiquement des mandats qui portent sur un vaste secteur de politiques publiques (p. ex., Industrie, Justice, Santé). Les ministères sont organisés de différentes façons pour répondre à divers besoins stratégiques et administratifs. En tant qu'entités figurant à l'annexe I, ils sont tous assujettis à la LGFP et sont financés au moyen de crédits parlementaires.

Les **organismes de service spéciaux** sont des unités dans un ministère ou un organisme qui exécutent une fonction ou un service opérationnel particulier et qui ont une identité séparée ou distincte. Ils ne figurent pas dans la LGFP en tant qu'entités juridiques séparées, mais ils sont considérés comme faisant partie du ministère hôte.

## Organismes constitués par une loi et autres organismes

Les organismes constitués par une loi et les autres organismes énumérés à l'annexe I.1 de la LGFP sont similaires à des ministères en ce sens qu'ils sont généralement financés au moyen de crédits, mais souvent, ils répondent à un objectif opérationnel (c.-à-d. qu'ils accomplissent une fonction administrative, de surveillance, consultative, réglementaire ou juridictionnelle).

## Agents du Parlement

Les agents du Parlement forment un groupe unique<sup>5</sup> : il s'agit d'organes indépendants dont le rôle est de surveiller de près l'activité du gouvernement et d'en rendre compte directement au Parlement plutôt qu'au gouvernement ou à un ministre individuel. À ce titre, leur fonction est de servir le Parlement dans le contexte du rôle de surveillance qui incombe à ce dernier.

Normalement, les agents remettent au Parlement un rapport dans lesquels ils rendent compte de leurs propres activités et typiquement les dirigeants à la tête de ces institutions sont nommés par l'adoption de résolutions spéciales à la Chambre des communes et au Sénat. L'influence exercée par le pouvoir exécutif du gouvernement est réduit au minimum, ce qui maintient leur autonomie.

---

5. Même si six mandataires du Parlement sont inclus dans ce rapport, il y a des bureaux parlementaires et des mandataires du Parlement qui n'y figurent pas, notamment (sans s'y limiter) : le Commissariat aux conflits d'intérêt et à l'éthique, la Commission canadienne des droits de la personne et la Commission de la fonction publique.

---

## Établissements publics

Les établissements publics, qui figurent à l'annexe II de la LGFP, sont des entités spécialisées dont le rôle consiste à dispenser des services ou à exécuter des fonctions de recherche ou réglementaires. Les établissements publics sont créés par voie législative en tant que sociétés et sont financés principalement au moyen de crédits (et par le prélèvement de quelques frais d'utilisation), et généralement ont à leur tête un conseil d'administration ou un autre type de conseil de gestion.

Les **organismes de service** constituent un type spécialisé d'établissements publics, créés eux aussi au moyen d'une loi spéciale et assurant une fonction ou un service hautement opérationnel, pour lesquels il n'y a généralement pas de concurrence dans le secteur privé. Les organismes de service sont financés au moyen de crédits et de frais d'utilisation. Les conseils de gestion qui dirigent ces organismes ainsi que les responsabilités et les arrangements organisationnels sont énoncés dans le texte législatif applicable. Par conséquent, le degré d'autonomie varie d'une entité à une autre.

## Sociétés d'État

Les sociétés d'État sont des organisations gouvernementales qui fonctionnent selon un modèle du secteur privé mais qui ont généralement des objectifs stratégiques à la fois commerciaux et publics. Les sociétés d'État mères sont des sociétés qui appartiennent directement au gouvernement du Canada, et elles sont créées par l'adoption d'une loi spéciale du Parlement (loi constitutive), de lettres patentes ou de statuts constitutifs en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Les filiales sont des entités qui appartiennent, dans leur totalité ou en partie, à une ou à plusieurs sociétés d'État mères et qui peuvent être constituées en sociétés en vertu d'une loi provinciale, plutôt que fédérale. Sauf dans les situations où une filiale en propriété exclusive a été ordonnée par le gouvernement de faire rapport comme si elle était une société d'État mère<sup>6</sup>, toutes les filiales sont gérées par des sociétés d'État mères et d'autres actionnaires et y font rapport, mais ne font pas rapport au gouvernement.

---

6. Actuellement, la Société du Vieux-Port de Montréal inc. et Parc Downsview Park Inc. sont considérées comme des sociétés d'État mères (voir la section 2.7, qui renferme une liste des acronymes utilisés dans le présent rapport).

**Tableau 1 : Organisations dans lesquelles le gouvernement fédéral détient des intérêts par portefeuille ministériel et type d'organisation**

La responsabilité pour les institutions fédérales et les autres organisations dans lesquelles le gouvernement fédéral détient des intérêts est assignée par le Premier ministre au moyen de la nomination de ministres, auxquels sont confiées ces entités, dans le cadre de leurs portefeuilles respectifs. Le tableau ci-dessous renferme une liste de toutes les institutions fédérales et de toutes les autres entités dans lesquelles le gouvernement fédéral détient des intérêts, tel que la situation se présentait le 31 juillet 2007.

| Portefeuille ministériel  | Type d'organisation                              |   |                       |                        |                     |                         |                                 |                                       |  |                                |                    | TOTAL |                               |
|---|--|---|-----------------------|------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|--|--------------------------------|--------------------|-------|-------------------------------|
|   | Ministères, organismes et établissements publics |   |                       |                        | Sociétés d'État     |                         |                                 |                                       | Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts |                                |                    |       |                               |
|   | (Chapitre 1)                                     |   |                       |                        | (Chapitre 2)        |                         |                                 |                                       | (Chapitre 3)   |                                |                    |       |                               |
|   | Ministères                                       | Organismes constitués par une loi et autres | Organismes de service | Établissements publics | Agents du Parlement | Sociétés d'État (mères) | Filiales en propriété exclusive | Autres filiales et sociétés affiliées | Sociétés à régie partagée                                      | Entreprises en coparticipation | Entreprises mixtes |       | Organisations internationales |
| Affaires étrangères et Commerce international                           | 1  | 2   |                       |                        |                     | 3                       | 1                               |                                       | 3  |                                |                    | 7     | 17                            |
| Affaires indiennes et du Nord   | 1  | 2   |                       | 1                      |                     | 2                       |                                 |                                       | 17   |                                |                    |       | 23                            |
| Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec |  | 1   |                       |                        |                     |                         |                                 |                                       | 3  |                                |                    |       | 4                             |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique                     |  | 1   |                       |                        |                     | 1                       | 5                               | 1                                     |  |                                |                    |       | 8                             |
| Agriculture et Agroalimentaire  | 1  | 2   | 1                     |                        |                     | 2                       |                                 |                                       | 22   |                                |                    |       | 28                            |
| Anciens Combattants   | 1  |   |                       |                        |                     |                         |                                 |                                       | 1  |                                |                    |       | 2                             |
| Conseil privé   |  | 5   |                       | 1                      | 2                   |                         |                                 |                                       | 2  |                                |                    |       | 10                            |
| Citoyenneté et Immigration  | 1  | 1   |                       |                        |                     |                         |                                 |                                       |  |                                |                    |       | 2                             |
| Conseil du Trésor   | 1  | 2   |                       | 1                      | 1                   | 1                       | 31                              | 1                                     |  |                                |                    |       | 38                            |
| Défense nationale   | 1  | 2   |                       |                        |                     |                         |                                 |                                       |  |                                |                    |       | 3                             |
| Diversification de l'économie de l'Ouest                                | 1  |   |                       |                        |                     |                         |                                 |                                       |  | 1                              |                    |       | 2                             |
| Environnement   | 1  | 1   | 1                     | 2                      |                     |                         |                                 |                                       | 5  |                                |                    | 4     | 14                            |
| Finances  | 1  | 4   |                       |                        | 1                   | 4                       | 11                              | 1                                     |  |                                |                    | 6     | 28                            |
| Industrie   | 1  | 4   |                       | 3                      |                     | 3                       | 1                               |                                       | 3  |                                |                    |       | 15                            |
| Justice   | 1  | 6   |                       | 1                      | 2                   |                         |                                 |                                       |  |                                |                    |       | 10                            |
| Patrimoine canadien   | 1  | 7   |                       | 1                      |                     | 9                       |                                 | 7                                     | 27   |                                |                    | 1     | 53                            |
| Pêches et Océans  | 1  |   |                       |                        |                     | 1                       |                                 |                                       | 1  |                                |                    |       | 3                             |
| Ressources humaines et Développement social                             | 1  | 2   |                       | 1                      |                     | 1                       | 1                               |                                       | 1  |                                |                    |       | 7                             |

| Portefeuille ministériel                    | Type d'organisation                              |   |                       |                        |                     |                         |                                 |                                       |  |                                |                    |                               | TOTAL |
|---|--|---|-----------------------|------------------------|---------------------|-------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|--|--------------------------------|--------------------|-------------------------------|-------|
|   | Ministères, organismes et établissements publics |   |                       |                        | Sociétés d'État     |                         |                                 |                                       | Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts |                                |                    |                               |       |
|   | (Chapitre 1)                                     |   |                       |                        | (Chapitre 2)        |                         |                                 |                                       | (Chapitre 3)   |                                |                    |                               |       |
|   | Ministères                                       | Organismes constitués par une loi et autres | Organismes de service | Établissements publics | Agents du Parlement | Sociétés d'État (mères) | Filiales en propriété exclusive | Autres filiales et sociétés affiliées | Sociétés à régie partagée                                      | Entreprises en coparticipation | Entreprises mixtes | Organisations internationales |       |
| Ressources naturelles                       | 1  | 2   |                       | 1                      |                     | 2                       | 2                               |                                       | 9  | 1                              |                    |                               | 18    |
| Revenu national                             |  |   | 1                     |                        |                     |                         |                                 |                                       |  |                                |                    |                               | 1     |
| Santé                                       | 1  | 3   |                       | 2                      |                     |                         |                                 |                                       | 9  |                                |                    |                               | 15    |
| Sécurité publique                           | 1  | 7   |                       | 1                      |                     |                         |                                 |                                       |  |                                |                    |                               | 9     |
| Transports, Infrastructure et Collectivités | 1  | 2   |                       |                        |                     | 16                      | 13                              | 14                                    | 45   |                                |                    |                               | 91    |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | 1  |   |                       |                        |                     | 1                       |                                 |                                       | 1  |                                |                    |                               | 3     |
| <b>TOTAL</b>                                | 20   | 56  | 3                     | 15                     | 6                   | 46                      | 65                              | 24                                    | 149  | 2                              | 0                  | 18                            | 404   |

## 1.2 Liste des institutions fédérales par type

### Liste des institutions fédérales par type (au 31 juillet 2007)

| <b>Ministères</b>  |   |
|--|---|
| <b>Nom du ministère</b>  |   |
| Affaires étrangères et Commerce international                        |   |
| Affaires indiennes et du Nord  |   |
| Agriculture et Agroalimentaire                                       |   |
| Anciens Combattants  |   |
| Citoyenneté et Immigration   |   |
| Défense nationale  |   |
| Diversification de l'économie de l'Ouest                             |   |
| Environnement  |   |
| Finances   |   |
| Industrie  |   |
| Justice  |   |
| Patrimoine canadien  |   |
| Pêches et Océans   |   |
| Ressources humaines et Développement des compétences <sup>7</sup>    |   |
| Ressources naturelles  |   |
| Santé  |   |
| Secrétariat du Conseil du Trésor                                     |   |
| Sécurité publique et Protection civile                               |   |
| Transports, Infrastructure et Collectivités                          |   |
| Travaux publics et Services gouvernementaux                          |   |
| <b>Organismes créés par une loi et autres organismes</b>             |   |
| <b>Nom de l'organisme</b>  | <b>Portefeuille</b>   |
| Administration du pipe-line du Nord                                  | Ressources naturelles   |
| Agence canadienne de développement international                     | Affaires étrangères et Commerce international                 |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale                      | Environnement   |
| Agence de développement économique Canada pour les régions du Québec | Développement économique du Canada pour les régions du Québec |
| Agence de la consommation en matière financière du Canada            | Finances  |

7. Ressources humaines et Développement des compétences ainsi que Développement social existent toujours sur le plan juridique mais leurs activités sont effectuées de façon collective en tant qu'une seule organisation sous ce titre.

## Organismes créés par une loi et autres organismes (suite)

| Nom de l'organisme  | Portefeuille  |
|---|---|
| Agence de la fonction publique du Canada                                    | Conseil du Trésor                                   |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique                         | Agence de promotion économique du Canada atlantique |
| Agence de la santé publique du Canada                                       | Santé   |
| Agence spatiale canadienne  | Industrie   |
| Bibliothèque et Archives du Canada  | Patrimoine canadien                                 |
| Bureau de l'Enquêteur correctionnel du Canada                               | Sécurité publique                                   |
| Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme                     | Patrimoine canadien                                 |
| Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones | Affaires indiennes et du Nord                       |
| Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale                            | Justice   |
| Bureau du Conseil privé   | Conseil privé                                       |
| Bureau du directeur des lobbyistes  | Conseil du Trésor                                   |
| Bureau du directeur des poursuites pénales                                  | Justice   |
| Bureau du Secrétaire du Gouverneur général                                  | Conseil privé                                       |
| Bureau du surintendant des institutions financières Canada                  | Finances  |
| Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada       | Finances  |
| Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité           | Conseil privé                                       |
| Comité des griefs des Forces canadiennes                                    | Défense nationale                                   |
| Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada                  | Sécurité publique                                   |
| Commission canadienne des droits de la personne                             | Justice   |
| Commission canadienne des grains  | Agriculture et Agroalimentaire                      |
| Commission de la fonction publique  | Patrimoine canadien                                 |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada               | Citoyenneté et Immigration                          |
| Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada    | Sécurité publique                                   |
| Commission des relations de travail dans la fonction publique               | Patrimoine canadien                                 |
| Commission des revendications particulières des Indiens                     | Affaires indiennes et du Nord                       |
| Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire             | Défense nationale                                   |
| Commission du droit d'auteur  | Industrie   |
| Commission nationale des libérations conditionnelles                        | Sécurité publique                                   |
| Conseil canadien des relations industrielles                                | Ressources humaines et Développement social         |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés                           | Santé   |

## Organismes créés par une loi et autres organismes (suite)

| Nom de l'organisme   | Portefeuille                                  |
|--|---|
| Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | Santé   |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes       | Patrimoine canadien                           |
| Conseil national des produits agricoles                                  | Agriculture et Agroalimentaire                |
| Gendarmerie royale du Canada   | Sécurité publique                             |
| Greffe du Tribunal de la concurrence                                     | Industrie                                     |
| Office des transports du Canada  | Transports, Infrastructure et Collectivités   |
| Office national de l'énergie   | Ressources naturelles                         |
| Office national du film  | Patrimoine canadien                           |
| Registraire de la Cour suprême du Canada                                 | Justice                                       |
| Secrétariat de la Commission des nominations publiques <sup>8</sup>      | Conseil privé                                 |
| Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne                                | Affaires étrangères et Commerce international |
| Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes            | Conseil privé                                 |
| Service administratif des tribunaux judiciaires                          | Justice                                       |
| Service canadien du renseignement de sécurité                            | Sécurité publique                             |
| Service correctionnel du Canada  | Sécurité publique                             |
| Statistique Canada   | Industrie                                     |
| Tribunal canadien des droits de la personne                              | Justice                                       |
| Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs    | Ressources humaines et Développement social   |
| Tribunal canadien du commerce extérieur                                  | Finances                                      |
| Tribunal d'appel des transports du Canada                                | Transports, Infrastructure et Collectivités   |
| Tribunal de la dotation de la fonction publique                          | Patrimoine canadien                           |
| <b>Agents du Parlement</b>   |   |
| Nom de l'organisme   | Portefeuille                                  |
| Bureau du directeur général des élections                                | Conseil privé                                 |
| Bureau du vérificateur général   | Finances                                      |
| Commissariat à l'intégrité du secteur public                             | Conseil du Trésor                             |
| Commissariat à la protection de la vie privée                            | Justice                                       |
| Commissariat à l'information du Canada                                   | Justice                                       |
| Commissariat aux langues officielles                                     | Conseil privé                                 |

8. Idem.



| <b>Établissements publics</b>   |   |
|---|---|
| <b>Nom de l'organisme</b>   | <b>Portefeuille</b>                         |
| Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions <sup>9</sup>             | Environnement                               |
| Agence des services frontaliers du Canada   | Sécurité publique                           |
| Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | Conseil privé                               |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail                                       | Ressources humaines et Développement social |
| Commission canadienne des affaires polaires   | Affaires indiennes et du Nord               |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire   | Ressources naturelles                       |
| Commission des champs de bataille nationaux   | Patrimoine canadien                         |
| Commission du droit du Canada <sup>10</sup>   | Justice                                     |
| Conseil de recherches en sciences humaines  | Industrie                                   |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie                                  | Industrie                                   |
| Conseil national de recherches du Canada  | Industrie                                   |
| École de la fonction publique du Canada   | Conseil du Trésor                           |
| Instituts de recherche en santé du Canada   | Santé                                       |
| Procréation assistée Canada   | Santé                                       |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie                                   | Environnement                               |
| <b>Agences de service</b>   |   |
| <b>Nom de l'organisme</b>   | <b>Portefeuille</b>                         |
| Agence canadienne d'inspection des aliments   | Agriculture et Agroalimentaire              |
| Agence du revenu du Canada  | Revenu national                             |
| Agence Parcs Canada   | Environnement                               |
| <b>Sociétés d'État</b>  |   |
| <b>Nom de l'organisme</b>   | <b>Portefeuille</b>                         |
| Administration canadienne de la sûreté du transport aérien                                | Transports, Infrastructure et Collectivités |
| Administration de pilotage de l'Atlantique  | Transports, Infrastructure et Collectivités |
| Administration de pilotage des Grands Lacs  | Transports, Infrastructure et Collectivités |
| Administration de pilotage des Laurentides  | Transports, Infrastructure et Collectivités |
| Administration de pilotage du Pacifique   | Transports, Infrastructure et Collectivités |

9. Non opérationnelle au 31 juillet 2007.

10. Idem.

| <b>Sociétés d'État (suite)</b>                                    |   |
|---|---|
| <b>Nom de l'organisme</b>   | <b>Portefeuille</b>                           |
| Administration du pont Blue Water                                 | Transports, Infrastructure et Collectivités   |
| Banque de développement du Canada                                 | Industrie                                     |
| Banque du Canada  | Finances                                      |
| Centre de recherches pour le développement international          | Affaires étrangères et Commerce international |
| Commission canadienne du lait                                     | Agriculture et Agroalimentaire                |
| Commission canadienne du tourisme                                 | Industrie                                     |
| Commission de la capitale nationale                               | Transports, Infrastructure et Collectivités   |
| Conseil canadien des normes                                       | Industrie                                     |
| Conseil des Arts du Canada  | Patrimoine canadien                           |
| Construction de Défense (1951) Limitée                            | Travaux publics et Services gouvernementaux   |
| Corporation commerciale canadienne                                | Affaires étrangères et Commerce international |
| Corporation de développement des investissements du Canada, La    | Finances                                      |
| Énergie atomique du Canada limitée                                | Ressources naturelles                         |
| Exportation et développement Canada                               | Affaires étrangères et Commerce international |
| Financement agricole Canada                                       | Agriculture et Agroalimentaire                |
| Fondation canadienne des relations raciales                       | Patrimoine canadien                           |
| Institut de la statistique des Premières nations                  | Affaires indiennes et du Nord                 |
| Marine Atlantique S.C.C.  | Transports, Infrastructure et Collectivités   |
| Monnaie royale canadienne   | Transports, Infrastructure et Collectivités   |
| Musée canadien de la nature                                       | Patrimoine canadien                           |
| Musée canadien des civilisations                                  | Patrimoine canadien                           |
| Musée des beaux-arts du Canada                                    | Patrimoine canadien                           |
| Musée national des sciences et de la technologie                  | Patrimoine canadien                           |
| Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public | Conseil du Trésor                             |
| Office d'investissement du régime de pensions du Canada           | Finances                                      |
| Office de commercialisation du poisson d'eau douce                | Pêches et Océans                              |
| Parc Downsview Park Inc. <sup>11</sup>                            | Transports, Infrastructure et Collectivités   |

11. Parc Downsview Park Inc., une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue par décret (C.P. 2003-1304) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.

## Sociétés d'État (suite)

| Nom de l'organisme   | Portefeuille  |
|--|---|
| Ridley Terminals Inc   | Transports, Infrastructure et Collectivités         |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement                                  | Ressources humaines et Développement social         |
| Société canadienne des postes  | Transports, Infrastructure et Collectivités         |
| Société d'assurance-dépôts du Canada   | Finances  |
| Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie <sup>12</sup> | Affaires indiennes et du Nord                       |
| Société d'expansion du Cap-Breton  | Agence de promotion économique du Canada atlantique |
| Société de développement du Cap-Breton   | Ressources naturelles                               |
| Société des ponts fédéraux Limitée, La   | Transports, Infrastructure et Collectivités         |
| Société du Centre national des Arts  | Patrimoine canadien                                 |
| Société du Vieux-Port de Montréal inc. <sup>13</sup>                             | Transports, Infrastructure et Collectivités         |
| Société immobilière du Canada limitée  | Transports, Infrastructure et Collectivités         |
| Société Radio-Canada   | Patrimoine canadien                                 |
| Téléfilm Canada  | Patrimoine canadien                                 |
| VIA Rail Canada Inc.   | Transports, Infrastructure et Collectivités         |

12. Non opérationnelle au 31 juillet 2007.

13. La Société du Vieux-Port de Montréal inc., une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue par décret (1987-86) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.

## Chapitre 2 : Sociétés d'État

### 2.1 Introduction

Les sociétés d'États du gouvernement fédéral sont présentes dans de nombreux secteurs de l'économie canadienne. Leur taille varie ainsi que les crédits qu'elles reçoivent du gouvernement. Chacune des sociétés joue un rôle unique sur le plan de la politique gouvernementale.

Chacune des sociétés d'État mères est une entité juridiquement distincte appartenant entièrement à l'État administrée par un conseil d'administration. La loi constitutive de chaque société d'État mère ou les statuts constitutifs de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* déterminent le nom, le mandat, les pouvoirs et les objectifs de la société.

Le 31 juillet 2007, on dénombrait 44 sociétés d'État mères et deux filiales en propriété exclusive<sup>14</sup> à qui l'on a prescrit de faire rapport de leurs activités à la manière des sociétés d'État mères aux fins de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le présent chapitre renferme les sections suivantes :

- ▶ **Vue d'ensemble des sociétés d'État (section 2.2)**, qui met en lumière les nouveautés pertinentes au chapitre des politiques, qui résume les examens et les vérifications qui ont été effectuées dans des sociétés d'État et qui présente les coûts totaux des vérifications et des examens durant la période visée par le rapport.
- ▶ **Rendement global des sociétés d'État (section 2.3)**, qui renferme des renseignements intégrés sur la situation financière et la situation en matière d'emploi des sociétés d'État.
- ▶ **Profils des sociétés d'État (section 2.4)**, qui présente les données nécessaires pour communiquer avec chacune des sociétés d'État mères, leur mandat et leurs activités principales, ainsi qu'une description de la façon dont elles sont ou non mandataires de Sa Majesté (ainsi que des implications de ce statut) en plus du moment où elles ont été constituées en sociétés et la façon dont cela s'est fait.
- ▶ **Portefeuille des sociétés d'État (section 2.5)**, où l'on trouve, en ordre alphabétique, la liste des sociétés d'État mères et de leurs filiales, partenariats juridiques et sociétés affiliées, ainsi qu'un résumé des changements apportés à la liste durant la période visée par le rapport.
- ▶ **Dépôt des rapports des sociétés d'État au Parlement (section 2.6)**, qui renferme une liste des rapports annuels et des résumés des plans d'entreprise et des budgets déposés au

---

14. Société du Vieux-Port de Montréal inc. et Parc Downsview Park Inc.

---

Parlement par les ministres de tutelle. L'information présentée dans ce chapitre a été vérifiée par le Bureau du vérificateur général du Canada. Pour faciliter la consultation, le certificat de vérification est fourni à la toute fin de la section 2.6.

- ▶ **Noms et abréviations des sociétés d'État (section 2.7)**, qui renferme une liste des acronymes des sociétés d'État.

## 2.2 Vue d'ensemble des sociétés d'État

### Survol de l'année 2007

La présente section met en lumière les nouvelles lois et politiques et les changements structurels touchant les sociétés d'État mères du gouvernement fédéral qui sont entrés en vigueur ou qui étaient en cours d'élaboration pendant la période visée, à savoir du 1<sup>er</sup> août 2006 au 31 juillet 2007. Cette section résume aussi d'autres activités pertinentes, notamment les vérifications et les examens spéciaux de sociétés d'État (et incluant pour la première fois leurs coûts totaux) ainsi que les progrès accomplis relativement à la mise en œuvre des mesures nécessaires au renforcement des régimes de gouvernance des sociétés d'État.

### Changements structurels – Création et dissolution de sociétés d'État

Les sociétés d'État sont créées par l'adoption d'une loi spéciale du Parlement (généralement, une loi constitutive) ou de statuts constitutifs en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Depuis le rapport de l'année dernière, une nouvelle société d'État mère, la Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie, a été créée et une société d'État qui était réputée être une société d'État mère, le Fonds d'investissement du Cap-Breton, est redevenue une filiale.

La *Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie* est entrée en vigueur le 10 novembre 2006. Cette loi a créé la Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie. La Société est une société d'État non-mandataire régie par la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Son mandat est de verser des contributions aux organisations régionales afin que celles-ci pourvoient au financement de travaux qui atténuent les répercussions socio-économiques – ou le risque de telles répercussions – du projet gazier Mackenzie sur les collectivités des Territoires du Nord-Ouest et qui sont conformes aux conditions établies et rendues publiques par la Société.

En outre, le Fonds d'investissement du Cap-Breton, une filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton, qui était réputée être une société d'État mère, a vu son statut révoqué par la gouverneure en conseil le 7 juin 2007. La filiale prépare sa dissolution puisqu'elle a mené à bien son mandat de promouvoir et de faciliter le développement économique dans la région au-delà de l'exploitation du charbon.

## Changements législatifs touchant les sociétés d'État

Un certain nombre de dispositions législatives touchant les sociétés d'État sont entrées en vigueur au cours de l'année.

L'*Examen du cadre de gouvernance des sociétés d'État du Canada*, déposé en février 2005, renfermait 31 mesures visant à renforcer la responsabilisation et la transparence des sociétés d'État. Depuis lors, on a fait le nécessaire pour mettre en œuvre la plupart des mesures, au moyen d'une combinaison de changements législatifs et stratégiques, la responsabilité à cet égard étant partagée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, le Bureau du Conseil privé, l'École de la fonction publique du Canada et les sociétés d'État.

La *Loi fédérale sur la responsabilité*, qui a reçu la sanction royale le 12 décembre 2006, tenait compte de plusieurs de ces 31 mesures. La Loi :

- ▶ a permis l'augmentation de la durée de la nomination des directeurs de trois à quatre ans;
- ▶ a fait en sorte que tous les membres de comité de vérification soient indépendants par rapport à la direction;
- ▶ a assuré la séparation des postes de président et de premier dirigeant dans trois sociétés d'État<sup>15</sup> où des modifications législatives étaient requises pour apporter le changement;
- ▶ a étendu la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, de sorte qu'elles visent les sociétés d'État qui n'étaient pas déjà visées par ces lois<sup>16</sup>, ainsi que les filiales en propriété exclusive.

L'adoption de la *Loi fédérale sur la responsabilité* a également introduit ou renforcé un certain nombre d'autres exigences qui touchent les sociétés d'État :

- ▶ la *Loi sur la gestion des finances publiques* inclut maintenant des infractions de fraude et des pénalités pour l'utilisation abusive de fonds publics ou de fonds d'une société d'État;
- ▶ des modifications à la *Loi sur le vérificateur général* qui permettent au vérificateur général du Canada de mener des enquêtes sur l'utilisation de fonds attribués en vertu d'accords de financement, y compris en vertu de ceux conclus par des sociétés d'État;

---

15. La Commission canadienne du lait, la Société d'expansion du Cap-Breton et la Commission de la capitale nationale.

16. Énergie atomique du Canada limitée, Exportation et développement Canada, l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, la Société canadienne des postes, la Société du Centre national des Arts, la Société Radio-Canada et Via Rail Inc.

- 
- ▶ la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* exige maintenant que les premiers dirigeants de sociétés d'État présentent des rapports publics sur les actes fautifs divulgués;
  - ▶ la *Loi sur les conflits d'intérêts* nouvellement créée établit dans un texte législatif les obligations existantes énoncées dans le *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*.

## Examens

Tandis que 2 des 44 sociétés d'État mères (Banque de développement du Canada et Exportation et développement Canada) sont tenues par leurs lois constitutives de subir des examens réguliers spécifiques<sup>17</sup>, les examens de **mandat** sont effectués sous les auspices du ministère de tutelle, sous réserve de l'approbation du Premier ministre, en raison de la prérogative que détient ce dernier en ce qui concerne le fonctionnement du gouvernement. Généralement, ces examens évaluent le mandat actuel, le besoin de maintenir la société, l'efficacité de son rendement par rapport à ses objectifs et la mesure dans laquelle ceux-ci sont conformes à son mandat. Un examen de mandat a été accompli en 2006-2007.

Le ministre responsable de la Commission de la capitale nationale (CCN) a annoncé un examen du mandat de la société d'État en avril 2006. L'examen portait, entre autres, sur les fonctions et les objectifs de la CCN, sur son financement, sur le coût de ses opérations et sur son régime de gouvernance. Le rapport final a été publié en décembre 2006.

## Examens spéciaux

Conformément à l'article 138 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, toutes les sociétés d'État visées par la partie X de cette loi<sup>18</sup> doivent faire l'objet d'un examen spécial aux

---

17. Les lois constitutives de certaines sociétés d'État exigent uniquement un examen législatif initial durant les premiers cinq ans de leur existence, par exemple, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien et la Fondation canadienne des relations raciales. Les lois constitutives de la Banque de développement du Canada et d'Exportation et développement Canada exigent des examens tous les dix ans par la suite.

18. L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, l'Administration de pilotage de l'Atlantique, l'Administration de pilotage des Grands Lacs, l'Administration de pilotage des Laurentides, l'Administration de pilotage du Pacifique, l'Administration du pont Blue Water, la Banque de développement du Canada, le Centre de recherches pour le développement international, la Commission canadienne du lait, la Commission canadienne du tourisme, la Commission de la capitale nationale, le Conseil des Arts du Canada, le Conseil canadien des normes, Construction de Défense (1951) Limitée, la Corporation commerciale canadienne, la Corporation de développement des investissements du Canada, Énergie atomique du Canada limitée, Exportation et développement Canada, Financement agricole Canada, le Fonds d'investissement du Cap-Breton, l'Institut de la statistique des Premières nations, Marine Atlantique S.C.C., la Monnaie royale canadienne, le Musée canadien des civilisations, le Musée canadien de la nature, le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée national des sciences et de la technologie, l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, Parc Downsview Park Inc., Ridley Terminals Inc., la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Société canadienne des postes, la

cinq ans<sup>19</sup>. Cet examen, effectué par le ou les vérificateurs externes de la société (habituellement, le vérificateur général du Canada), a pour objectif de déterminer si, pendant la période visée, les systèmes de contrôle financier et d'information et les pratiques de gestion ont permis de garantir de manière raisonnable que les actifs de la société ont été protégés, contrôlés et gérés de façon économique et efficiente et que les activités ont été réalisées avec efficacité.

Depuis le rapport de l'année dernière, la vérificatrice générale du Canada a procédé à un examen spécial des sociétés d'État suivantes :

- ▶ la Société immobilière du Canada limitée;
- ▶ l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien;
- ▶ le Musée canadien de la nature.

### **Coûts des vérifications et des examens spéciaux**

En plus de faire l'objet d'examens spéciaux, les sociétés d'État sont tenues de tenir à jour des états financiers appropriés et de se soumettre à des vérifications annuelles. Cette année, pour la première fois, le rapport inclut des données au sujet des coûts de ces activités. Parce que de telles données ne sont pas disponibles pour la période visée en 2007, on utilise les données relativement aux coûts de 2006. Les coûts totaux des vérifications annuelles et des examens spéciaux pour les 44 sociétés d'État mères et les deux filiales en propriété exclusive, soit Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée et La Corporation du Pont international de la voie maritime Ltée, présentant des rapports qui portent sur leurs exercices se terminant le 31 mars 2006 ou avant<sup>20</sup> s'élevaient à environ 19,44 millions de dollars. De ce montant, les coûts du Bureau du vérificateur général du Canada étaient de 16,10 millions de dollars, et 3,34 millions de dollars ont été versés à des vérificateurs du secteur privé.

---

Société d'assurance-dépôts du Canada, la Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie, la Société d'expansion du Cap-Breton, la Société de développement du Cap-Breton, la Société des ponts fédéraux Limitée, la Société du Centre national des Arts, la Société du Vieux-Port de Montréal inc., la Société immobilière du Canada limitée, la Société Radio-Canada, Téléfilm Canada et VIA Rail Canada Inc.

19. La loi constitutive de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada exige un examen spécial seulement tous les six ans.

20. Les exercices de certaines sociétés d'État se terminent à une date autre que le 31 mars.



**Tableau 2 : Coûts totaux de l'ensemble des vérifications et des examens spéciaux signalés en 2006**

| Type de vérificateur                                   | Coûts des vérifications (\$) | Coûts des examens spéciaux | Coûts totaux |
|--|------------------------------|----------------------------|--------------|
| Bureau du vérificateur général du Canada <sup>21</sup> | 9 150 186                    | 6 952 231                  | 16 102 417   |
| Secteur privé  | 2 995 182                    | 348 340                    | 3 343 522    |
| TOTAL  | 12 145 368                   | 7 300 571                  | 19 445 939   |

Au 31 mars 2006, la vérificatrice générale du Canada avait effectué des examens spéciaux pour 11 sociétés d'État à un coût total de 6,9 millions de dollars, et le secteur privé avait effectué un examen spécial pour l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, à un coût de 348 340 \$.

Durant cette période, des entreprises du secteur privé ont effectué des vérifications de concert avec la vérificatrice générale pour six sociétés d'État, et ont agi comme unique vérificateur pour trois sociétés d'État, comme le montre le tableau ci-dessous.

**Tableau 3 : Recours à des vérificateurs du secteur privé (jusqu'en mars 2006)**

| Sociétés d'État   | Type de vérification | Entreprises du secteur privé   |
|---|----------------------|--|
| Banque de développement du Canada                                 | Conjointe            | Raymond Chabot Grant Thornton s.r.l.   |
| Corporation de développement des investissements du Canada        | Conjointe            | KPMG s.r.l.  |
| Énergie atomique du Canada limitée                                | Conjointe            | Ernst & Young s.r.l.   |
| Fondation canadienne des relations raciales                       | Unique               | Hillborn Ellis Grant s.r.l.  |
| Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public | Unique               | Deloitte & Touche s.r.l.   |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement                   | Conjointe            | Raymond Chabot Grant Thornton s.r.l.   |
| Société canadienne des postes                                     | Unique               | Raymond Chabot Grant Thornton s.r.l. <sup>22</sup> ,<br>Deloitte & Touche s.r.l. |
| Société immobilière du Canada limitée                             | Conjointe            | Ernst & Young s.r.l.   |
| Via Rail Canada Inc.  | Conjointe            | Ernst & Young s.r.l.   |

21. Source : *Rapport de 2006 de la vérificatrice générale du Canada* (annexe D), publié en novembre 2006.

22. On a demandé à cette entreprise de produire un rapport de vérification spécial au sujet de l'analyse des contributions de l'Analyse annuelle des coûts.

## **Réalisations et prix**

Le 19 janvier 2007, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a tenu une cérémonie de remise de prix et de reconnaissance pour célébrer les réalisations et souligner le dévouement des fonctionnaires ayant travaillé fort pour atteindre les objectifs énoncés dans le cadre des initiatives du Gouvernement en direct et d'amélioration des services. L'initiative d'amélioration des services a été lancée en 2000 dans le but d'améliorer la satisfaction des clients en ce qui concerne la prestation de services clés du gouvernement du Canada au public. Trois sociétés d'État ont obtenu un prix pour l'excellence en amélioration des services. Il s'agit de la Société d'assurance-dépôts du Canada, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement et de la Société canadienne des postes.

On a également reconnu le travail d'équipe exceptionnel dans le cas de deux sociétés d'État, à savoir Exportation et développement Canada et la Corporation commerciale canadienne, qui ont chacune obtenu un prix d'excellence en gestion électronique des relations avec les clients.

**Tableau 4 : Sociétés d'État mères regroupées par portefeuille ministériel  
(au 31 juillet 2007)**

|   |   |   |
|---|---|---|
| <p><b>Affaires étrangères</b></p> <p>Centre de recherches pour le développement international</p>   | <p><b>Finances</b></p> <p>Banque du Canada<br/>Corporation de développement des investissements du Canada, La<br/>Office d'investissement du régime de pensions du Canada<br/>Société d'assurance-dépôts du Canada</p>  | <p><b>Ressources humaines et Développement social</b></p> <p>Société canadienne d'hypothèques et de logement</p>  |
| <p><b>Affaires indiennes et du Nord canadien</b></p> <p>Institut de la statistique des Premières nations<br/>Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie<sup>1</sup></p> | <p><b>Industrie</b></p> <p>Banque de développement du Canada<br/>Commission canadienne du tourisme<br/>Conseil canadien des normes</p>  | <p><b>Ressources naturelles</b></p> <p>Énergie atomique du Canada limitée<br/>Société de développement du Cap-Breton</p>  |
| <p><b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b></p> <p>Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton<sup>2</sup></p>   | <p><b>Patrimoine canadien</b></p> <p>Conseil des Arts du Canada<br/>Fondation canadienne des relations raciales<br/>Musée canadien de la nature<br/>Musée canadien des civilisations<br/>Musée des beaux-arts du Canada<br/>Musée national des sciences et de la technologie<br/>Société du Centre national des Arts<br/>Société Radio-Canada<br/>Téléfilm Canada</p> | <p><b>Transports, Infrastructure et Collectivités</b></p> <p>Administration canadienne de la sûreté du transport aérien<br/>Administration de pilotage de l'Atlantique<br/>Administration de pilotage des Grands Lacs<br/>Administration de pilotage des Laurentides<br/>Administration de pilotage du Pacifique<br/>Administration du pont Blue Water<br/>Commission de la capitale nationale<br/>Marine Atlantique S.S.C.<br/>Monnaie royale canadienne<br/>Parc Downsview Park Inc.<sup>3</sup><br/>Ridley Terminals Inc.<br/>Société canadienne des postes<br/>Société des ponts fédéraux Limitée, La<br/>Société du Vieux-Port de Montréal inc.<sup>4</sup><br/>Société immobilière du Canada limitée<br/>VIA Rail Canada Inc.</p> |
| <p><b>Agriculture et Agroalimentaire</b></p> <p>Commission canadienne du lait<br/>Financement agricole Canada</p>   | <p><b>Pêches et Océans</b></p> <p>Office de commercialisation du poisson d'eau douce</p>  | <p><b>Travaux publics et Services gouvernementaux</b></p> <p>Construction de Défense (1951) Limitée</p>   |
| <p><b>Commerce international</b></p> <p>Corporation commerciale canadienne<br/>Exportation et développement Canada</p>  |   |   |
| <p><b>Conseil du Trésor</b></p> <p>Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public</p>  |   |   |

1. La Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie a été créée en vertu de la *Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie* qui est entrée en vigueur le 10 novembre 2006 aux termes du décret en conseil C.P. 2006-1273.
2. La Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton est redevenue une filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton, aux termes du décret en conseil C.P. 2007-0951 en vigueur depuis le 7 juin 2007.
3. Parc Downsview Park Inc., une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue par décret (C.P. 2003-1304) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.
4. La Société du Vieux-Port de Montréal inc., une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue par décret (C. P. 1987-86) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.

## 2.3 Rendement global des sociétés d'État

La *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que le présent rapport comporte des données sur l'effectif des sociétés d'État mères ainsi que des données financières, y compris des données sur les emprunts accumulés de ces sociétés. À cette fin, la présente section décrit sous forme graphique le rendement global des sociétés d'État relativement à chacun des aspects suivants :

- ▶ l'effectif;
- ▶ les actifs;
- ▶ les crédits budgétaires;
- ▶ les titres de créance.

Les renseignements financiers concernant chacune des sociétés d'État sont aussi présentés sous forme de tableaux, par portefeuille ministériel, de la façon suivante :

- ▶ l'effectif et la situation financière;
- ▶ les résultats d'exploitation et le financement.

Des renseignements se rapportant à chacune des sociétés d'État sont fournis dans la section du présent rapport intitulée *Profils des sociétés d'État*, ainsi que dans les rapports annuels et les résumés des plans d'entreprise de chacune d'elles.

Dans la mesure du possible, les données présentées englobent l'ensemble des sociétés d'État; si la chose n'est pas possible, on en donne la raison.

Mentionnons aussi que les chiffres figurant dans les tableaux ont été arrondis, de façon à en alléger la présentation.

Il convient, si l'on veut comparer les rapports de sociétés d'État avec les données présentées ici, de tenir compte du fait que les sociétés peuvent avoir révisé certaines données financières par suite de modifications de leurs conventions comptables. Le lecteur doit savoir qu'aucune mesure n'a été prise pour faire en sorte que les données contenues dans ce rapport rendent compte de telles modifications; tout au plus avons-nous corrigé les erreurs éventuelles dans les précédents rapports annuels au Parlement sur les sociétés d'État.

Les données présentées dans cette section correspondent essentiellement à l'année civile 2006 ou à l'exercice 2006-2007. Dans le cas des sociétés d'État dont les exercices se terminent le 31 juillet 2007 ou après, le rapport reflète les données financières de l'exercice précédent. Par conséquent, dans le cas de la Commission canadienne du lait et de l'Administration du pont

---

Blue Water, le rapport couvre la période se terminant le 31 juillet 2006 et le 31 août 2006, respectivement.

Vous trouverez à la fin de la présente section un glossaire des termes financiers et des termes relatifs à l'effectif qui sont utilisés dans le présent rapport.

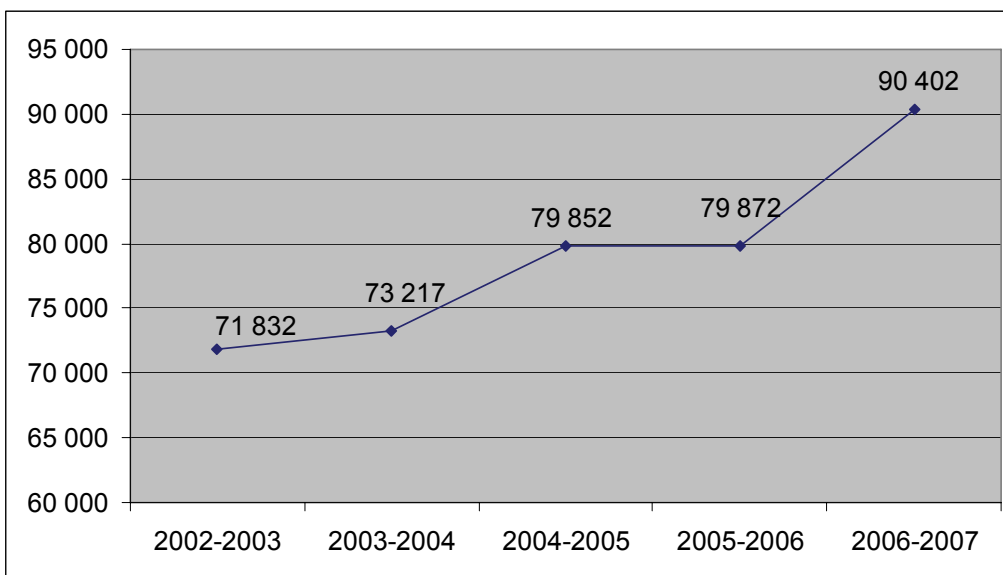
### Effectif

Au cours de la dernière année, le nombre d'employés des sociétés d'État a augmenté de 10 530, passant de 79 872 à 90 402, ce qui représente une hausse de 13 p. 100. Voici des précisions sur les plus fortes variations :

- ▶ Société canadienne des postes – 9 579 employés de plus (augmentation de 19 p. 100, principalement en raison du fait que les employés contractuels sont devenus des employés à temps plein).
- ▶ Énergie atomique du Canada limitée – 531 employés de plus (augmentation de 15 p. 100).
- ▶ Banque de développement du Canada – 133 employés de plus (augmentation de 8 p. 100).

Le tableau 5 montre l'évolution de l'effectif au cours des cinq dernières années.

**Tableau 5 : Effectif des sociétés d'État, de 2002-2003 à 2006-2007**



*Nota* : Cette analyse tient compte des données sur l'effectif de toutes les sociétés d'État.

### Actifs

Les données présentées dans cette section *n'incluent pas* les données financières relatives à 17 sociétés. Les raisons en sont les suivantes :

- ▶ Dans le cas de la Banque du Canada, de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, cela tient à la fois à la nature particulière des activités de ces entités et au fait que les actifs qu'elles détiennent ne seraient pas à la disposition du gouvernement du Canada si celui-ci devait décider de dissoudre les sociétés d'État en question.
- ▶ Pour leur part, la Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie et l'Institut de la statistique des Premières nations sont de nouvelles entités et ne sont pas entièrement fonctionnelles encore. Il n'y a donc pas d'information financière disponible aux fins du présent rapport.
- ▶ En ce qui concerne le Conseil des Arts du Canada, la Corporation commerciale canadienne, le Musée canadien des civilisations, le Musée canadien de la nature, la Fondation canadienne des relations raciales, Construction de Défense (1951) Limitée, le Centre de recherches pour le développement international, le Musée des beaux-arts du Canada, la Société du Centre national des Arts, le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Conseil canadien des normes et Téléfilm Canada, le Secrétariat du Conseil du Trésor n'a pu obtenir les états financiers vérifiés de ces entités à temps pour incorporer cette information au présent rapport.
- ▶ Étant donné que l'on ne disposait pas des données relatives aux 12 sociétés d'État mentionnées au point précédent, les chiffres antérieurs ayant trait à ces entités ont été supprimés du rapport, de façon à permettre des comparaisons exactes d'une année sur l'autre. L'an dernier, la valeur des actifs de ces 12 sociétés d'État totalisait 1,527 milliard de dollars et représentait 1 p. 100 de la valeur totale des actifs.

Les actifs des 29 sociétés d'État<sup>23</sup> dont il est tenu compte dans le présent rapport ont augmenté de 28,546 milliards de dollars, passant de 156,619 milliards l'an dernier à 185,165 milliards cette année, ce qui représente une hausse de 18,2 p. 100. Les sociétés ayant enregistré les plus fortes variations sont les suivantes :

- ▶ Société canadienne d'hypothèques et de logement (y compris les actifs de la Fiducie du Canada pour l'habitation<sup>24</sup>) – augmentation de 23,125 milliards de dollars (22,9 p. 100).

---

23. Au total, 17 des 46 sociétés d'État mères ou sociétés d'État mères réputées sont exclues du rapport de cette année, de sorte que l'échantillon analysé compte 29 sociétés d'État. De ce nombre, deux sont des sociétés mères réputées, soit la Société du Vieux-Port de Montréal inc. et Parc Downsview Park Inc., qui sont toutes deux des filiales en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée mais disposent d'états financiers non consolidés avec ceux de leur société mère.

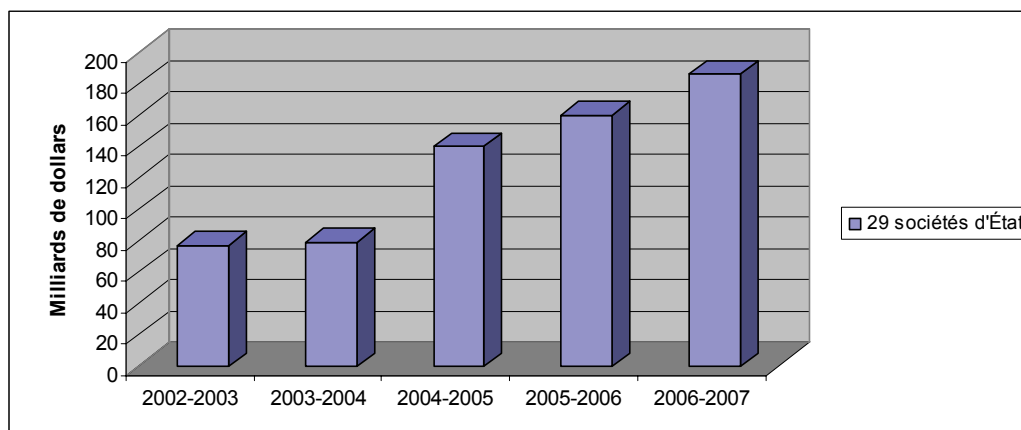
24. En 2006, à des fins de conformité avec les nouvelles lignes directrices de l'Institut canadien des comptables agréés au sujet des entités à intérêt variable, les actifs de la Fiducie du Canada pour l'habitation ont été présentés à part, de façon que l'on dispose de données pertinentes pour fins de comparaison. Cette année, les actifs en question sont consolidés avec les données de la société mère de la Fiducie, soit la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

- ▶ Exportation et développement Canada – augmentation de 3,096 milliards (15,7 p. 100).
- ▶ Financement agricole Canada – augmentation de 1,258 milliard (10,0 p. 100).
- ▶ Banque de développement du Canada – augmentation de 0,493 milliard (4,8 p. 100).

En 2006-2007, 95 p. 100 de ces actifs étaient détenus par cinq sociétés d'État : la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Exportation et développement Canada, Financement agricole Canada, la Banque du développement du Canada et la Société canadienne des postes. Le pourcentage en question est le même que celui de l'exercice précédent.

Le tableau 6 met en lumière la hausse constante de la valeur des actifs des sociétés d'État au cours des cinq dernières années.

**Tableau 6 : Actif total des sociétés d'État, de 2002-2003 à 2006-2007**



## Crédits budgétaires

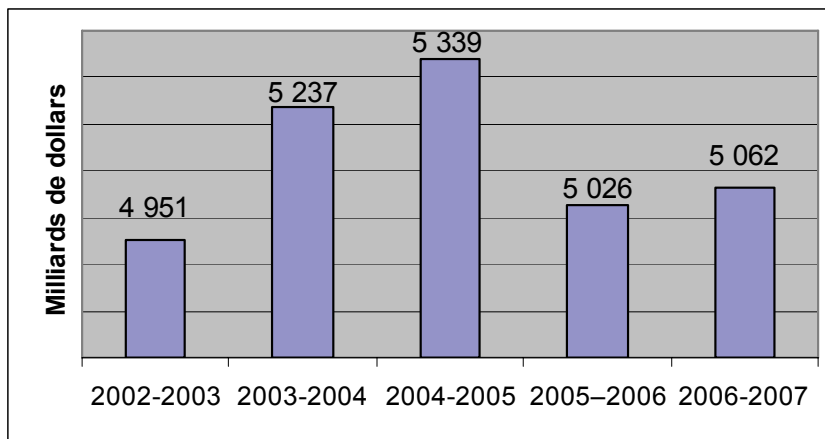
Le montant total des crédits accordés par le Parlement aux sociétés d'État a augmenté de 0,036 milliard de dollars, passant de 5,026 milliards<sup>25</sup> en 2005-2006 à 5,062 milliards en 2006-2007 (hausse de 0,7 p. 100). Les sociétés ayant enregistré les plus fortes variations sont les suivantes :

- ▶ Ridley Terminals Inc. – diminution de 0,005 milliard de dollars (74,7 p. 100).
- ▶ Énergie atomique du Canada limitée – diminution de 0,055 milliard (34,2 p. 100).
- ▶ Musée canadien de la nature – augmentation de 0,009 milliard (34,2 p. 100).

25. Le montant des crédits budgétaires indiqué dans la version de 2006 du présent rapport (5,006 milliards de dollars) était erroné.

Le tableau 7 fait état du total des crédits budgétaires pour la période allant de 2002-2003 à 2006-2007. Les chiffres mentionnés comprennent les données de *toutes* les sociétés d'État, puisque ces données sont inscrites dans le budget principal des dépenses et dans le budget supplémentaire des dépenses du gouvernement du Canada. Parmi les 46 sociétés d'État mères et sociétés d'État mères réputées, 24 ont reçu des crédits parlementaires lors de l'exercice 2006-2007.

**Tableau 7 : Total des crédits budgétaires de 2002-2003 à 2006-2007**

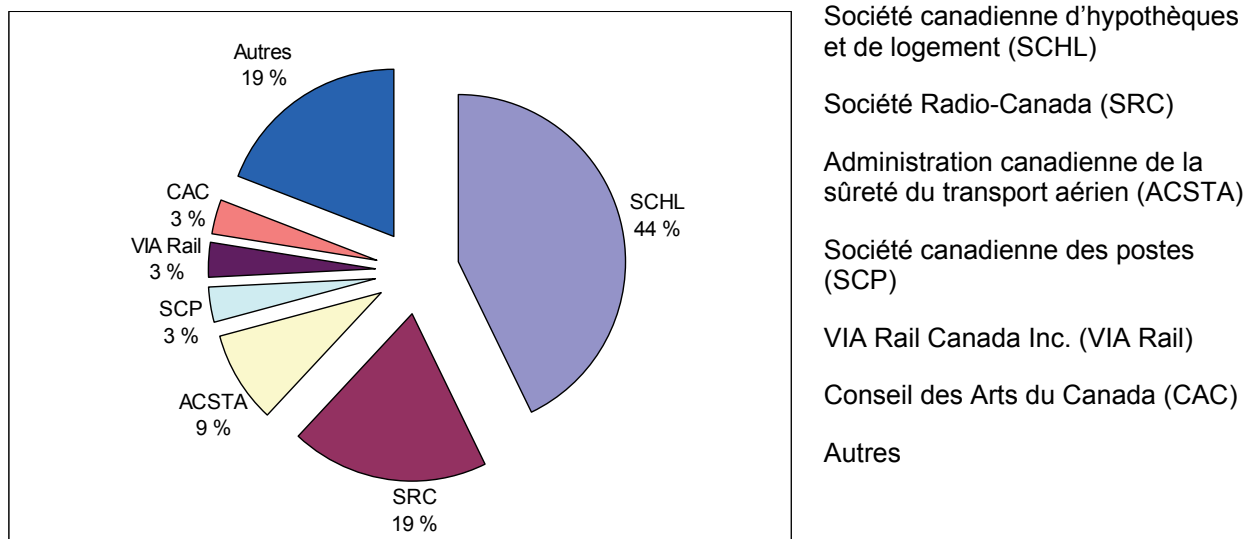


En tout, 81 p. 100 des crédits budgétaires destinés aux sociétés d'État ont été reçus par six sociétés : la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la Société Radio-Canada, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, VIA Rail Canada Inc., le Conseil des Arts du Canada et la Société canadienne des postes. Les crédits reçus par la SCHL, qui se classe au premier rang à ce chapitre, ont augmenté de 0,082 milliard; 74 p. 100 de ces fonds supplémentaires étaient destinés à un programme de logement à but non lucratif qui fournit de l'aide à la population ou à des organismes publics ou privés à but non lucratif qui acceptent de construire ou d'acheter des logements à l'intention de ménages à revenu faible et modeste.

Le tableau 8 donne un aperçu des bénéficiaires des crédits budgétaires en 2006-2007. Les pourcentages qui y sont indiqués ont été établis par rapport au nombre total de sociétés recevant des crédits.



**Tableau 8 : Bénéficiaires des crédits budgétaires en 2006-2007**



**Titres de créance**

La valeur des titres de créance des 29 sociétés d’État faisant l’objet du présent rapport qui sont détenus par le Canada ou par le secteur privé a augmenté de 24,4 milliards de dollars, atteignant ainsi 144,1 milliards comparativement à 119,7 milliards l’an dernier (hausse de 20,4 p. 100). Cette hausse est le résultat :

- ▶ de la diminution de 0,2 milliard (4,0 p. 100) de la dette payable au Canada (qui est passée de 5,0 milliards à 4,8 milliards);
- ▶ et de l’augmentation de 24,6 milliards (21,5 p. 100) de la dette payable au secteur privé (qui est passée de 114,6 milliards à 139,2 milliards).

Les titres de créances de la Fiducie du Canada pour l’habitation (Société canadienne d’hypothèques et de logement) ont augmenté de 23,0 milliards de dollars (31,5 p. 100) par suite de nouvelles émissions d’Obligations hypothécaires du Canada afin de répondre à la demande des investisseurs. La hausse marquée de la dette de cette entité va de pair avec une hausse correspondante de ses actifs (se reporter au tableau sur l’actif total ci-avant).

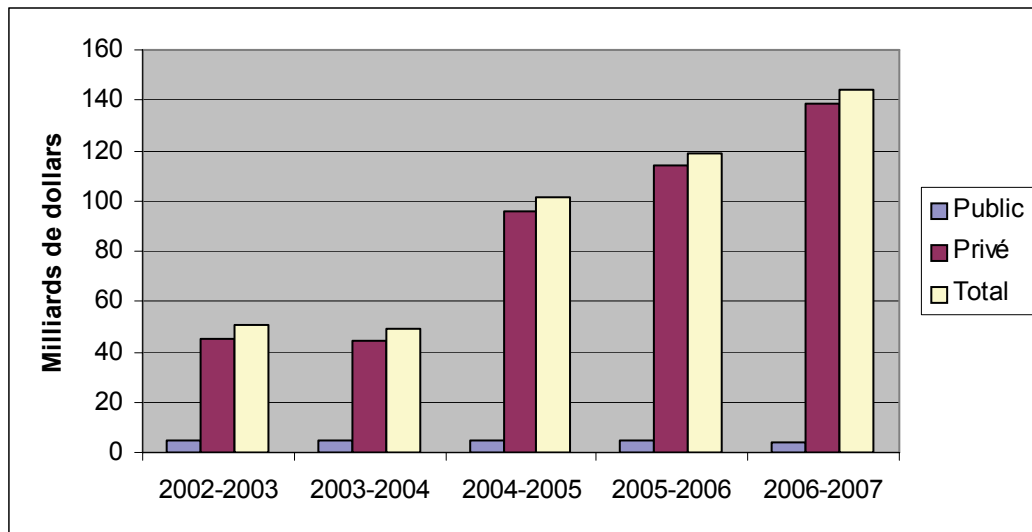
D’autres changements importants sont à signaler à ce chapitre :

- ▶ Exportation et développement Canada (EDC) – augmentation de 1,5 milliard de dollars (10,3 p. 100).
- ▶ Financement agricole Canada (FAC) – augmentation de 1,0 milliard (9,4 p. 100).

Le tableau 9 montre la dette payable au Canada, celle contractée sur les marchés privés et le total des créances au cours des cinq derniers exercices. Rappelons au lecteur que les chiffres

historiques n'incluent pas les créances relatives aux 17 sociétés d'État dont les données n'ont pas été analysées cette année.

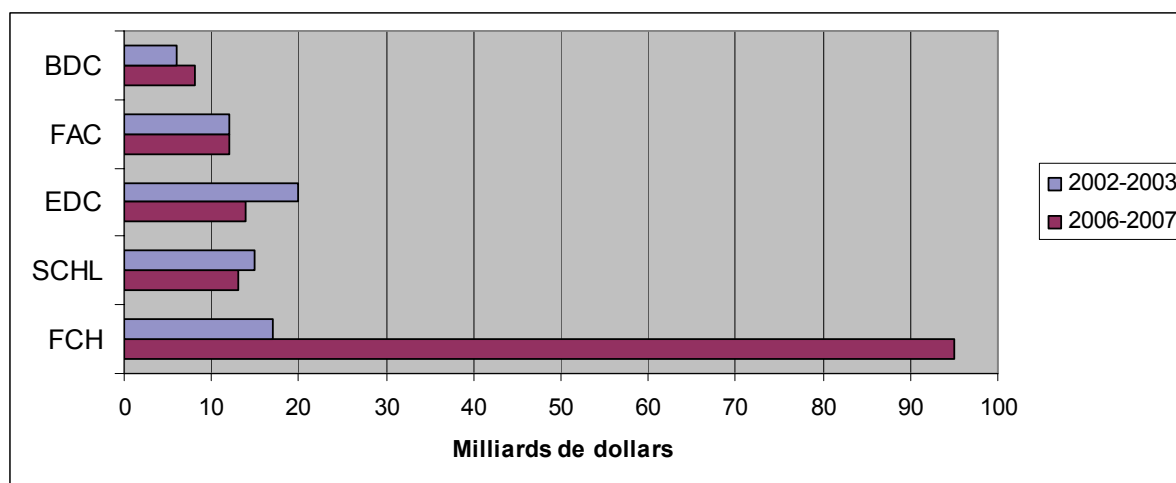
**Tableau 9 : Titres de créance des sociétés d'État, de 2002-2003 à 2006-2007**



Les quatre principaux débiteurs en 2006-2007, et leurs proportions respectives de la dette totale de 144,1 milliards de dollars, étaient la Société canadienne d'hypothèques et de logement, y compris la Fiducie du Canada pour l'habitation (74,9 p. 100), Exportation et développement Canada (10,4 p. 100), Financement agricole Canada (8,5 p. 100) et la Banque de développement du Canada (5,7 p. 100). Les quatre mêmes sociétés d'État étaient les principaux débiteurs en 2005-2006.

Le tableau 10 présente le niveau d'endettement des quatre principaux emprunteurs en 2006-2007 comparativement à 2002-2003. À titre indicatif, les données relatives à la Fiducie du Canada pour l'habitation sont exposées séparément.

**Tableau 10 : Comparaison des principaux emprunteurs en 2006-2007 et en 2002-2003**



Le tableau 11 présente les données sur l'effectif total et les données financières pour les 29 sociétés d'État faisant l'objet du rapport de cette année, regroupées par portefeuille ministériel. Pour sa part, le tableau 12 présente les résultats d'exploitation et les données sur le financement de ce même échantillon, toujours selon le portefeuille ministériel. Il convient de mentionner que les données relatives à la Banque du Canada, à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public figurent dans ces tableaux (zones ombrées); ces données sont fournies pour fins d'information mais ne font pas partie des totaux agrégés en raison de la nature particulière des activités des sociétés d'État en question.

**Tableau 11 : Effectif et situation financière des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel (en fin d'exercice se terminant avant le 31 juillet 2007, millions de dollars)**

| Sociétés, par portefeuille ministériel                             | Situation financière |                      |                     | Avoir <sup>26</sup> | Effectif     |
|--|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|--------------|
|  | Actif total          | Passif à court terme | Passif à long terme |                     |              |
| Centre de recherches pour le développement international           | –                    | –                    | –                   | –                   | 426          |
| <b>Total – Affaires étrangères</b>                                 | <b>0,0</b>           | <b>0,0</b>           | <b>0,0</b>          |                     | <b>426</b>   |
| Institut de la statistique des Premières nations                   | –                    | –                    | –                   | –                   | –            |
| Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie | –                    | –                    | –                   | –                   | –            |
| <b>Total – Affaires indiennes et du Nord canadien</b>              | <b>0,0</b>           | <b>0,0</b>           | <b>0,0</b>          |                     | <b>0</b>     |
| Société d'expansion du Cap-Breton                                  | 23,6                 | 9,6                  | 0,5                 | 13,5                | 46           |
| <b>Total – Agence de promotion économique du Canada atlantique</b> | <b>23,6</b>          | <b>9,6</b>           | <b>0,5</b>          |                     | <b>46</b>    |
| Commission canadienne du lait                                      | 181,5                | 37,3                 | 0,0                 | 26,0                | 65           |
| Financement agricole Canada  | 13 834,2             | 5 268,3              | 6 978,5             | 1 462,2             | 1 194        |
| <b>Total – Agriculture et Agroalimentaire</b>                      | <b>14 015,8</b>      | <b>5 305,6</b>       | <b>6 978,5</b>      |                     | <b>1 259</b> |
| Corporation commerciale canadienne                                 | –                    | –                    | –                   | –                   | 101          |
| Exportation et développement Canada                                | 22 825,0             | 6 496,0              | 10 343,0            | 5 986,0             | 1 056        |
| <b>Total – Commerce international</b>                              | <b>22 825,0</b>      | <b>6 496,0</b>       | <b>10 343,0</b>     |                     | <b>1 157</b> |
| Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public  |                      |                      |                     |                     |              |
| Compte du régime de pension de la fonction publique                | 27 351,0             | 1 941,0              | 0,0                 | 0,0                 | 0            |
| Compte du régime de pension de la Gendarmerie royale du Canada     | 2 719,0              | 194,0                | 0,0                 | 0,0                 | 0            |
| Compte du régime de pension des Forces canadiennes                 | 7 574,0              | 541,0                | 0,0                 | 0,0                 | 0            |
| <b>Total – Conseil du Trésor</b>                                   | <b>37 644,0</b>      | <b>2 676,0</b>       | <b>0,0</b>          |                     | <b>182</b>   |
| Banque du Canada   | 51 625,5             | 48 762,2             | 0,0                 | 30,0                | 1164         |
| Corporation de développement des investissements du Canada         | 431,9                | 24,3                 | 125,4               | 282,2               | 3            |
| Office d'investissement du régime de pensions du Canada            | 119 959,0            | 2 941,0              | 1 083,0             | 0,0                 | 258          |
| Société d'assurance-dépôts du Canada                               | 1 560,3              | 10,5                 | 600,0               | 949,8               | 76           |
| <b>Total – Finances</b>  | <b>1 992,2</b>       | <b>34,8</b>          | <b>725,4</b>        |                     | <b>1 501</b> |
| Banque de développement du Canada                                  | 10 804,1             | 95,4                 | 4 926,4             | 1 807,7             | 1 733        |
| Commission canadienne du tourisme                                  | 32,4                 | 25,4                 | 8,4                 | (1,4)               | 159          |
| Conseil canadien des normes  | –                    | –                    | –                   | –                   | 93           |
| <b>Total – Industrie</b>   | <b>10 836,5</b>      | <b>120,9</b>         | <b>4 934,8</b>      |                     | <b>1 985</b> |

26. Les données présentées dans les sections ombrées ne sont pas comprises dans le total.

**Tableau 11 : Effectif et situation financière des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel (en fin d'exercice se terminant avant le 31 juillet 2007, millions de dollars) [suite]**

| Sociétés, par portefeuille ministériel                     | Situation financière |                      |                     | Avoir <sup>26</sup> | Effectif     |
|--|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|--------------|
|  | Actif total          | Passif à court terme | Passif à long terme |                     |              |
| Conseil des arts du Canada                                 | –                    | –                    | –                   | –                   | 204          |
| Fondation canadienne des relations raciales                | –                    | –                    | –                   | –                   | 9            |
| Musée canadien de la nature                                | –                    | –                    | –                   | –                   | 186          |
| Musée canadien des civilisations                           | –                    | –                    | –                   | –                   | 384          |
| Musée des beaux-arts du Canada                             | –                    | –                    | –                   | –                   | 268          |
| Musée national des sciences et de la technologie           | –                    | –                    | –                   | –                   | 189          |
| Société du Centre national des Arts                        | –                    | –                    | –                   | –                   | 293          |
| Société Radio-Canada                                       | 1 591,9              | 326,1                | 1 296,0             | (30,2)              | 7826         |
| Téléfilm Canada  | –                    | –                    | –                   | –                   | 203          |
| <b>Total – Patrimoine canadien</b>                         | <b>1 591,9</b>       | <b>326,1</b>         | <b>1 296,0</b>      |                     | <b>9 562</b> |
| Office de commercialisation du poisson d'eau douce         | 29,2                 | 5,1                  | 0,0                 | 3,3                 | 200          |
| <b>Total – Pêches et Océans</b>                            | <b>29,2</b>          | <b>5,1</b>           | <b>0,0</b>          |                     | <b>200</b>   |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement            | 124 218,0            | 21 881,0             | 96 883,0            | 5 454,0             | 1 877        |
| <b>Total – Ressources humaines et Développement social</b> | <b>124 218,0</b>     | <b>21 881,0</b>      | <b>96 883,0</b>     |                     | <b>1 877</b> |
| Énergie atomique du Canada limitée                         | 1 131,6              | 558,9                | 2 992,2             | (2 419,4)           | 4 135        |
| Société de développement du Cap-Breton                     | 24,4                 | 70,5                 | 369,3               | (415,4)             | 16           |
| <b>Total – Ressources naturelles</b>                       | <b>1 156,0</b>       | <b>629,4</b>         | <b>3 361,5</b>      |                     | <b>4 151</b> |
| Administration canadienne de la sûreté du transport aérien | 655,4                | 127,2                | 511,0               | 17,2                | 261          |
| Administration de pilotage de l'Atlantique                 | 8,6                  | 2,7                  | 1,0                 | 5,0                 | 74           |
| Administration de pilotage des Grands Lacs                 | 5,8                  | 6,0                  | 3,4                 | (3,6)               | 79           |
| Administration de pilotage des Laurentides                 | 12,2                 | 15,9                 | 1,6                 | (5,3)               | 50           |
| Administration de pilotage du Pacifique                    | 12,3                 | 5,2                  | 1,1                 | 5,2                 | 159          |
| Administration du pont Blue Water                          | 186,6                | 7,4                  | 101,9               | 77,2                | 58           |
| Commission de la capitale nationale                        | 660,9                | 20,3                 | 33,7                | 606,825             | 434          |
| Marine Atlantique S.C.C.                                   | 217,2                | 26,6                 | 172,0               | 18,6                | 929          |
| Monnaie royale canadienne                                  | 209,7                | 65,1                 | 30,2                | 114,4               | 657          |
| Parc Downsview Park Inc.                                   | 20,7                 | 7,5                  | 0,9                 | 12,3                | 35           |
| Ridley Terminals Inc.                                      | 21,4                 | 2,3                  | 5,3                 | 13,9                | 58           |
| Société canadienne des postes                              | 4 984,0              | 1 170,0              | 3 532,0             | 1 433,0             | 61 064       |
| Société des ponts fédéraux Limitée                         | 201,3                | 10,1                 | 134,8               | 56,5                | 152          |
| Société du Vieux-Port de Montréal inc.                     | 23,2                 | 6,5                  | 16,3                | 0,4                 | 162          |

**Tableau 11 : Effectif et situation financière des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel (en fin d'exercice se terminant avant le 31 juillet 2007, millions de dollars) [suite]**

| Sociétés, par portefeuille ministériel                     | Situation financière |                      |                     | Avoir <sup>26</sup> | Effectif      |
|--|----------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------|
|  | Actif total          | Passif à court terme | Passif à long terme |                     |               |
| Société immobilière du Canada limitée                      | 376,9                | 36,0                 | 37,0                | 256,9               | 338           |
| Via Rail Canada Inc.                                       | 880,4                | 106,2                | 63,4                | 180,6               | 3 003         |
| <b>Total – Transports, Infrastructure et Collectivités</b> | <b>8 476,7</b>       | <b>1 615,0</b>       | <b>4 645,6</b>      |                     | <b>67 513</b> |
| Construction de Défense (1951) Limitée                     | –                    | –                    | –                   | –                   | 543           |
| <b>Total – Travaux publics et Services gouvernementaux</b> | <b>0,0</b>           | <b>0,0</b>           | <b>0,0</b>          |                     | <b>543</b>    |
| <b>Grand total</b>   | <b>185 164,8</b>     | <b>36 423,4</b>      | <b>129 168,4</b>    |                     | <b>90 402</b> |

*Nota* : Les données présentées dans les sections ombrées ne sont pas comprises dans le Grand total. Le passif à court terme de la Banque du Canada est constitué de billets de banque en circulation.

**Tableau 12 : Résultats d'exploitation et financement des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel (en fin d'exercice se terminant avant le 31 juillet 2007, millions de dollars)**

| Sociétés, par portefeuille ministériel                             | Bénéfices nets <sup>27</sup> | Financement                |             |                     | Dividendes   |
|--|------------------------------|----------------------------|-------------|---------------------|--------------|
|  |                              | Variations – emprunts nets |             | Crédits budgétaires |              |
|  |                              | Secteur privé              | Canada      |                     |              |
| Centre de recherches pour le développement international           | –                            | –                          | –           | 143,6               | –            |
| <b>Total – Affaires étrangères</b>                                 |                              | <b>0,0</b>                 | <b>0,0</b>  | <b>143,6</b>        | <b>0,0</b>   |
| Institut de la statistique des Premières nations                   | –                            | –                          | –           | –                   | –            |
| Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie | –                            | –                          | –           | –                   | –            |
| <b>Total – Affaires indiennes et du Nord canadien</b>              |                              | <b>0,0</b>                 | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>   |
| Société d'expansion du Cap-Breton                                  | 1,1                          | 0,0                        | 0,0         | 8,7                 | 0,0          |
| <b>Total – Agence de promotion économique du Canada atlantique</b> |                              | <b>0,0</b>                 | <b>0,0</b>  | <b>8,7</b>          | <b>0,0</b>   |
| Commission canadienne du lait                                      | 0,3                          | (28,9)                     | 10,6        | 3,5                 | 0,0          |
| Financement agricole Canada  | 203,8                        | 1 049,0                    | 0,0         | 0,0                 | 5,5          |
| <b>Total – Agriculture et Agroalimentaire</b>                      |                              | <b>1 020,1</b>             | <b>10,6</b> | <b>3,5</b>          | <b>5,5</b>   |
| Corporation commerciale canadienne                                 | –                            | –                          | –           | 16,9                | –            |
| Exportation et développement Canada                                | 1 222,0                      | 1 537,0                    | 0,0         | 0,0                 | 0,0          |
| <b>Total – Commerce international</b>                              |                              | <b>1 537,0</b>             | <b>0,0</b>  | <b>16,9</b>         | <b>0,0</b>   |
| Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public  |                              |                            |             |                     |              |
| Compte du régime de pension de la fonction publique                | 2 442,0                      | 0,0                        | 0,0         | 0,0                 | 0,0          |
| Compte du régime de pension de la Gendarmerie royale du Canada     | 244,0                        | 0,0                        | 0,0         | 0,0                 | 0,0          |
| Compte du régime de pension des Forces canadiennes                 | 676,0                        | 0,0                        | 0,0         | 0,0                 | 0,0          |
| <b>Total – Conseil du Trésor</b>                                   |                              | <b>0,0</b>                 | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>   |
| Banque du Canada   | 1 896,1                      | (1 383,4)                  | 0,0         | 0,0                 | 1 896,1      |
| Corporation de développement des investissements du Canada         | 181,5                        | 0,0                        | 0,0         | 0,0                 | 174,0        |
| Office d'investissement du régime de pensions du Canada            | 12 674,0                     | 0,0                        | 0,0         | 0,0                 | 0,0          |
| Société d'assurance-dépôts du Canada                               | 105,3                        | 0,0                        | 0,0         | 0,0                 | 0,0          |
| <b>Total – Finances</b>  |                              | <b>0,0</b>                 | <b>0,0</b>  | <b>0,0</b>          | <b>174,0</b> |

27. Cette colonne ne renferme aucun total parce que l'information n'est pas répartie de manière uniforme.

**Tableau 12 : Résultats d'exploitation et financement des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel (en fin d'exercice se terminant avant le 31 juillet 2007, millions de dollars)**  
[suite]

| Sociétés, par portefeuille ministériel                     | Bénéfices nets <sup>27</sup> | Financement                |                |                     | Dividendes  |
|--|------------------------------|----------------------------|----------------|---------------------|-------------|
|  |                              | Variations – emprunts nets |                | Crédits budgétaires |             |
|  |                              | Secteur privé              | Canada         |                     |             |
| Banque de développement du Canada                          | 138,0                        | 351,7                      | 0,0            | 0,0                 | 21,6        |
| Commission canadienne du tourisme                          | (1,3)                        | 0,0                        | 0,0            | 84,4                | 0,0         |
| Conseil canadien des normes                                | –                            | –                          | –              | 7,6                 | –           |
| <b>Total – Industrie</b>                                   |                              | <b>351,7</b>               | <b>0,0</b>     | <b>92,0</b>         | <b>21,6</b> |
| Conseil des arts du Canada                                 | –                            | –                          | –              | 172,5               | –           |
| Fondation canadienne des relations raciales                | –                            | –                          | –              | 0,0                 | –           |
| Musée canadien de la nature                                | –                            | –                          | –              | 35,1                | –           |
| Musée canadien des civilisations                           | –                            | –                          | –              | 69,0                | –           |
| Musée des beaux-arts du Canada                             | –                            | –                          | –              | 47,1                | –           |
| Musée national des sciences et de la technologie           | –                            | –                          | –              | 31,3                | –           |
| Société du Centre national des Arts                        | –                            | –                          | –              | 34,1                | –           |
| Société Radio-Canada                                       | (69,2)                       | (7,0)                      | 0,0            | 974,3               | 0,0         |
| Téléfilm Canada  | –                            | –                          | –              | 105,2               | –           |
| <b>Total – Patrimoine canadien</b>                         |                              | <b>(7,0)</b>               | <b>0,0</b>     | <b>1 468,7</b>      | <b>0,0</b>  |
| Office de commercialisation du poisson d'eau douce         | 0,0                          | 3,0                        | 0,0            | 0,0                 | 0,0         |
| <b>Total – Pêches et Océans</b>                            |                              | <b>3,0</b>                 | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>  |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement            | 1 026,0                      | 21 750,0                   | (198,0)        | 2 158,0             | 0,0         |
| <b>Total – Ressources humaines et Développement social</b> |                              | <b>21 750,0</b>            | <b>(198,0)</b> | <b>2 158,0</b>      | <b>0,0</b>  |
| Énergie atomique du Canada limitée                         | (143,2)                      | 0,0                        | (1,0)          | 105,5               | 0,0         |
| Société de développement du Cap-Breton                     | 9,0                          | 0,0                        | 0,0            | 66,2                | 0,0         |
| <b>Total – Ressources naturelles</b>                       |                              | <b>0,0</b>                 | <b>(1,0)</b>   | <b>171,7</b>        | <b>0,0</b>  |
| Administration canadienne de la sûreté du transport aérien | 0,3                          | 0,0                        | 0,0            | 447,0               | 0,0         |
| Administration de pilotage de l'Atlantique                 | (0,7)                        | 0,0                        | 0,0            | 0,0                 | 0,0         |
| Administration de pilotage des Grands Lacs                 | 0,3                          | 0,0                        | 0,0            | 0,0                 | 0,0         |
| Administration de pilotage des Laurentides                 | 2,4                          | 0,6                        | 0,0            | 0,0                 | 0,0         |
| Administration de pilotage du Pacifique                    | 1,0                          | 0,1                        | 0,0            | 0,0                 | 0,0         |
| Administration du pont Blue Water                          | 4,5                          | (2,3)                      | 0,0            | 0,0                 | 0,0         |
| Commission de la capitale nationale                        | (12,8)                       | 0,0                        | 0,0            | 95,1                | 0,0         |
| Marine Atlantique S.C.C.                                   | 4,7                          | 0,0                        | 0,0            | 74,4                | 0,0         |
| Monnaie royale canadienne                                  | 11,2                         | 21,0                       | 1,0            | 0,0                 | 1,0         |
| Parc Downsview Park Inc.                                   | (5,0)                        | 0,0                        | 0,0            | 0,0                 | 0,0         |
| Ridley Terminals Inc.                                      | 1,7                          | 0,0                        | 0,0            | 1,8                 | 0,0         |



**Tableau 12 : Résultats d'exploitation et financement des sociétés d'État regroupées par portefeuille ministériel (en fin d'exercice se terminant avant le 31 juillet 2007, millions de dollars)**  
*[suite]*

| Sociétés, par portefeuille ministériel                     | Bénéfices nets <sup>27</sup> | Financement                |                |                     |              |
|--|------------------------------|----------------------------|----------------|---------------------|--------------|
|  |                              | Variations – emprunts nets |                | Crédits budgétaires | Dividendes   |
|  |                              | Secteur privé              | Canada         |                     |              |
| Société canadienne des postes                              | 119,0                        | (18,0)                     | 0,0            | 161,0               | 80,0         |
| Société des ponts fédéraux Limitée                         | 0,2                          | (1,1)                      | 0,0            | 28,5                | 0,0          |
| Société du Vieux-Port de Montréal inc.                     | (0,3)                        | 0,0                        | 0,0            | 15,2                | 0,0          |
| Société immobilière du Canada limitée                      | 21,1                         | (39,5)                     | 11,1           | 0,0                 | 7,3          |
| Via Rail Canada Inc.                                       | 33,7                         | 0,0                        | 0,0            | 176,4               | 0,0          |
| <b>Total – Transports, Infrastructure et Collectivités</b> |                              | <b>(39,1)</b>              | <b>12,1</b>    | <b>999,4</b>        | <b>88,3</b>  |
| Construction de Défense (1951) Limitée                     | –                            | –                          | –              | 0,0                 | –            |
| <b>Total – Travaux publics et Services gouvernementaux</b> |                              | <b>0,0</b>                 | <b>0,0</b>     | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>   |
| <b>Grand total</b>   |                              | <b>24 615,7</b>            | <b>(176,3)</b> | <b>5 062,5</b>      | <b>289,3</b> |

*Nota* : Les données présentées dans les sections ombrées ne sont pas comprises dans le Grand total.

## **Glossaire des termes financiers et des termes relatifs à l'effectif qui sont utilisés dans le présent rapport**

Toutes les données financières sont tirées des états financiers vérifiés des sociétés d'État pour le plus récent exercice écoulé. Puisque les états financiers ne présentent pas toujours les mêmes renseignements de façon uniforme, certaines données ont été adaptées au besoin afin de se prêter à des comparaisons pertinentes. Les divers éléments sont énumérés selon l'ordre de leur présentation dans les tableaux récapitulatifs.

### **Terminologie utilisée au tableau 11**

**Actif total** : ensemble des éléments d'actif que la société déclare dans ses états financiers vérifiés.

**Passif à court terme** : obligations arrivant à échéance dans moins d'un an et qui figurent dans les états financiers vérifiés de la société.

**Passif à long terme** : passif à long terme (plusieurs années) que déclare la société dans ses états financiers vérifiés, y compris le financement d'immobilisations reporté.

**Avoir** : l'avoir du Canada. Dans le cas de certaines sociétés, l'excédent de l'actif sur le passif n'est pas réputé faire partie de l'avoir du Canada, en raison de la nature des activités de ces sociétés (par exemple, les offices de commercialisation).

**Effectif** : nombre d'employés à temps plein au 31 juillet de l'exercice examiné, d'après l'information fournie par la société d'État. Les chiffres incluent le personnel à temps plein et les personnes employées à l'extérieur du Canada par la société mère et ses filiales en propriété exclusive. Font exception à cette règle les données relatives à la Corporation de développement des investissements du Canada, qui ont trait uniquement à la société mère, et celles relatives aux quatre administrations de pilotage, qui englobent également les pilotes contractuels.

### **Terminologie utilisée au tableau 12**

**Bénéfices nets** : revenu après impôt, le cas échéant, et éléments extraordinaires. Sont également compris les crédits parlementaires reçus, dans le cas des sociétés qui les inscrivent dans le calcul de leurs bénéfices nets. Dans certains cas, le bénéfice net correspondra à « l'excédent des crédits parlementaires reçus sur les coûts de fonctionnement » ou à « l'excédent des produits sur les charges ». Les bénéfices nets négatifs (pertes nettes) sont indiqués entre parenthèses.

**Emprunts contractés auprès du secteur privé** : emprunts à court et à long termes, locations-acquisitions et tout autre instrument assimilable à un titre de créance. Dans le cas de la

---

Commission canadienne du lait et de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, les emprunts peuvent englober les paiements à verser aux producteurs laitiers et aux pêcheurs.

**Emprunts contractés auprès du Canada :** emprunts à court et à long termes, avances reçues du gouvernement du Canada au titre des fonds de roulement ou pour d'autres fins, et tout autre instrument assimilable à un titre de créance.

**Crédits budgétaires :** crédits parlementaires versés aux sociétés au titre des dépenses en capital et des dépenses de fonctionnement. Sont exclues les subventions et les contributions versées à des sociétés d'État lorsque ces dernières font partie de catégories générales de bénéficiaires admissibles. Les crédits budgétaires donnent lieu à une augmentation des dépenses du Canada et ont par le fait même une incidence directe sur le montant de l'excédent ou du déficit du gouvernement.

**Dividendes :** dividendes déclarés par la société pendant son exercice. Le montant indiqué comprend les recouvrements de liquidités par le Canada (le cas échéant) et d'autres genres de paiements ou de contributions versés au Canada (à l'exclusion des remboursements au titre d'instruments assimilables à des titres de créance). Les dividendes peuvent être versés par la société au gouvernement du Canada avant ou après la fin de l'exercice de la société.

## 2.4 Profils des sociétés

### Introduction

Le profil de chaque société d'État mère comprend le nom des principaux responsables de la société, l'adresse de ses bureaux, son mandat ainsi que ses activités au 31 juillet 2007.

Le profil précise aussi le fondement législatif en vertu duquel la société a été constituée, fait état de la façon dont la *Loi sur la gestion des finances publiques* s'applique à la société et indique si la société est mandataire ou non de Sa Majesté. La société ayant qualité de mandataire jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives que l'État et les activités de la société engagent donc la responsabilité de l'État.

Dans la mesure du possible, le profil décrit brièvement comment la société a été créée, pour quelle raison et comment son mandat et ses activités peuvent avoir évolué au fil des ans en fonction des changements apportés aux objectifs des politiques gouvernementales.

Les lecteurs qui souhaitent obtenir de plus amples renseignements sur ces sociétés d'État, notamment des précisions sur leur rendement au cours de la dernière année, peuvent consulter le

rapport annuel et le résumé du plan d'entreprise<sup>28</sup> des différentes sociétés déposés au Parlement conformément au paragraphe 125(4) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ces rapports sont disponibles par l'intermédiaire du site <http://www.canada.gc.ca> et des sites Web des sociétés ou en communiquant directement avec celles-ci.

---

28. Ne s'applique qu'aux sociétés d'État visées par la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

---

# Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

## Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des  
Collectivités

## Président du conseil

D. Ian Glen, C. R.

## Président et premier dirigeant

Jacques Duchesneau, C.M.

## Siège social

99, rue Bank, 13<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1P 6B9

Téléphone : 1-888-294-2202

Télécopieur : 613-991-6726

Site Web : <http://www.acsta-catsa.gc.ca>

## Fin de l'exercice

31 mars

## Vérificateur

Vérificateur général du Canada

## Loi de constitution

2002; *Loi sur l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien*, qui fait partie de la *Loi d'exécution du Budget 2001*

## Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

## Mandat

Prendre, soit directement, soit par l'entremise d'un fournisseur de services de contrôle, des mesures en vue de fournir un contrôle efficace des personnes – ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à une compagnie aérienne en vue de leur transport – qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée; et veiller à ce que le niveau de contrôle soit uniforme partout au Canada et de toute autre fonction en matière de sûreté du transport aérien que le ministre pourrait lui attribuer, conformément aux conditions que le ministre pourrait établir.

## Profil de la société

La création de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) était au cœur de la réponse du gouvernement du Canada aux événements du 11 septembre 2001. L'ACSTA a été créée le 1<sup>er</sup> avril 2002, et elle assume de nombreuses responsabilités importantes en matière de sécurité aérienne.

L'ACSTA est chargée de fournir des services uniformes, efficaces et professionnels qui respectent ou surpassent les normes établies par Transports Canada. Pour réaliser son mandat, l'ACSTA contrôle le préembarquement des passagers et de leurs effets personnels. Elle s'occupe également de l'achat, l'installation, l'exploitation et l'entretien des systèmes de détection d'explosifs aux aéroports, du contrôle des non passagers qui entrent dans des zones réglementées aux aéroports, de la mise en place d'une carte d'identité pour les zones réglementées. Elle possède une entente contractuelle avec la GRC pour des services de police à bord de vols choisis et de tous les vols à destination de l'aéroport national Reagan et contribue aux services supplémentaires de police dans les aéroports.

L'ACSTA est également responsable de toute autre fonction en matière de sûreté du transport aérien que le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités pourrait lui attribuer, conformément aux conditions que le ministre pourrait établir.

## Administration de pilotage de l'Atlantique

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

### Président du conseil

Tom Calkin

### Premier dirigeant

R. Anthony McGuinness

### Siège social

Tour Cogswell  
2000, rue Barrington, bureau 910  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3K1  
Téléphone : 902-426-2550  
Télécopieur : 902-426-4004  
Site Web : <http://www.atlanticpilotage.com>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Établir, exploiter, maintenir et administrer, pour la sécurité de la navigation, un service de pilotage efficace dans les eaux désignées par l'Administration, en établissant des tarifs justes et raisonnables.

## Profil de la société

La *Loi sur le pilotage* a été sanctionnée et proclamée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1972 à la suite de recommandations émanant de la Commission royale d'enquête sur le pilotage au Canada. En vertu de la *Loi sur le pilotage*, les nombreuses divisions locales de pilotage ont été remplacées par quatre administrations régionales dotées d'autorités spécifiques. L'Administration de pilotage de l'Atlantique a été établie en 1972, en tant que société d'État.

Pour remplir son mandat, l'Administration de pilotage de l'Atlantique s'occupe d'engager et de former des marins pour le pilotage, accorde des licences aux pilotes et, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, rédige les règlements pour prescrire les zones de pilotage obligatoire, les navires ou catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire, les tarifs de pilotage ainsi que les catégories de licences et de certificats de pilotage qui peuvent être délivrés.

---

# Administration de pilotage des Grands Lacs

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

## Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des  
Collectivités

## Président du conseil

J. Douglas Smith

## Premier dirigeant

Robert F. Lemire

## Siège social

202, rue Pitt, 2<sup>e</sup> étage  
C.P. 95

Cornwall (Ontario) K6H 5R9

Téléphone : 613-933-2991

Télécopieur : 613-932-3793

Site Web : <http://www.glpa-apgl.com>

## Fin de l'exercice

31 décembre

## Vérificateur

Vérificateur général du Canada

## Loi de constitution

1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14);  
constituée en société en vertu de la *Loi sur les  
sociétés canadiennes* en mai 1972, en tant que  
filiale de l'Administration de la voie maritime du  
Saint-Laurent; réputée être une société mère au  
sens de la *Loi sur la gestion des finances  
publiques* et est devenue une société mère le  
1<sup>er</sup> octobre 1998, en vertu de la *Loi maritime du  
Canada*

## Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des  
finances publiques*; non-mandataire de  
Sa Majesté

## Mandat

Établir, entretenir et administrer un service de  
pilotage efficace et sûr dans les eaux  
canadiennes de l'Ontario, du Manitoba et du  
Québec, au sud de l'entrée nord de l'écluse de  
Saint-Lambert.

## Profil de la société

La *Loi sur le pilotage* a été sanctionnée le 1<sup>er</sup> février 1972 à la suite de recommandations émanant de la Commission royale d'enquête sur le pilotage (1962-1971). En vertu de la *Loi sur le pilotage*, l'Administration de pilotage des Grands Lacs a été établie en tant que société d'État avec trois autres administrations de pilotage – l'Administration de pilotage de l'Atlantique, l'Administration de pilotage des Laurentides et l'Administration de pilotage du Pacifique.

Pour réaliser son mandat, l'Administration de pilotage des Grands Lacs fournit des services de pilotage, coordonne ses activités avec un certain nombre d'organismes, dont la Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent et la Seaway Development Corporation des États-Unis, qui veillent au fonctionnement des écluses et au maintien d'un système de contrôle de la navigation dans la région. L'Administration de pilotage des Grands Lacs a le pouvoir, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de faire des règlements qui prescrivent l'établissement des zones de pilotage obligatoire, la définition des navires ou des catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire et les tarifs de pilotage ainsi que les catégories de licences et de certificats de pilotage qui peuvent être délivrés.

## Administration de pilotage des Laurentides

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

### Président du conseil

Michel Beauregard

### Premier dirigeant

Réjean Lanteigne

### Siège social

555, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1501  
Montréal (Québec) H2Z 1B1

Téléphone : 514-283-6320

Télécopieur : 514-496-2409

Site Web : <http://www.pilotagestlaurent.gc.ca>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Exploiter, entretenir et administrer un service de pilotage sûr et efficace dans les eaux du Saint-Laurent comprises entre Les Escoumins et l'entrée nord de l'écluse de Saint-Lambert, ainsi que dans les eaux de la rivière Saguenay et de la baie des Chaleurs au nord du Cap d'Espoir.

## Profil de la société

La *Loi sur le pilotage* a été sanctionnée le 1<sup>er</sup> février 1972 à la suite de recommandations émanant de la Commission royale d'enquête sur le pilotage (1962-1971). En vertu de la *Loi sur le pilotage*, l'Administration de pilotage des Laurentides a été établie en tant que société d'État avec trois autres administrations de pilotage – l'Administration de pilotage de l'Atlantique, l'Administration de pilotage des Grands Lacs et l'Administration de pilotage du Pacifique.

Pour réaliser son mandat, l'Administration de pilotage des Laurentides sert trois circonscriptions de pilotage obligatoire, soit une circonscription pour le port de Montréal, une circonscription pour les eaux navigables entre Montréal et Québec, et une circonscription pour les eaux navigables entre Québec et Les Escoumins, y compris la rivière Saguenay. L'Administration possède et exploite aux Escoumins une station d'embarquement ainsi que des bateaux-pilotes capables d'offrir un service de transbordement toute l'année, et, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, prend des règlements pour prescrire les zones de pilotage obligatoire, les navires ou les catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire, les conditions d'exemption du pilotage obligatoire, les tarifs de pilotage et les catégories de licences et de certificats de pilotage qui peuvent être délivrés.



---

## Administration de pilotage du Pacifique

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des  
Collectivités

### Président du conseil

David Gardiner

### Président et premier dirigeant

Kevin Obermeyer

### Siège social

1130, rue West Pender, bureau 1000  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 4A4  
Téléphone : 604-666-6771  
Télécopieur : 604-666-1647  
Site Web : <http://www.ppa.gc.ca>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1972; *Loi sur le pilotage* (L.R.C. 1985, ch. P-14)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des  
finances publiques*; non-mandataire de  
Sa Majesté

### Mandat

Établir, exploiter, entretenir et administrer, pour la  
sécurité de la navigation, un service de pilotage  
fiable et efficace dans les eaux côtières de la  
Colombie-Britannique, y compris celles du fleuve  
Fraser.

## Profil de la société

La *Loi sur le pilotage* a été sanctionnée le 1<sup>er</sup> février 1972 à la suite de recommandations émanant de la Commission royale d'enquête sur le pilotage (1962-1971). En vertu de la *Loi sur le pilotage*, l'Administration de pilotage du Pacifique a été établie en tant que société d'État avec trois autres administrations de pilotage – l'Administration de pilotage de l'Atlantique, l'Administration de pilotage des Grands Lacs et l'Administration de pilotage des Laurentides.

Pour réaliser son mandat, l'Administration de pilotage du Pacifique fournit des services de pilotage dans un contexte commercial axé sur le maintien de l'autonomie financière grâce à l'imposition de tarifs. L'Administration fournit des services d'embarquement et de débarquement aux pilotes (l'Administration exploite trois sites permanents d'embarquement), forme des pilotes et attribue des licences de pilotage côtier, poursuit la mise en œuvre de divers programmes, tels que le programme de perfectionnement des compétences pour les pilotes expérimentés et le programme de familiarisation pour compléter les connaissances globales des côtes qui s'adressent aux candidats. L'Administration finance la construction d'un nouveau bateau-pilote et, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, rédige les règlements pour prescrire les zones de pilotage obligatoire, les navires ou catégories de navires assujettis au pilotage obligatoire; les tarifs de pilotage ainsi que les catégories de licences et de certificats de pilotage qui peuvent être délivrés.

## Administration du pont Blue Water

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

### Président du conseil

Ken James

### Président et premier dirigeant

Chuck Chrapko

### Siège social

1, rue Bridge  
Point Edward (Ontario) N7V 4J5  
Téléphone : 519-336-2720  
Télécopieur : 519-336-7622  
Site Web : <http://www.bwba.org>

### Fin de l'exercice

31 août

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1964; *Loi sur l'Administration du pont Blue Water*; devenue une société d'État fédérale inscrite comme telle dans la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le 26 avril 2002

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Exploiter, entretenir et réparer la portion canadienne des deux ponts enjambant la rivière Sainte Claire entre Sarnia (Ontario) et Port Huron (Michigan), leurs approches et leurs ouvrages.

## Profil de la société

L'Administration du pont Blue Water a été créée en 1964 en vertu de la *Loi sur l'Administration du pont Blue Water*, et, à l'origine, était formée en tant qu'administration binationale. Toutefois, les États-Unis ne se sont jamais prévalus de leur droit de nommer des membres au Conseil. Par conséquent, puisque tous les membres du conseil d'administration sont nommés par le gouverneur en conseil, l'Administration du pont Blue Water est considérée comme une société d'État depuis le 26 avril 2002.

Dans le cadre de son mandat, l'Administration du pont Blue Water possède et exploite la portion canadienne du pont Blue Water, lequel est situé entre Sarnia/Point Edward (Ontario) et Port Huron (Michigan), alors que le Michigan Department of Transportation possède et exploite la portion américaine. L'Administration du pont Blue Water est chargée de fixer et de recueillir les droits de péage pour l'utilisation du pont et de préparer un plan à long terme renouvelable pour le poste de péage canadien.

---

# Banque de développement du Canada

Industrie

---

## Ministre de tutelle

L'honorable Maxime Bernier, C.P., député<sup>29</sup>  
Ministre de l'Industrie

## Président du conseil par intérim

Terry B. Grieve<sup>30</sup>

## Président et premier dirigeant

Jean-René Halde

## Siège social

Édifice de la BDC  
5, Place Ville Marie, bureau 300  
Montréal (Québec) H3B 5E7  
Téléphone : 1-877-BDC-BANX (232-2269)  
Télécopieur : 1-877-329-9232  
Site Web : <http://www.bdc.ca>

## Fin de l'exercice

31 mars

## Vérificateurs

Vérificateur général du Canada  
Raymond Chabot Grant Thornton s.r.l.

## Loi de constitution

1974; *Loi sur la Banque fédérale de développement* (L.R.C. 1985, ch. F-6); maintenue sous sa nouvelle dénomination en vertu de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* (L.C. 1995, ch. 28)

## Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

## Mandat

La Banque de développement du Canada (BDC) a pour mandat de soutenir l'entrepreneuriat au Canada en offrant des services financiers et de consultation, et ce, en accordant une attention particulière aux besoins des petites et moyennes entreprises (PME).

## Profil de la société

La Banque de développement du Canada (BDC) joue un rôle de chef de file en offrant des services de financement, d'investissement et de consultation afin de répondre aux besoins des entrepreneurs canadiens. Avec plus de 60 ans de succès à titre de banque de développement du Canada, BDC présente une gamme de solutions qui aident les PME canadiennes à prospérer, et collabore avec approximativement 27 000 entrepreneurs de partout au pays. Quatre unités opérationnelles assurent la prestation de services, soit BDC Financement, BDC Financement subordonné, BDC Capital de risque et BDC Consultation. Les services de BDC complètent ceux qui sont offerts par les institutions financières privées.

---

29. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Jim Prentice a été nommé ministre responsable.

30. John A. MacNaughton a été nommé président du conseil de la Banque de développement du Canada le 1<sup>er</sup> août 2007.

## Banque du Canada

### Finances

---

**Ministre de tutelle**

L'honorable James Michael Flaherty, C.P., député  
Ministre des Finances

**Gouverneur**

David A. Dodge

**Siège social**

234, rue Wellington

Ottawa (Ontario) K1A 0G9

Sans frais : 1-800-303-1282

Télécopieur : 613-782-7713

Site Web : <http://www.bank-banque-canada.ca>

**Fin de l'exercice**

31 décembre

**Vérificateurs**

Ernst & Young s.r.l.

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi de constitution**

1934; *Loi sur la Banque du Canada* (L.R.C. 1985, ch. B-2)

**Statut**

Non-mandataire de Sa Majesté mais remplit les fonctions d'agent financier du gouvernement du Canada; exempté de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

**Mandat**

Formuler et appliquer la politique monétaire du Canada et agir en qualité d'agent financier du gouvernement. La Banque est la seule autorité à émettre la monnaie de papier mise en circulation au Canada.

### Profil de la société

En 1933, une commission royale a examiné l'organisation et le fonctionnement du système bancaire et monétaire au Canada. Par conséquent, la Banque du Canada fut fondée sous la forme d'une société privée. En 1938, la Banque devint une société d'État. Opérant sous la *Loi sur la Banque du Canada*, elle reçut la sanction royale le 3 juillet 1934.

Pour la Banque du Canada, le maintien de l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible reste un moyen fondamental de s'acquitter de sa responsabilité première, qui est de promouvoir le bien-être économique et financier des Canadiens. La pierre angulaire du cadre de conduite de la politique monétaire est une cible d'inflation clairement définie. La Banque du Canada est responsable de la conception, de la production et de la distribution des billets de banque, de veiller à ce que les billets soient à l'épreuve de la contrefaçon et qu'il y en ait des stocks suffisants. La Banque s'emploie également à promouvoir la sûreté et l'efficacité du système financier canadien; à contribuer au fonctionnement harmonieux du système de paiement du pays, et à tenir des comptes pour les grandes institutions de dépôt canadiennes. Elle repère les systèmes de compensation et de règlement susceptibles de présenter des risques systémiques et exerce une surveillance générale sur la gestion et la maîtrise de ces risques. En sa qualité d'agent financier du gouvernement fédéral, la Banque du Canada fait office de banquier de l'État, administre la dette publique et les réserves de change, gère les risques financiers liés au portefeuille du gouvernement et s'occupe des comptes de dépôt du receveur général. Elle offre également le soutien des opérations et des systèmes liés au programme fédéral de placement des titres au détail.

---

# Centre de recherches pour le développement international

Affaires étrangères et Commerce international

---

## Ministre de tutelle

L'honorable Peter Gordon MacKay, C.P.,  
député<sup>31</sup>

Ministre des Affaires étrangères

## Président du conseil

Gordon S. Smith

## Présidente

Maureen O'Neil

## Siège social

250, rue Albert

C.P. 8500

Ottawa (Ontario) K1G 3H9

Téléphone : 613-236-6163

Télécopieur : 613-565-8212

Site Web : <http://www.idrc.ca>

## Fin de l'exercice

31 mars

## Vérificateur

Vérificateur général du Canada

## Loi de constitution

1970; *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* (L.R.C. 1985, ch. I-19)

## Statut

Exempt de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (sauf les articles 131 à 148), non-mandataire de Sa Majesté

## Mandat

Lancer, encourager, appuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

## Profil de la société

En mai 1970, par suite d'un rapport de commission appelé *Partenaires du développement* (le rapport Pearson) et de consultations ultérieures connexes, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est devenu une société d'État.

Le CRDI est l'un des organismes chef de fil dans le monde voués à la production et à l'application de nouvelles connaissances pour relever les défis auxquels font face les pays en développement. Le CRDI finance l'exécution de recherches appliquées par les chercheurs des pays en développement sur les problèmes qu'ils jugent cruciaux pour leurs populations. De plus, le CRDI apporte le soutien technique nécessaire à ces chercheurs. Ce faisant, le CRDI renforce les capacités d'exécution de la recherche et d'innovation dans les pays en développement, car il estime que les chercheurs et les innovateurs de ces pays se doivent de prendre l'initiative de produire et d'appliquer le savoir au bénéfice de leurs populations. Le CRDI favorise également les alliances et les échanges de connaissances entre les scientifiques, les universitaires et les professionnels du développement du Canada et des pays en développement. Par sa mission même, le CRDI appuie les objectifs de la politique étrangère et de la politique en matière d'innovation du Canada.

---

31. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Maxime Bernier a été nommé ministre responsable.

## Commission canadienne du lait

Agriculture et Agroalimentaire

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Chuck Strahl, C.P., député<sup>32</sup>  
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

### Chef de la direction dirigeant

John Core

### Siège social

Ferme expérimentale centrale  
Édifice 55, promenade de la CCN  
960, avenue Carling  
Ottawa (Ontario) K1A 0Z2

Téléphone : 613-792-2000  
Télécopieur : 613-792-2009  
Site Web : <http://www.cdc-ccl.gc.ca>

### Fin de l'exercice

31 juillet

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1966; *Loi sur la Commission canadienne du lait* (L.R.C. 1985, ch. C-15); (L.C. 1994, ch. 26 et ch. 38); (L.C. 1995, ch. 23)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Permettre aux producteurs de lait et de crème dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement et assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité.

## Profil de la société

La Commission canadienne du lait (CCL) a été établie le 31 octobre 1966 avec la mission de coordonner les politiques fédérales et provinciales en matière de lait et de créer un mécanisme de contrôle de la production du lait, ce qui contribuerait à stabiliser la production et à éviter des surplus coûteux.

Dans le cadre de son mandat, la CCL contribue à la promotion de l'utilisation des produits laitiers; mène des enquêtes sur les questions relatives à la production, à la transformation ou à la mise en marché de tout produit laitier; achète, entrepose, transforme ou vend des produits laitiers dans le cadre des engagements du Canada envers l'Organisation mondiale du commerce (OMC); conseille le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sur des questions relatives à la politique laitière et détermine les besoins intérieurs de lait de transformation et de crème, afin d'établir les quotas de mise en marché; fixe le prix cible de divers produits laitiers et achète ensuite ces produits excédentaires. Grâce à ses travaux de recherche et à ses activités de consultation ainsi qu'aux efforts déployés au nom du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, la CCL contribue à l'établissement entre les intervenants de l'industrie et les gouvernements d'un consensus qui sous-tend la mise en marché coordonnée des produits laitiers au Canada.

---

32. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Gerry Ritz a été nommé ministre responsable.

---

## Commission canadienne du tourisme

### Industrie

---

**Ministre de tutelle**

L'honorable Maxime Bernier, C.P., député<sup>33</sup>  
Ministre de l'Industrie

**Président du conseil**

L'honorable Charles Lapointe, C.P.

**Présidente et première dirigeante**

Michele McKenzie

**Siège social**

Bureau 1400, Four Bentall Centre  
1055, rue Dunsmuir  
C.P. 49230  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7X 1L2  
Téléphone : 604-638-8300  
Télécopieur : 604-638-8425  
Site Web : <http://www.canadatourisme.com>

**Fin de l'exercice**

31 décembre

**Vérificateur**

Vérificateur général du Canada

**Loi de constitution et statut**

2001, *Loi sur la Commission canadienne du tourisme* (L.C. 2000, ch. C-5)

**Statut**

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

**Mandat**

Veiller à la prospérité et à la rentabilité de l'industrie du tourisme au Canada; promouvoir le Canada comme destination touristique de prédilection; favoriser la collaboration entre le secteur privé et les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux en ce qui concerne le tourisme au Canada; et fournir des renseignements touristiques sur le Canada au secteur privé et aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

### Profil de la société

L'industrie touristique canadienne joue un rôle essentiel dans l'économie canadienne et elle est indispensable à notre identité sociale et culturelle et à l'intégrité du Canada.

Pour réaliser son mandat, la Commission canadienne du tourisme (CCT) assume un rôle de premier plan dans l'industrie touristique en faisant la promotion du Canada comme destination touristique quatre-saisons de prédilection et en générant des recettes provenant de l'étranger. En partenariat et de concert avec le secteur privé, les gouvernements du Canada, des provinces et des territoires, la CCT collabore avec le secteur du tourisme pour préserver son avantage concurrentiel. En collaboration avec ses partenaires des secteurs public et privé, la CCT mène des campagnes publicitaires et promotionnelles dans nombre de marchés au Canada, aux États-Unis, en Asie-Pacifique, en Europe et en Amérique latine. La CCT conduit des recherches macro-économiques, des études de marché et des enquêtes sur l'industrie; elle s'attache à l'enrichissement du produit touristique et à l'innovation. Parmi ses publications, on compte *Tourisme en bref* (une mise à jour mensuelle et un bilan annuel des statistiques principales du secteur), *TOURISME au quotidien*, *TOURISME en ligne*, et *TOURISME* (un magazine destiné à l'industrie canadienne du tourisme).

---

33. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Jim Prentice a été nommé ministre responsable.

## Commission de la capitale nationale

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

### Président du conseil

Russell Mills

### Première dirigeante

Micheline Dubé

### Siège social

40, rue Elgin  
Ottawa (Ontario) K1P 1C7  
Téléphone : 613-239-5555  
Télécopieur : 613-239-5039  
Site Web : <http://www.capitaleducanada.gc.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1958; *Loi sur la capitale nationale* (L.R.C. 1985, ch. N-4); modifiée en 1988 (L.C. 1988, ch. 54)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale; organiser, parrainer ou promouvoir dans la région de la capitale nationale des activités et des manifestations publiques enrichissantes pour le Canada sur les plans culturel et social, en tenant compte du caractère fédéral du pays, de l'égalité du statut des langues officielles du Canada ainsi que du patrimoine des Canadiens.

## Profil de la société

Les travaux de la Commission de la capitale nationale (CCN) assurent que les terrains fédéraux et les programmes publics de la région de la capitale du Canada (RCC) contribuent à la création d'une capitale qui est une source de fierté ayant une importance nationale pour tous les Canadiens.

Dans le cadre de son mandat, la CCN anime et interprète la capitale comme le lieu par excellence où apprécier le patrimoine, la culture et les réalisations du Canada en présentant des événements à impact important, y compris la fête du Canada et le Bal de Neige, ainsi que par l'entremise de l'Infocentre de la capitale et d'autres programmes d'orientations visant à informer les visiteurs de la capitale, et en faisant connaître la capitale hors de la RCC. Aussi, la CCN oriente l'aménagement et l'utilisation des terrains fédéraux dans la RCC et gère et protège ses biens, y compris les six résidences officielles, les terrains urbains, les parcs, les promenades, les ponts, le parc de la Gatineau et la Ceinture de verdure ainsi que d'autres terrains fédéraux clés et bâtiments dans la RCC.



---

## Conseil canadien des normes

Industrie

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Maxime Bernier, C.P., député<sup>34</sup>  
Ministre de l'Industrie

### Président du conseil

Hugh A. Krentz

### Directeur exécutif

Peter D. Clark

### Siège social

270, rue Albert, bureau 200  
Ottawa (Ontario) K1P 6N7  
Téléphone : 613-238-3222  
Télécopieur : 613-569-7808  
Site Web : <http://www.scc.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1970; *Loi sur le Conseil canadien des normes*  
(L.R.C. 1996, ch. 24)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Gérer le Système national de normalisation du Canada en encourageant une normalisation volontaire efficiente et efficace au Canada, lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative. Les travaux de normalisation visent à faire progresser l'économie nationale, à contribuer au développement durable, à améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public. Ces activités ont également pour but d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur et de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

## Profil de la société

En 1964, le gouvernement fédéral a procédé à un examen complet des activités de normalisation du Canada. Cette étude a révélé l'existence d'un certain nombre de carences dans la façon dont le pays considérait la normalisation en termes de coordination, de planification à long terme, de soutien apporté par l'industrie et le gouvernement, et de participation du Canada aux activités de normalisation internationale. La réaction du gouvernement a été de créer le Conseil canadien des normes (CCN) en adoptant la *Loi sur le Conseil canadien des normes*, qui recevait la sanction royale en 1970.

Le CCN représente en outre les intérêts du pays pour les questions liées aux normes tant à l'étranger qu'au sein des forums internationaux. Le CCN permet l'accréditation des organismes canadiens d'élaboration de normes et celle des organismes d'évaluation de la conformité du Canada et des pays désignés dans la *Loi sur le Conseil canadien des normes*. Le CCN sert également, au Canada, de Point d'information de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de libre-échange nord-américain (OMC/ALENA).

Les activités du CCN sont dictées par les termes de la Stratégie canadienne de normalisation (SCN) 2005-2008, qui consiste un schéma directeur conçu pour la réalisation des travaux canadiens de normalisation.

---

34. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Jim Prentice a été nommé ministre responsable.

## Conseil des Arts du Canada

Patrimoine canadien

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée<sup>35</sup>  
Ministre du Patrimoine canadien

### Présidente du conseil

Karen Kain

### Directeur et premier dirigeant

Robert Sirman

### Siège social

350, rue Albert, 12<sup>e</sup> étage  
C.P. 1047  
Ottawa (Ontario) K1P 5V8  
Téléphone : 613-566-4414  
Numéro sans frais : 1-800-263-5588  
Télécopieur : 613-566-4390  
Site Web : <http://www.conseildesarts.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1957; *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* (L.R.C. 1995, ch. C-2)

### Statut

Exempt des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (sauf les articles 131 à 148 de la section III et l'article 154.01 de la section IV); non-mandataire de Sa Majesté; organisme de bienfaisance aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*

### Mandat

Favoriser et promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

## Profil de la société

En 1951, la publication du rapport de la Commission Massey présentait une recherche et une analyse complètes de la vie culturelle et de l'éducation au Canada. Ce rapport recommandait la création du Conseil des Arts du Canada. Le Conseil des Arts du Canada (le Conseil) fut donc établi le 28 mars 1957, en vertu de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*.

Pour mener à bien son mandat, le Conseil offre aux artistes et aux organismes artistiques professionnels canadiens des subventions et des services dans les domaines de la danse, de l'interdisciplinarité et de la performance, des arts médiatiques, de la musique, du théâtre, des arts visuels ainsi que des lettres et de l'édition. Par ses activités en matière de communications, de recherche et de promotion des arts, il contribue à sensibiliser le public aux arts. Le Conseil administre la Banque d'œuvres d'art, le Service des prix et dotations, le Programme de bourses de recherche Killam et les Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques. La Commission canadienne pour l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) et la Commission du droit de prêt public sont placées sous son égide.

---

35. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Josée Verner a été nommée ministre responsable.

---

## Construction de Défense (1951) Limitée

Travaux publics et Services gouvernementaux

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Michael Fortier, C.P.  
Ministre des Travaux publics et des  
Services gouvernementaux

### Président du conseil

John D. McLure

### Président et premier dirigeant

Ross Nicholls

### Siège social

Constitution Square  
350, rue Albert, 19<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0K3  
Téléphone : 613-998-9548  
Numéro sans frais : 1-800-514-3555  
Télécopieur : 613-998-1061  
Site Web : <http://www.dcc-cdc.gc.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1951; *Loi sur la production de défense*  
(L.R.C. 1985, ch. D-1); prorogée en vertu de la  
*Loi canadienne sur les sociétés par actions*, le  
21 novembre 1978

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des  
finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Fournir un large éventail de services relatifs aux  
biens en vue d'appuyer le ministère de la  
Défense nationale dans la gestion des besoins  
liés à son infrastructure d'installations.

## Profil de la société

Construction de Défense Canada (CDC) a été établie en tant que société d'État en 1951 et a été créée initialement pour contribuer à la construction d'infrastructures de défense qui pourraient protéger les Canadiens pendant la guerre froide.

Pour réaliser son mandat, CDC fournit des services dans les domaines de la passation de marchés en ingénierie, la gestion des marchés et d'autres services liés à la propriété afin d'appuyer les projets de défense. L'engagement de CDC comprend l'appui aux programmes environnementaux du ministère de la Défense nationale (MDN) ainsi que ses programmes de construction au pays et à l'étranger. L'industrie privée met en œuvre tous les travaux d'infrastructure, et CDC sert d'intermédiaire entre le MDN et les entrepreneurs en construction et fournisseurs ayant obtenu le contrat pour effectuer le travail. Le rôle de CDC consiste à assurer l'intégrité financière et la compétitivité du processus de passation des marchés, à établir des contrats solides qui protègent les intérêts du gouvernement et de ceux qui sont chargés d'exécuter les travaux, ainsi qu'à surveiller et à améliorer les délais d'exécution, le coût et la qualité des projets.

## Corporation commerciale canadienne

Affaires étrangères et Commerce international

---

### Ministre de tutelle

L'honorable David Emerson, C.P., député  
Ministre du Commerce international

### Président du conseil

Alan R. Curleigh

### Président et premier dirigeant

John McBride

### Siège social

50, rue O'Connor, bureau 1100  
Ottawa (Ontario) K1A 0S6  
Téléphone : 613-996-0034  
Numéro sans frais : 1-800-748-8191  
Télécopieur : 613-995-2121  
Site Web : <http://www.ccc.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1946; *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (L.R.C. 1985, ch. C-14)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Aider à l'expansion du commerce extérieur du Canada et fournir une assistance aux personnes intéressées au Canada, soit à obtenir des marchandises et denrées de pays étrangers, soit à trouver des débouchés pour les marchandises et denrées qui peuvent être exportées du Canada.

## Profil de la société

La Corporation commerciale canadienne (CCC) est une société d'État qui a pour mandat d'aider à l'expansion du commerce international, en se concentrant sur les secteurs où le gouvernement a clairement un rôle à jouer en raison de leur caractère névralgique ou parce que les disciplines de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne s'y appliquent pas, par exemple la défense, ou, encore, les secteurs où les gouvernements étrangers ont besoin de ressources additionnelles pour entreprendre des processus d'acquisition complexes en temps opportun, notamment dans les marchés des pays émergents en en développement. Par l'entremise de ses services de passation de contrats et d'approvisionnements, la CCC rend possible l'exportation de biens et services canadiens d'une valeur de plus de 1,2 milliard de dollars par année.

La CCC gère aussi l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD), en vertu duquel les entreprises canadiennes sont traitées en partenaires égaux dans le complexe industriel de la défense intégré en Amérique du Nord, ce qui les place sur un pied d'égalité pour ce qui est de passer des contrats avec le United States Department of Defense (US DOD).

---

## Corporation de développement des investissements du Canada, La

### Finances

---

**Ministre de tutelle**

L'honorable James Michael Flaherty, C.P., député  
Ministre des Finances

**Président du conseil**

Donald McQ. Shaver

**Siège social**

1235, rue Bay, bureau 400  
Toronto (Ontario) M5R 3K4  
Téléphone : 416-304-3932  
Télécopieur : 416-934-5009

**Fin de l'exercice**

31 décembre

**Vérificateurs**

Vérificateur général du Canada  
KPMG s.r.l.

**Loi de constitution**

1982; *Loi canadienne sur les sociétés par action*;  
statuts constitutifs délivrés le 26 mai 1982

**Statut**

Partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

**Mandat**

Gérer les sociétés d'État et les investissements qui leur sont dévolus et, le cas échéant, voir à leur privatisation. En janvier 1995, le gouvernement a terminé son évaluation du rôle futur de la Corporation. En conséquence, son mandat actuel est de réduire progressivement ses activités en se départant de ses actifs restants de façon ordonnée et de préparer la Corporation à un démantèlement éventuel.

**Profil de la société**

La Corporation de développement des investissements du Canada (CDIC), qui est une société de portefeuille gouvernemental, a été créée en 1982 afin de fournir des véhicules commerciaux pour les placements en actions du gouvernement et de gérer les portefeuilles commerciaux du gouvernement.

En 1995, on a demandé à la CDIC de céder ses biens et de préparer un démantèlement éventuel. La CDIC possède deux actifs : ce sont ces deux filiales. Dans le cadre de son mandat, la CDIC gère ces deux filiales en propriété exclusive, Canada Eldor Inc. (CEI) et la Société de gestion Canada Hibernia (SGCH). Cette dernière filiale gère la participation de 8,5 p. 100 que le gouvernement possède dans le projet de mise en valeur du champ pétrolifère et gazifère extracôtier Hibernia. La CDIC gère également toute question en suspens découlant de désinvestissements antérieurs dont certaines éventualités relatives aux déchets ainsi que des litiges en cours.

## Énergie atomique du Canada limitée

### Ressources naturelles

---

**Ministre de tutelle**

L'honorable Gary Lunn, C.P., député  
Ministre des Ressources naturelles

**Président du conseil**

Michael C. Burns

**Président et premier dirigeant**

Robert G. Van Adel

**Siège social**

2251, promenade Speakman  
Mississauga (Ontario) L5K 1B2  
Téléphone : 905-823-9040  
Numéro sans frais : 1-800-377-5995  
Télécopieur : 905-823-7565  
Site Web : <http://www.aecl.ca>

**Fin de l'exercice**

31 mars

**Vérificateurs**

Vérificateur général du Canada  
PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi de constitution**

1934, *Loi des compagnies*; 1952; partie I de la *Loi sur les corporations canadiennes*; prorogée le 8 juillet 1977 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, modifiée le 5 juillet 1982

**Statut**

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

**Mandat**

Préserver et mettre en valeur la technologie nucléaire afin d'appuyer de façon sûre et en toute sécurité l'approvisionnement en énergie nucléaire du Canada et d'autres applications de la technologie nucléaire, assurer la gestion des déchets nucléaires et des obligations antérieures, ainsi que maximiser le rendement de son investissement dans la technologie nucléaire par la fourniture de produits et de services novateurs.

### Profil de la société

Énergie atomique du Canada limitée (EACL) est une société de technologie nucléaire intégrée qui réalise des affaires avec les services publics dans le monde entier.

Afin d'accomplir son mandat, les opérations commerciales d'EACL comprennent le développement de réacteurs, la conception, l'ingénierie, la fabrication d'équipement spécial, la gestion de projets et la construction de centrales CANDU® (deutérium-uranium canadien) ainsi que la fourniture de services liés aux réacteurs et le soutien technique à l'opération des réacteurs CANDU.

EACL exploite aussi des laboratoires nucléaires et mène des recherches, produit des isotopes utilisés en médecine nucléaire et dans d'autres applications, stocke et gère les déchets nucléaires, et déclassifie les installations nucléaires.

---

## Exportation et développement Canada

Affaires étrangères et Commerce international

---

### Ministre de tutelle

L'honorable David Emerson, C.P., député  
Ministre du Commerce international

### Président du conseil

Jim Dinning

### Président et premier dirigeant

Eric Siegel

### Siège social

151, rue O'Connor  
C.P. 655  
Ottawa (Ontario) K1A 1K3  
Téléphone : 613-598-2500  
ATS : 1-866-574-0451  
Numéro sans frais : 1-866-283-2957  
Télécopieur : 613-237-2690  
Site Web : <http://www.edc.ca>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1969; *Loi sur l'expansion des exportations* (L.R.C. 1985, ch. E-20); (L.C. 1993, ch. 26 en vigueur le 10 juin 1993); (L.C. 2001, ch. 33 en vigueur le 21 décembre 2001)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Soutenir et développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international.

## Profil de la société

Exportation et développement Canada (EDC) a été créée comme société d'État, et comme l'organisme de crédit à l'exportation du Canada, de façon à soutenir et développer le commerce extérieur du Canada et augmenter la compétitivité du pays sur le marché international. Comme instrument de la politique publique et partenaire à part entière du programme de commerce extérieur et d'investissement du gouvernement du Canada, EDC s'efforce de faciliter les plans d'exportation et d'investissement des entreprises canadiennes pour les aider à réussir dans un marché mondial en pleine évolution.

Pour mener à bien son mandat, EDC fournit des services de financement commercial et de gestion des risques aux exportateurs canadiens. Elle obtient son financement en prélevant des commissions sur ses services, en appliquant des intérêts sur ses prêts et en émettant des titres d'emprunt sur les marchés financiers. Outre cette force financière, EDC met en œuvre des produits novateurs, crée des réseaux internationaux et présente une analyse approfondie de la conjoncture économique mondiale – secteur par secteur et pays par pays – qui l'aident à rester centrée sur les besoins des exportateurs et des investisseurs canadiens et sur les opportunités qui leur sont offertes.

## Financement agricole Canada

Agriculture et Agroalimentaire

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Chuck Strahl, C.P., député<sup>36</sup>  
Ministre de l'Agriculture et de  
l'Agroalimentaire et ministre de la Commission  
canadienne du blé

### Président du conseil

Gill Shaw

### Président et premier dirigeant

John J. Ryan

### Siège social

1800, rue Hamilton  
C.P. 4320  
Regina (Saskatchewan) S4P 4L3  
Téléphone : 306-780-8100  
Numéro sans frais : 1-888-332-3301  
Télécopieur : 306-780-5875  
Site Web : <http://www.fac-fcc.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1959; *Loi sur le crédit agricole*; prorogée le  
2 avril 1993, en vertu de la *Loi sur la Société du  
crédit agricole* (L.C. 1993, ch. 14); prorogée le  
14 juin 2001, en vertu de la *Loi sur Financement  
agricole Canada* (L.C. 2001, ch. 22)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des  
finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Mettre en valeur le secteur rural canadien en  
fournissant des services et des produits financiers  
et commerciaux, spécialisés et personnalisés,  
aux exploitations agricoles, notamment aux  
fermes familiales et aux entreprises, notamment  
les petites et moyennes entreprises de ce secteur  
qui sont des entreprises liées à l'agriculture.

## Profil de la société

La création de Financement agricole Canada (FAC) remonte à 1929, soit lorsque la Commission du prêt agricole canadien a été mise en place pour fournir des hypothèques à long terme aux agriculteurs. La Société du crédit agricole a été établie en 1959 en vertu de la *Loi sur le crédit agricole*, et remplaçait la Commission du prêt agricole canadien. En 1993, la loi a été remplacée par la *Loi sur la Société du crédit agricole* afin d'offrir une plus grande gamme de services.

Le 14 juin 2001, la *Loi sur Financement agricole Canada* recevait la sanction royale. Cette loi mettait à jour la *Loi sur la Société du crédit agricole* (1993) pour contribuer à traiter de la nature changeante et complexe des besoins de l'industrie. La nouvelle loi permet de poursuivre les activités sous le nom de Financement agricole Canada et d'offrir une plus grande gamme de services aux producteurs et agri-entreprises, avec un engagement continu envers les activités agricoles primaires.

Dans le cadre de son mandat, FAC offre des solutions de financement souples aux producteurs primaires et aux agri-entreprises, procure des services de gestion financière et commerciale répondant aux nouveaux besoins de l'industrie agricole et les prévoyant, et fournit aux agriculteurs canadiens un accès à un plus grand nombre de services, ce qui les aidera à planifier leur réussite à long terme. FAC fournit ses services à partir de 100 bureaux établis partout au Canada, surtout dans les régions agricoles.

---

36. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Gerry Ritz a été nommé ministre responsable.



---

## Fondation canadienne des relations raciales

Patrimoine canadien

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée<sup>37</sup>  
Ministre du Patrimoine canadien

### Présidente du conseil par intérim

Andrée Ménard

### Directeur exécutif

Ayman Al-Yassini

### Siège social

4576, rue Yonge, bureau 701  
Toronto (Ontario) M2N 6N4  
Téléphone : 416-952-3500  
Numéro sans frais : 1-888-240-4936  
Télécopieur : 416-952-3326  
Site Web : <http://www.crr.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1996; *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*

### Statut

Exempte de l'application de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (sauf les articles 131 à 148); non-mandataire de Sa Majesté; organisme de bienfaisance enregistré aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*

### Mandat

Faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et toute forme de discrimination raciale au Canada.

## Profil de la société

En 1988, le gouvernement du Canada et l'Association nationale des Canadiens d'origine japonaise ont signé l'Entente de redressement à l'égard des Canadiens japonais. Par cette entente, le gouvernement fédéral s'engageait à créer la Fondation canadienne des relations raciales qui « favoriserait l'harmonie raciale et la compréhension interculturelle et contribuerait à éliminer le racisme ».

Le gouvernement fédéral a proclamé la Fondation canadienne des relations raciales (FCRR), le 28 octobre 1996, qui a ouvert ses portes officiellement en novembre 1997. Le gouvernement l'a pourvue d'un fonds de dotation non renouvelable de 24 millions de dollars. La FCRR finance entièrement ses activités grâce aux revenus générés par l'investissement du fonds de dotation et à des dons.

Dans le cadre de son mandat, la FCRR s'efforce de sensibiliser la population aux causes et aux manifestations du racisme au Canada. Elle constitue une source d'information, fournissant un point de vue et des données de recherche qui contribueront à l'élimination du racisme, et elle diffuse des renseignements sur le site Web de la FCRR ([www.crr.ca](http://www.crr.ca)), des bibliographies annotées et des documents publiés.

---

37. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Josée Verner a été nommée ministre responsable.

## Institut de la statistique des Premières nations

Affaires indiennes et du Nord canadien

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Jim Prentice, C.P., C.R., député<sup>38</sup>  
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

### Président du conseil

Mark S. Dockstatort

### Statisticien en chef des Premières nations

Vacant

### Siège social

Nipissing First Nation  
Statistique des Premières nations  
2515, rue Bank  
C.P. 40077  
Ottawa (Ontario) K1V 0W8  
Site Web : <http://www.firststats.ca>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateur

À déterminer

### Loi de constitution

2006; *Loi sur la gestion financière et statistique des Premières nations*

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Fournir des renseignements et des analyses statistiques sur la situation financière, économique et sociale des Premières nations; promouvoir la qualité, la cohérence et la compatibilité des statistiques liées aux Premières nations; travailler avec les ministères et organismes fédéraux et provinciaux sur les statistiques liées aux Premières nations et leur fournir des conseils; travailler en collaboration avec Statistique Canada afin d'assurer que le système national de statistiques répond aux besoins des Premières nations; et renforcer la capacité en matière de statistiques des gouvernements des Premières nations.

## Profil de la société

L'Institut de la statistique des Premières nations (ISPN) a été créé pour répondre à un besoin des Premières nations, consistant en données statistiques complètes, fiables et exactes.

L'ISPN aspire à devenir un centre d'expertise en matière de statistiques pour les Premières nations et d'autres intervenants. Il offrira nombre de services permettant de produire des données de grande qualité et d'instituer une utilisation accrue des statistiques se rapportant aux Premières nations pour toutes les parties.

Dans l'exercice de son mandat, l'ISPN s'engage à servir les Premières nations et toute la population canadienne : en améliorant l'accès aux données portant sur les Premières nations et leur utilisation grâce à des projets et de documents qui répondent à leurs besoins; en maintenant son niveau d'expertise et en renforçant la capacité quant à l'utilisation des statistiques et en faisant la promotion d'un système fiable de données statistiques pour les Premières nations.

L'ISPN aspirera à être la principale source, au Canada, de diffusion de données statistiques exactes, pertinentes et adaptées relatives aux Premières nations.

---

38. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Chuck Strahl a été nommé ministre responsable.

---

## Marine Atlantique S.C.C.

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des  
Collectivités

### Président du conseil

Robert Crosbie

### Président et premier dirigeant

Roger Flood

### Siège social

10, place Fort William, bureau 802  
Centre Baine Johnston  
St. John's (Terre-Neuve) A1C 1K4

Téléphone : 709-772-8957

Télécopieur : 709-772-8956

Site Web : <http://www.marine-atlantic.ca>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1977; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*; statut et propriété modifiés au 30 décembre 1986 en vertu de *la Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C.* (LC. 1986, ch. 36)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Fournir un service de traversier sûr, écologique et de qualité entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse de manière fiable, courtoise et rentable.

## Profil de la société

Pour assurer le transport entre l'île de Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse, la société Marine Atlantique S.C.C. a été créée et fournit des services de traversier depuis que la province de Terre-Neuve-et-Labrador s'est jointe au Canada en 1949. Marine Atlantique S.C.C. est devenue une société d'État en 1986, demeure une présence économique marquante dans la région et joue un rôle important pour le commerce et l'industrie touristique de Terre-Neuve-et-Labrador.

Pour réaliser son mandat, Marine Atlantique S.C.C. assure un lien par traversier toute l'année entre North Sydney (Nouvelle-Écosse) et Port aux Basques (Terre-Neuve-et-Labrador). Elle exploite aussi un service d'appoint saisonnier entre Argentia (Terre-Neuve-et-Labrador) et North Sydney pendant les mois d'été. Elle possède et exploite quatre traversiers brise-glace de haute mer et trois gares maritimes.

## Monnaie royale canadienne

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

### Président du conseil

Max C. Lewis

### Président et premier dirigeant

Ian E. Bennett

### Siège social

320, promenade Sussex  
Ottawa (Ontario) K1A 0G8  
Téléphone : 613-993-3500  
Télécopieur : 613-990-4665  
Site Web : <http://www.monnaie.ca>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1969; *Loi sur la Monnaie royale canadienne*  
(L.R.C. 1985, ch. R-9)

### Statut

Partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Frapper des pièces de monnaie en vue de réaliser des bénéfices et exercer des activités connexes.

## Profil de la société

La Monnaie royale canadienne (la Monnaie) est chargée de frapper les pièces de monnaie de circulation pour le pays. Les activités de la société, qui a été constituée en 1908 à titre de département de la Monnaie du Royaume-Uni, ont été dévolues à la Couronne du Canada en 1931. La Monnaie royale canadienne a été un organisme ministériel jusqu'en 1969, année où elle a été constituée en société en vertu de la loi. En 1987, une structure de capital-actions a été créée pour la Monnaie. En 1999, la loi a été modifiée de nouveau pour donner à la Monnaie la qualité de personne physique ainsi que les droits, les pouvoirs et les privilèges qui y sont associés.

À titre de société d'État commerciale, la Monnaie génère des recettes en vendant toute une gamme de produits de monnayage et de services spécialisés à l'échelle nationale et internationale.

La Monnaie possède deux établissements, l'un à Ottawa et l'autre à Winnipeg. L'établissement d'Ottawa comprend le siège social de la société, les affineries d'or et d'argent, et les installations de production de pièces numismatiques, de pièces de monnaie-lingots, de médailles et de médaillons. L'établissement de Winnipeg, qui comporte des installations de placage, produit toutes les pièces de circulation canadiennes (2 237 millions de pièces en 2006) ainsi que des pièces de circulation pour certains pays étrangers (727 millions de pièces en 2006).

---

## Musée canadien de la nature

Patrimoine canadien

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée<sup>39</sup>  
Ministre du Patrimoine canadien

### Président du conseil

Robert Kenneth Armstrong, O.M.C.

### Présidente et première dirigeante

Joanne DiCosimo

### Siège social

Édifice commémoratif Victoria  
240, rue McLeod  
C.P. 3443, succursale D  
Ottawa (Ontario) K1P 6P4  
Téléphone : 613-566-4700  
Numéro sans frais : 1-800-263-4433  
Télécopieur : 613-364-4020  
Site Web : <http://www.nature.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1990; *Loi sur les musées* (L.C. 1990, ch. 3)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada, ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

## Profil de la société

Le 1<sup>er</sup> juillet 1990, le Musée canadien de la nature (MCN) a été établi en tant que société d'État en vertu de la *Loi sur les musées*.

Pour réaliser son mandat, le MCN procède à des recherches méthodiques et applique son expertise à des projets spécifiques dans divers domaines, tels que la biodiversité, les sciences de la terre et de la vie. Le MCN présente le patrimoine naturel du Canada par de nombreuses expositions permanentes et itinérantes, du cinéma haute-définition et des programmes spéciaux quotidiens à son site principal, soit l'Édifice commémoratif Victoria, à Ottawa.

---

39. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Josée Verner a été nommée ministre responsable.

## Musée canadien des civilisations

Patrimoine canadien

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée<sup>40</sup>  
Ministre du Patrimoine canadien

### Président du conseil

Fredrik S. Eaton

### Président et premier dirigeant

Victor Rabinovitch

### Siège social

100, rue Laurier  
Gatineau (Québec) K1A 0M8  
Téléphone : 819-776-7116  
Télécopieur : 819-776-7122  
Site Web : <http://www.civilisations.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1990; *Loi sur les musées* (L.C. 1990, ch. 3)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Accroître dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous à l'égard des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la prospérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada, ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des renseignements et de la compréhension qu'ils génèrent.

## Profil de la société

La Société du Musée canadien des civilisations (SMCC) a été établie en 1990 à titre de société d'État en vertu de la *Loi sur les musées*. La responsabilité première de cette société consiste à gérer la collection nationale d'histoire sociale et culturelle du Canada, le Musée canadien des civilisations (MCC), le Musée national d'histoire militaire du Canada, le Musée canadien de la guerre (MCG) ainsi qu'un musée virtuel sur le Web, le Musée de la Nouvelle-France (MNF). Par ses activités, la Société fait preuve d'excellence sur le plan muséologique et favorise une meilleure compréhension de l'identité, de l'histoire et de la culture canadiennes.

Le Musée canadien des civilisations est reconnu comme l'une des grandes institutions culturelles du 20<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, les expositions et les programmes publics du Musée canadien de la guerre poursuivent un seul et unique but : aider l'ensemble des Canadiens à comprendre l'histoire militaire de leur pays sur les plans personnel, national et international.

---

40. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Josée Verner a été nommée ministre responsable.

---

# Musée des beaux-arts du Canada

Patrimoine canadien

---

## Ministre de tutelle

L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée<sup>41</sup>  
Ministre du Patrimoine canadien

## Président du conseil

Donald R. Sobey

## Directeur et premier dirigeant

Pierre Théberge

## Siège social

380, promenade Sussex  
C.P. 427, succursale A  
Ottawa (Ontario) K1N 9N4  
Téléphone : 613-990-1985  
Numéro sans frais : 1-800-319-2787  
Télécopieur : 613-993-4385  
Site Web : <http://www.beaux-arts.ca>

## Fin de l'exercice

31 mars

## Vérificateur

Vérificateur général du Canada

## Loi de constitution

1990; *Loi sur les musées* (L.C. 1990, ch. 3)

## Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

## Mandat

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes, modernes et contemporaines, principalement axée sur le Canada, et amener les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

## Profil de la société

En 2005, le Musée des beaux-arts du Canada célébrait le 125<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation en 1880 par le Marquis de Lorne, gouverneur général, de pair avec l'Académie royale des arts du Canada. Avec la *Loi de la Galerie nationale du Canada* de 1913, le gouvernement fédéral assume la responsabilité du tout jeune musée. Il en assure l'intendance par l'entremise de lois successives, jusqu'à l'adoption de la *Loi sur les musées* qui, le 1<sup>er</sup> juillet 1990, constitue le Musée des beaux-arts du Canada en société d'État. La Loi confirme également comme affilié du Musée des beaux-arts du Canada, le Musée canadien de la photographie contemporaine; fondé en 1985, celui-ci a célébré son 20<sup>e</sup> anniversaire en 2005.

Pour s'acquitter de son mandat, le Musée des beaux-arts du Canada réalise quatre activités principales : l'activité de Collection qui comprend les recherches muséologiques, les acquisitions et la préservation et la gestion de la collection; l'activité Rayonnement qui comprend les expositions et les installations, les publications, les programmes éducatifs, les activités de communication, et les prêts; l'activité Installations qui veille au fonctionnement des immeubles et immobilisations; et l'activité Gestion intégrée qui comprend la gouvernance, l'administration et les activités génératrices de recettes.

---

41. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Josée Verner a été nommée ministre responsable.

## Musée national des sciences et de la technologie

Patrimoine canadien

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée<sup>42</sup>  
Ministre du Patrimoine canadien

### Président du conseil

James Paul

### Président et premier dirigeant

Christopher J. Terry

### Siège social

2380, chemin Lancaster  
C.P. 9724, succursale T  
Ottawa (Ontario) K1G 5A3  
Téléphone : 613-991-3044  
Numéro sans frais : 1-866-442-4416  
Télécopieur : 613-990-3636  
Site Web : <http://www.technomuses.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1990; *Loi sur les musées* (L.C. 1990, ch. 3)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation des procédés et productions de l'activité scientifique et technique, ainsi que de leurs rapports avec la société sur les plans économique, social et culturel.

## Profil de la société

Les origines du Musée national des sciences et de la technologie (MNST) (qui opère maintenant sous son nom d'entreprise de Société du Musée des sciences et de la technologie du Canada) remontent au rapport de 1951 de la Commission Massey qui recommandait la création d'un musée national des sciences et de la technologie pour recueillir, préserver, mener des recherches et interpréter le patrimoine technologique du Canada. Par la suite le MNST est devenu une société d'État en 1990.

Pour mener à bien son mandat, le MNST est chargé de développer et de gérer une collection représentative d'objets et de documents scientifiques et techniques axée sur sept domaines principaux : l'aviation, les communications, la fabrication, les ressources naturelles, les ressources renouvelables, y compris l'agriculture, l'instrumentation scientifique et les transports. Le MNST gère trois musées : le Musée de l'agriculture du Canada, le Musée de l'aviation du Canada et le Musée des sciences et de la technologie du Canada. Chacun se livre à des travaux de conservation et met sur pied ses propres activités et stratégies de programmation en tenant compte de ses différents marchés et de sa clientèle.

---

42. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Josée Verner a été nommée ministre responsable.



---

# Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

Conseil du Trésor

---

## Ministre de tutelle

L'honorable Vic Toews, C.P., député  
Président du Conseil du Trésor

## Président du conseil

Paul Cantor

## Président et premier dirigeant

Gordon J. Fyfe

## Siège social

440, avenue Laurier Ouest, bureau 200  
Ottawa (Ontario) K1R 7X6  
Téléphone : 613-782-3095  
Télécopieur : 613-782-6864

## Bureau de Montréal

1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2030  
Montréal (Québec) H3B 4W8  
Téléphone : 514-937-2772  
Télécopieur : 514-937-3155  
Site Web : <http://www.investpsp.ca>

## Fin de l'exercice

31 mars

## Vérificateur

Vérificateur général du Canada  
Deloitte & Touche s.r.l.

## Loi de constitution

1999; *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public* (L.C. 1999, ch. 34)

## Statut

Exempt de l'application de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (sauf les articles 132 à 147); non mandataire de Sa Majesté

## Mandat

Gérer, dans l'intérêt des contributeurs et des bénéficiaires des régimes en cause, les sommes transférées à l'Office d'investissement en application d'articles de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* et maximiser le rendement de l'investissement sans prendre de risques de perte indus.

## Profil de la société

L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, établi en 1999 en vertu de la *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public*, investit dans les marchés financiers les fonds qui lui sont transférés, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000, par le gouvernement du Canada pour les régimes de pensions des Forces canadiennes, de la fonction publique fédérale et de la Gendarmerie royale du Canada. À la fin du dernier exercice, le mandat de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public a été élargi pour inclure les cotisations nettes du Régime de pension de la Force de réserve. Les premières cotisations nettes ont été reçues du régime de la Force de réserve en avril 2007.

Pour réaliser son mandat, l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public fait des placements dans des actions d'entreprises privées, l'immobilier et d'autres catégories d'actifs, accroît le niveau de risque actif, tout en respectant les plafonds autorisés, afin d'augmenter le taux de rendement des régimes de pensions participants, améliore les capacités en gestion des transactions privées, renforce l'infrastructure et le personnel de soutien.

## Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Finances

---

### Ministre de tutelle

L'honorable James Michael Flaherty, C.P., député  
Ministre des Finances

### Présidente du conseil

Gail Cook-Bennett

### Président et premier dirigeant

David F. Denison

### Siège social

1, rue Queen Est, bureau 2600  
Toronto (Ontario) M5C 2W5

Téléphone : 416-868-4075

Télécopieur : 416-868-4083

Site Web : <http://www.oirpc.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Deloitte & Touche s.r.l.

### Loi de constitution

1998; *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada* (L.C. 1997, ch. 40)

### Statut

Exempt de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Aider le Régime de pensions du Canada à s'acquitter de ses obligations envers les cotisants et les bénéficiaires que lui impose le *Régime de pensions du Canada*; gérer les sommes transférées en application de l'article 108.1 du *Régime de pensions du Canada*, ainsi que ses droit, titre ou intérêt dans les titres désignés, dans l'intérêt des cotisants et des bénéficiaires de ce régime; et placer son actif en vue d'un rendement maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu des facteurs pouvant avoir un effet sur le financement du Régime de pensions du Canada ainsi que sur son aptitude à s'acquitter, chaque jour ouvrable, de ses obligations financières.

## Profil de la société

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada a été constitué en décembre 1997 en vertu de la *Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada*. L'Office investit les fonds dont le Régime de pensions du Canada (RPC) n'a pas besoin pour verser les prestations de retraite courantes. Il a pour mission à long terme de contribuer à la solidité financière du RPC et de provisionner les prestations de retraite des 16 millions de cotisants et de bénéficiaires du RPC en investissant la caisse du RPC et en visant un rendement maximal tout en évitant des risques de perte indus.

Afin de diversifier le portefeuille du RPC, l'Office investit actuellement ses rentrées de fonds dans un portefeuille diversifié d'actions de sociétés cotées en bourse, d'actions de sociétés fermées, de biens immobiliers, d'infrastructures et de titres à revenu fixe. Au 31 mars 2007, la caisse du RPC s'élevait à 116,6 milliards de dollars.

L'Office a reçu son mandat des gouvernements fédéral et provinciaux, et il est responsable devant le Parlement et les ministres des Finances fédéral et provinciaux, qui sont les gérants du régime. L'Office, qui se trouve à Toronto et dont la gouvernance et la gestion sont distinctes de celles du RPC, n'a pas de lien de dépendance avec les gouvernements.

---

## Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Pêches et Océans

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Loyola Hearn, C.P., député  
Ministre des Pêches et des Océans

### Président du conseil

Jim Bear

### Président et premier dirigeant

Robert F. Hand

### Siège social

1199, chemin Plessis  
Winnipeg (Manitoba) R2C 3L4  
Téléphone : 204-983-6601  
Télécopieur : 204-983-6497

### Fin de l'exercice

30 avril

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1969; *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* (L.R.C. 1985, ch. F-13)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Acheter tout le poisson légalement pêché et mis en vente afin de créer un marché régulier, promouvoir les marchés internationaux et accroître le commerce du poisson et les revenus des pêcheurs.

Créé avec la participation de chacune des provinces et de chaque territoire où il exerce ses activités, l'Office commercialise du poisson d'eau douce ainsi que des produits et des sous-produits du poisson venant de la région visée par son mandat, au Canada et à l'étranger. La participation des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de l'Ontario ainsi que des Territoires du Nord-Ouest a été établie en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Canada.

## Profil de la société

En 1969, le rapport de la Commission McIvor recommandait la création de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce (OCPED) afin d'améliorer l'état de l'industrie de la pêche commerciale et d'accroître les revenus des pêcheurs du Canada central et de l'Ouest. L'OCPED a été créé le 12 février 1969, en tant que société d'État.

Pour mener à bien son mandat, l'OCPED fonctionne comme une coopérative de producteurs, dont les bénéficiaires sont les pêcheurs commerciaux du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, des Territoires du Nord-Ouest et du Nord-Ouest de l'Ontario. L'Office procède à l'achat et à la commercialisation des produits de la pêche commerciale pour l'exportation et le marché interprovincial, et il procure le meilleur rendement économique aux pêcheurs commerciaux qu'il sert, en fournissant divers produits et services à ses clients.

## Parc Downsview Park Inc.

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

### Président du conseil

David Soknacki

### Président et premier dirigeant

Tony Genco

### Siège social

35, route Carl Hall, bureau 1  
Toronto (Ontario) M3K 2B6

Téléphone : 416-952-2222

Télécopieur : 416-952-2225

Site Web : <http://www.pdp.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1998; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*

### Statut

Filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée et tenue de faire rapport comme s'il s'agissait d'une société d'État mère, conformément au décret C.P. 2003-1304; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Gérer et aménager le parc Downsview qui couvre la majorité des terrains de l'ancienne Base des Forces canadiennes Toronto pour en faire des espaces verts urbains pour le plus grand plaisir des générations futures selon une formule d'autofinancement.

## Profil de la société

La société du Parc Downsview Park Inc. (PDP) a été constituée (sous le nom de CLC Downsview Inc.), le 17 juillet 1998, en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* en tant que filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée. Des modifications ont été déposées le 12 janvier 1999 et le 2 février 1999; le 23 mars 2000, le nom officiel de l'entreprise a changé de CLC Downsview Inc. à Parc Downsview Park Inc.

Pour réaliser son mandat, PDP a fourni des études et des concepts détaillés en vue d'un plan complet du parc. PDP continue à planter des arbres dans la nouvelle zone forestière du parc et présente une variété d'événements saisonniers et de programmes communautaires; accroît les initiatives pour générer des revenus, en particulier dans le secteur de la location de studios cinématographiques, de ses tenances écologiques et des événements de formation; et poursuit son travail en étroite collaboration avec des partenaires nationaux, régionaux et locaux pour élaborer un parc urbain unique à l'intérieur d'une collectivité écologique.

La société sera entièrement autonome sur le plan financier, ses principales sources de revenus devant provenir de la vente ou de la location de terrains et d'installations entourant le parc, ainsi que des dons versés par l'entremise de sa Fondation Parc Downsview.

---

## Ridley Terminals Inc.

Transports, Infrastructure and et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des  
Collectivités

### Président du conseil et premier dirigeant

Présentement vacant

### Président et directeur de l'exploitation

Gregory A. Slocombe

### Siège social

C.P. 8000  
Prince Rupert (Colombie-Britannique) V8J 4H3  
Téléphone : 250-624-9511  
Télécopieur : 25- 624-4990  
Site Web : <http://www.rti.ca>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1981; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*; devenue filiale en propriété exclusive de la Société canadienne des ports en 1991; Ridley Terminals Inc. est devenue société d'État mère le 1<sup>er</sup> novembre 2000, en vertu de l'article 177 de la *Loi maritime du Canada* (L.R.C. 1998, ch. 10)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté

### Mandat

À titre de terminal maritime, fournir des services soutenus de qualité et de rendement élevé en matière de déchargement de wagons, d'entreposage de produits et de chargement.

## Profil de la société

La société Ridley Terminals Inc. (RTI) a été créée en 1981 pour fournir un terminal maritime qui appuie le développement des mines de charbon dans le nord-est de la Colombie-Britannique. RTI possède et exploite un terminal maritime dans l'île Ridley à Prince Rupert (Colombie-Britannique). Ses infrastructures et son matériel de déchargement de trains et de chargement de navires sont situés sur des terrains loués de l'Administration portuaire de Prince Rupert.

Pour réaliser son mandat, RTI poursuit ses efforts pour attirer des volumes additionnels de charbon en provenance du nord de l'Alberta et du nord-est de la Colombie-Britannique, en utilisant un marketing dynamique et concret des capacités et des avantages du terminal. La Société contribue grandement à la signature d'ententes pour d'autres installations et produits, tels que le soufre et les boulettes de bois visant à diversifier les produits manutentionnés au terminal. La RTI fonctionne sept jours par semaine, 24 heures par jour, et elle est certifiée en vertu des normes ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18000.

## Société canadienne d'hypothèques et de logement

Ressources humaines et Développement social

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Monte Solberg, C.P., député  
Ministre des Ressources humaines et du  
Développement social

### Président du conseil

Dino Chiesa

### Présidente et première dirigeante

Karen Kinsley

### Siège social

700, chemin Montréal  
Ottawa (Ontario) K1A 0P7  
Téléphone : 613-748-2000  
Télécopieur : 613-748-2098  
Site Web : <http://www.cmhc-schl.gc.ca>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateurs

Vérificateur général du Canada  
Ernst & Young s.r.l.

### Loi de constitution

1946; *Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement*; modifiée le 16 mars 1979 par la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (L.R.C. 1985, ch. C-7)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté, sauf en ce qui concerne l'art. 13 de sa loi constitutive

### Mandat

Promouvoir la construction, la réparation et la modernisation des habitations, l'amélioration des conditions de vie et de logement, le caractère abordable et la diversité du choix des logements, la disponibilité de financement à faible taux d'intérêt pour le logement et le bien-être national du secteur de l'habitation.

## Profil de la société

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a été créée en 1946 en vertu de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*, initialement pour loger les combattants revenant des zones de guerre et pour gérer les programmes nationaux de logement.

Actuellement, la SCHL fournit des produits et des services aux Canadiens et appuie les objectifs de la politique fédérale grâce à quatre secteurs d'activité en matière de logement : le financement de l'habitation, l'aide aux logements, la recherche et la diffusion de l'information ainsi que la promotion des exportations dans le domaine de l'habitation.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a pour mission d'assurer aux Canadiens la disponibilité, l'accessibilité et une bonne variété de financement à l'habitation, d'améliorer la qualité de l'habitation et d'appuyer le marché immobilier en offrant des renseignements et des conseils pratiques sur l'industrie immobilière, de participer à des initiatives d'aide au logement et d'appuyer et de promouvoir l'exportation d'expertise et de produits canadiens.

---

# Société canadienne des postes

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

## Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des  
Collectivités

## Président du conseil

Gordon Feeney

## Présidente et première dirigeante

Moya Greene

## Siège social

Place des Postes  
2701, promenade Riverside  
Ottawa (Ontario) K1A 0B1  
Téléphone : 613-734-8440  
Télécopieur : 613-734-6022  
Site Web : <http://www.postescanada.ca>

## Fin de l'exercice

31 décembre

## Vérificateurs

Vérificateur général du Canada  
KPMG s.r.l.

## Loi de constitution

1981; *Loi sur la Société canadienne des postes*  
(L.R.C. 1985, ch. C-10)

## Statut

Partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des  
finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

## Mandat

Exploiter un service postal qui soit financièrement  
autonome et dont les normes de service  
répondent aux besoins des Canadiens.

## Profil de la société

La Société canadienne des postes (SCP) a été créée pour offrir des communications abordables et des solutions en services postaux d'un océan à l'autre. La SCP a été établie en tant que société d'État en 1981, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*.

Pour mener à bien son mandat, la SCP offre maintenant des solutions novatrices en matière de livraison physique et électronique, par exemple Postel. La SCP adapte ses produits dans le secteur des colis commerciaux pour répondre aux demandes de sa clientèle et appuie la croissance de la poste directe et du marketing. Pour évaluer la satisfaction de ses clients, la SCP utilise à la fois un outil de gestion accordant de la valeur aux clients et des sondages téléphoniques pour recueillir des commentaires.

Chaque année, la SCP se voit confier environ 10 milliards de messages et de colis. Ces envois sont traités dans 22 grands établissements et bien d'autres installations, pour être livrés à 14 millions d'adresses au Canada. La Société dessert ainsi quelque 31 millions de Canadiens et plus d'un million d'entreprises et d'institutions publiques. Le réseau de la SCP compte maintenant plus de 23 000 points d'achat où les clients ont accès aux services postaux. Ces points d'achat ont évolué au-delà du traditionnel bureau de poste vers des stands efficaces dans des lieux hautement fréquentés de commerce au détail.

## Société d'assurance-dépôts du Canada

### Finances

---

**Ministre de tutelle**

L'honorable James Michael Flaherty, C.P., député  
Ministre des Finances

**Président du conseil**

Brian P. Davies

**Président et premier dirigeant**

Guy L. Saint-Pierre

**Siège social**

50, rue O'Connor, 17<sup>e</sup> étage  
C.P. 2340, succursale D  
Ottawa (Ontario) K1P 5W5  
Téléphone : 613-996-2081  
Numéro sans frais : 1-800-461-2342  
Télécopieur : 613-996-6095  
Site Web : <http://www.sadc.ca>

**Fin de l'exercice**

31 mars

**Vérificateur**

Vérificateur général du Canada

**Loi de constitution**

1967; *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (L.R.C. 1985, ch. C-3); (L.R.C. 1985, ch. 18 [2<sup>e</sup> Supp.]); (L.R.C. 1985, ch. 18 [3<sup>e</sup> Supp.]); (L.C. 1991, ch. 45); (L.C. 1992, ch. 1, 26 et 27); (L.C. 1993, ch. 34); (L.C. 1996, ch. 6); (L.C. 1997, ch. 15); (L.C. 1999, ch. 28 et 31); (L.C. 2001, ch. 9); (L.C. 2002, ch. 8); (L.C. 2003, ch. 22); (L.C. 2005, ch. 30); (L.C. 2007, ch.6); (L.C. 2007, ch.29)

**Statut**

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

**Mandat**

Fournir une assurance contre les risques de perte totale ou partielle de dépôts; encourager la stabilité du système financier au Canada; et poursuivre ces fins visées à l'avantage des personnes qui détiennent des dépôts auprès d'institutions membres et de manière à minimiser les possibilités de perte pour elle-même.

### Profil de la société

La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) a été créée en 1967 afin d'assurer les dépôts bancaires, les dépôts dans des sociétés de fiducie et de prêts qui acceptent des dépôts ainsi que dans des associations soumises à la *Loi sur les associations coopératives de crédit* qui acceptent des dépôts, contre les pertes en cas d'insolvabilité.

Pour réaliser son mandat, la SADC entreprend toute une gamme d'initiatives visant à mieux faire comprendre l'assurance-dépôts, à évaluer et à gérer de près les risques liés au fait d'assurer les dépôts en collaboration avec les organismes de réglementation, à gérer les relations avec les gouvernements fédéral et provinciaux, les institutions membres et leurs associations et les autres parties intéressées. La SADC se tient au courant des questions d'ordre économique et stratégique et entreprend des initiatives pour réduire au minimum le coût de l'assurance-dépôts pour les déposants.

Les principales fonctions de la SADC concernent l'assurance et la gestion des risques, les réclamations et les recouvrements, ainsi que les communications et la sensibilisation des déposants.



---

## Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie<sup>43</sup>

Affaire indiennes et du Nord canadien

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Jim Prentice, C.P., député<sup>44</sup>  
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

### Président du conseil

### Président et premier dirigeant

### Siège social

Yellowknife

Téléphone : s.o.

Télécopieur : s.o.

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

À déterminer

### Loi de constitution

*Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie* (2006, ch. 4, art. 208)

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Sera responsable de l'administration du fonds d'aide de 500 millions de dollars pour atténuer les effets du projet gazier du Mackenzie. Ce fonds a été créé pour soutenir les stratégies d'atténuation liées aux répercussions socioéconomiques du projet gazier du Mackenzie.

## Profil de la société

---

43. Au 31 juillet 2007, cette société était non opérationnelle.

44. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Chuck Strahl a été nommé ministre responsable.

## Société d'expansion du Cap-Breton

Agence de promotion économique du Canada atlantique

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Peter Gordon MacKay, C.P., député  
Ministre de l'Agence de promotion économique du  
Canada atlantique

### Présidente du conseil

Monique Collette

### Première dirigeante par intérim

Marlene Usher

### Siège social

70, rue Crescent  
C.P. 1750  
Sydney (Nouvelle-Écosse) B1S 2Z7  
Téléphone : 902-564-3600  
Télécopieur : 902-564-3825  
Site Web : <http://www.ecbc.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1988; *Loi sur la Société d'expansion du  
Cap-Breton* (partie II de la *Loi organique de 1987  
sur le Canada atlantique* [L.C. 1988, ch. 50])

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des  
finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Encourager et aider, seul ou de concert avec le  
gouvernement du Canada ou de la  
Nouvelle-Écosse, leurs organismes ou toute autre  
personne publique ou privée, le financement et le  
développement de l'industrie de l'île du  
Cap-Breton en vue de créer des emplois en  
dehors du secteur de l'industrie houillère et de  
diversifier l'économie de l'île.

## Profil de la société

Pour compenser les répercussions économiques de la fermeture d'industries dans les secteurs du charbon et de l'acier, et la fermeture de la pêche du poisson de fond à l'île du Cap-Breton, le gouvernement du Canada a établi la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) en 1988. Plus particulièrement, la SECB a été créée pour favoriser la transition de l'économie de l'île du Cap-Breton vers de nouvelles industries.

En août 2000, une filiale a été intégrée pour appuyer la section du financement du mandat de la SECB. Cette filiale, la Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton (CFICB) se prépare à cesser ses opérations, et toutes les activités résiduelles seront assumées par la SECB pour l'exercice 2007-2008.

Pour réaliser son mandat, la SECB agit à titre de principal intervenant dans la création d'un environnement commercial qui favorise la création d'emplois durables et la croissance économique sur l'île du Cap-Breton et dans la région de Mulgrave, en Nouvelle-Écosse, et fait la promotion de ces objectifs en collaboration avec les secteurs public et privé. La SECB exécute également des programmes de développement économique pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA).

---

## Société de développement du Cap-Breton

### Ressources naturelles

---

**Ministre de tutelle**

L'honorable Gary Lunn, C.P., député  
Ministre des Ressources naturelles

**Président du conseil**

Gordon M. MacInnis

**Président et premier dirigeant**

Ross McCurdy

**Siège social**

70, rue Crescent  
Sydney (Nouvelle-Écosse) B1S 2Z7

Téléphone : 902-563-0050  
Télécopieur : 902-563-0054

**Fin de l'exercice**

31 mars

**Vérificateur**

Vérificateur général du Canada

**Loi de constitution**

1967; *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, (L.R.C. 1985, ch. C-25)

**Statut**

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

**Mandat**

Administrer et financer la fermeture des opérations houillères et des programmes connexes de réduction de la main-d'œuvre.

### Profil de la société

La Société de développement du Cap-Breton (SDCB) a été constituée en 1967, par une loi du Parlement, pour assumer le contrôle d'une mine de charbon en sérieuse difficulté. La SDCB, qui est située dans l'île du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, a fermé sa seule mine de charbon en exploitation à l'automne 2001. Depuis, elle a vendu des installations de surface de la mine, notamment le quai, la voie ferrée et divers biens connexes dans le but de mettre fin à ses activités.

Les activités résiduelles de la SDCB concernent les obligations considérables qu'elle doit respecter à l'égard de ses anciens employés et de la remise en état des terrains et l'aliénation de tous les biens restants.

## Société des ponts fédéraux Limitée, La

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

### Président et premier dirigeant

Norman Willans, premier dirigeant par intérim

### Siège social

55, rue Metcalfe, bureau 1210  
Ottawa (Ontario) K1P 6L5

Téléphone : 613-993-6880

Télécopieur : 613-993-6945

Site Web : <http://www.federalbridge.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1998; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Fournir aux usagers des infrastructures sûres et efficaces à l'emplacement de ses deux filiales en propriété exclusive, Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée et La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée, ainsi qu'aux installations canadiennes du pont des Mille-Îles.

## Profil de la société

La Société des ponts fédéraux Limitée (SPFL) a été incorporée en 1998 pour assumer les responsabilités de gestion non liées à la navigation de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.

La SPFL est également responsable des Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, de La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée, ainsi que des activités canadiennes du pont international des Mille-Îles et du pont international de Sault Ste. Marie. La SPFL et sa filiale, St. Mary's River Bridge Company, ainsi que sa coentreprise, La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée, s'autofinancent à même leurs propres revenus d'exploitation, alors que la filiale, Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée, dépend du gouvernement du Canada pour son financement.

Pour réaliser son mandat, la Société des ponts fédéraux Limitée réalise des travaux d'entretien continus et importants, des initiatives d'amélioration de la gestion et de planification proactive.

---

## Société du Centre national des Arts

Patrimoine canadien

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée<sup>45</sup>  
Ministre du Patrimoine canadien

### Présidente du conseil

Julia E. Foster

### Président et premier dirigeant

Peter A. Herrndorf

### Siège social

53, rue Elgin  
C.P. 1534, succursale B  
Ottawa (Ontario) K1P 5W1  
Téléphone : 613-947-7000  
Numéro sans frais : 1-866-850-ARTS  
Télécopieur : 613-996-9578  
Site Web : <http://www.nac-cna.ca>

### Fin de l'exercice

31 août

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1966; *Loi sur le Centre national des Arts*  
(L.R.C. 1985, ch. N-3)

### Statut

Exempte de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (sauf les articles 131 à 148); non-mandataire de Sa Majesté; organisme de bienfaisance aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*

### Mandat

Exploiter et administrer le Centre, développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la *Loi sur la capitale nationale* et aider le Conseil des Arts du Canada à développer ceux-ci ailleurs au Canada.

## Profil de la société

Conçu comme le plus important projet du gouvernement fédéral dans le cadre des célébrations du centenaire du pays, la Société du Centre national des Arts (CNA) a été créée en 1966, en vertu d'une loi du Parlement, et a reçu le mandat en tant que vitrine nationale des arts de la scène. Le CNA a officiellement ouvert ses portes le 2 juin 1969.

Pour s'acquitter de son mandat, le CNA monte des co-productions avec d'autres organismes de partout au pays. Il est l'hôte de plusieurs festivals et atteint des auditoires tant au Canada qu'ailleurs dans le monde par la voie des médias et de ses tournées internationales. Le CNA présente de la musique classique, de la danse, du théâtre français, du théâtre anglais, des variétés et une programmation régionale. De plus, il est le siège de l'Orchestre du Centre national des Arts.

Outre la billetterie et des campagnes de financement et de commandites, la Société tire la moitié de ses revenus totaux des locations de salles, des services de traiteur, du restaurant et du stationnement de son site du canal Rideau à Ottawa.

---

45. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Josée Verner a été nommée ministre responsable.

## Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

### Président du conseil

Bernard Roy

### Présidente et première dirigeante

Claude Benoit

### Siège social

333, rue de la Commune Ouest  
Montréal (Québec) H2Y 2E2

Téléphone : 514-283-5256

Télécopieur : 514-283-8423

Site Web : <http://www.vieuxportdemontreal.com>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

1981; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*

### Statut

Filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée; conformément au décret C.P. 1987-86, la Société doit faire rapport de ses activités à titre de société d'État mère; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Développer et promouvoir le site du Vieux-Port de Montréal et gérer et entretenir les biens immobiliers de l'État à cet emplacement devant servir à des activités récréotouristiques et culturelles à l'intention de la population en général.

## Profil de la société

La Société du Vieux-Port de Montréal inc. (SVPM) a été incorporée le 26 novembre 1981 à titre de filiale à cent pour cent de la Société immobilière du Canada limitée (SICL).

Pour réaliser son mandat, la SVPM gère et aménage un parc urbain à caractère riverain à vocation récréotouristique et culturelle dans la ville de Montréal, selon deux unités d'affaires distinctes : les Quais du Vieux-Port et le Centre des sciences de Montréal.

Les Quais du Vieux-Port assurent la diffusion des arts et de la diversité canadienne, la mise en valeur de l'histoire maritime et portuaire du site, la pratique d'activités récréotouristiques, les services aux visiteurs et l'offre d'activités et de services à caractère commercial dont des stationnements.

Le Centre des sciences de Montréal (CSM) assure la diffusion des sciences et technologies par l'entremise d'expositions interactives permanentes et temporaires, le cinéma IMAX<sup>MD</sup> Telus, le ciné-jeu Immersion, ainsi que des programmes d'actions culturelles et éducatives. De plus, le CSM fait la promotion du savoir-faire des entreprises canadiennes.

---

## Société immobilière du Canada limitée

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des  
Collectivités

### Président du conseil

Marc Rochon

### Président et premier dirigeant

Mark Laroche

### Siège social

1, avenue University, bureau 1200  
Toronto (Ontario) M5J 2P1  
Téléphone : 416-952-6100  
Numéro sans frais : 1-888-252-5263  
Télécopieur : 416-952-6200  
Site Web : <http://www.clc.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateurs

Vérificateur général du Canada  
Ernst & Young s.r.l.

### Loi de constitution

1956; lettres patentes; réorganisation en vertu de  
la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, le  
19 septembre 1977; certificat de continuation le  
7 juillet 1981 en vertu de la *Loi canadienne sur  
les sociétés par actions*

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des  
finances publiques*; mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Optimiser, par l'entremise de sa filiale active, la  
valeur des propriétés stratégiques dont le  
gouvernement du Canada n'a plus besoin pour  
ses programmes.

## Profil de la société

La Société immobilière du Canada limitée (SICL) a été établie en 1956 et compte trois filiales en propriété exclusive : Société immobilière du Canada CLC limitée (SIC), société non mandataire, qui gère des opérations immobilières; Parc Downsview Park Inc. (PDP) qui gère et aménage l'ancienne Base des Forces canadiennes (BFC) Toronto pour en faire un espace vert urbain à vocation récréative; et la Société du Vieux-Port de Montréal inc. (SVPM) qui gère et aménage le Vieux-Port de Montréal à des fins d'activités culturelles, récréatives et touristiques. Ces deux sociétés mandataires sont régies à titre de société d'État.

Pour réaliser son mandat, la SIC achète du gouvernement des biens stratégiques excédentaires qui offrent d'importantes possibilités de développement, exigent une planification novatrice, un changement de zonage, un entretien ou un assainissement de l'environnement, ou qui font l'objet d'autres sensibilités particulières à divers échelons gouvernementaux. La SIC entreprend ensuite ces activités et vend ou dispose autrement des biens pour un profit. La SIC est présentement active dans 22 municipalités partout au Canada.

L'actif immobilier de la SIC se divise en trois grandes catégories, à savoir les biens immobiliers offerts en location, les biens immobiliers en voie de développement et les terrains destinés à l'aménagement ou à la vente. La principale propriété, qu'elle possède et gère, est l'une des attractions touristiques nationales les plus reconnaissables au Canada, soit la Tour CN à Toronto.

## Société Radio-Canada

Patrimoine canadien

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée<sup>46</sup>  
Ministre du Patrimoine canadien

### Président du conseil

Timothy W. Casgrain

### Président et premier dirigeant

Robert Rabinovitch

### Siège social

181, rue Queen  
C.P. 3220, succursale C  
Ottawa (Ontario) K1P 1K9

Téléphone : 613-288-6000

Numéro sans frais : 1-866-306-4636

Site Web : <http://www.cbc.radio-canada.ca>

### Fin de l'exercice

31 mars

### Vérificateur

Vérificateur général du Canada

### Loi de constitution

Constituée en vertu de la *Loi canadienne sur la radiodiffusion* de 1936 et prorogée en vertu des lois sur la radiodiffusion de 1958, 1968 et 1991 (L.R.C. 1991, ch. 11)

### Statut

Exempte de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (sauf les articles 131 à 148); mandataire de Sa Majesté

### Mandat

En qualité de radiodiffuseur public du Canada, la Société a pour mission de renseigner, d'éclairer et de divertir; de contribuer au développement et au partage d'une conscience et d'une identité nationale; de traduire la diversité régionale et culturelle du Canada et de contribuer au développement de la culture et du talent au Canada.

## Profil de la société

Pour mener à bien son mandat, la Société Radio-Canada (SRC) produit, acquiert et distribue une programmation canadienne en français, en anglais et en huit langues autochtones, et elle offre également un choix d'émissions provenant de tous les pays du monde.

Depuis le 31 mars 2005, les émissions de la SRC sont distribuées au moyen de satellites alliés à un réseau d'ondes hertziennes et de lignes terrestres qui alimentent 105 stations de base, 1 238 réémetteurs de la SRC, 46 stations privées affiliées et 224 réémetteurs de stations affiliées ou communautaires.

---

46. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Josée Verner a été nommée ministre responsable.



---

# Téléfilm Canada

Patrimoine canadien

---

## Ministre de tutelle

L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée<sup>47</sup>  
Ministre du Patrimoine canadien

## Président du conseil par intérim

Felix Fraser

## Directeur général

Wayne Clarkson

## Siège social

360, rue Saint-Jacques, bureau 500  
Montréal (Québec) H2Y 1P5

Téléphone : 514-283-6363

Numéro sans frais : 1-800-567-0890

Télécopieur : 514-283-8212

Site Web : <http://www.telefilm.gc.ca>

## Fin de l'exercice

31 mars

## Vérificateur

Vérificateur général du Canada

## Loi de constitution

1967; *Loi sur Téléfilm Canada* (L.R.C. 1985, ch. C-16)

## Statut

Exempte de l'application des sections I à IV de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (sauf les articles 90 à 93, 94(2), 95, 99, 100, 102 et 131 à 148 et 154.01), mandataire de Sa Majesté

## Mandat

Favoriser et encourager le développement de l'industrie audiovisuelle au Canada.

## Profil de la société

Tel que révisée en 2005, la *Loi sur Téléfilm Canada*, C.16, paragr.10 (1) et (8), le mandat de la société est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle au Canada et d'agir conformément aux ententes conclues avec le ministère du Patrimoine canadien quant à la prestation de services ou de programmes se rapportant aux industries audiovisuelles.

En tant qu'instrument de politique du gouvernement fédéral, Téléfilm Canada apporte un soutien aux industries audiovisuelles du Canada visant la création d'œuvres et de produits culturels qui reflètent la diversité canadienne, pour les auditoires canadiens. Grâce à divers programmes, Téléfilm Canada dessert trois secteurs de l'industrie canadienne : le cinéma, la télévision et les nouveaux médias.

Téléfilm Canada est une société d'État qui relève du Parlement canadien par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. Téléfilm Canada offre ses services aux industries audiovisuelles canadiennes dans ses quatre bureaux régionaux situés à Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

---

47. L'information est valable en date du 31 juillet 2007. Le 14 août 2007, l'honorable Josée Verner a été nommée ministre responsable.

## VIA Rail Canada Inc.

Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Ministre de tutelle

L'honorable Lawrence Cannon, C.P., député  
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

### Président du conseil

Donald A. Wright

### Président et premier dirigeant

Paul Côté

### Siège social

3, Place Ville-Marie, bureau 500  
Montréal (Québec) H3B 2C9  
Téléphone : 514-871-6000  
Télécopieur : 514-871-6619  
Site Web : <http://www.viarail.ca>

### Fin de l'exercice

31 décembre

### Vérificateurs

Vérificateur général du Canada  
Ernst & Young s.r.l.

### Loi de constitution

1977; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*

### Statut

Partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; non-mandataire de Sa Majesté

### Mandat

Gérer et fournir un service de transport ferroviaire pour passagers, sûr et efficace.

## Profil de la société

VIA Rail Canada Inc. (VIA Rail) a été établie en tant que société d'État en 1977, pour offrir aux Canadiens des services de trains de voyageurs, tout au long de l'année, aux grandes villes et petites collectivités, y compris celles dont le train demeure le seul moyen de transport disponible. VIA Rail exploite un réseau qui comprend 12 500 kilomètres de voie ferrée sur lesquels circulent plus de 492 trains par semaine, qui desservent plus de 450 collectivités au pays.

Pour réaliser son mandat, VIA Rail a mis en place un Système de gestion de la sécurité et des mesures de sûretés, nouvelles ou améliorées. VIA Rail poursuit des discussions avec les partenaires propriétaires de l'infrastructure pour déterminer les possibilités d'améliorer sa ponctualité. La société possède de nombreux partenariats stratégiques afin d'améliorer les services de transport combiné pour les clients. De plus, VIA Rail pratique ses activités d'une manière respectueuse de l'environnement conformément à son Système de gestion de l'environnement et aux normes ISO 14000:2004.

---

## 2.5 Portefeuille des sociétés d'État

Ce chapitre présente les données statistiques relatives aux sociétés d'État et à leurs portefeuilles de sociétés, entre le 1<sup>er</sup> août 2006 et le 31 juillet 2007. À noter que la date d'arrêt utilisée aux fins du rapport de cette année a été rajustée pour accroître la cohérence entre les différentes périodes de référence tout au long du rapport. Les données présentées sont réparties sous les trois parties suivantes :

**Partie 1 : Résumé statistique** fait la comparaison avec le nombre de sociétés d'État mères, de filiales, de partenariats légaux et de sociétés affiliées qui existaient à la fin de l'exercice précédent;

**Partie 2 : Changements survenus pendant l'exercice** identifie seulement les changements spécifiques (ajouts ou suppressions) survenus au sein des sociétés d'État mères et de leurs filiales, partenariats légaux et sociétés affiliées;

**Partie 3 : Portefeuille des sociétés d'État** présente en ordre alphabétique le répertoire complet des sociétés d'État mères avec leurs filiales, partenariats légaux et sociétés affiliées.

## Partie 1 : Résumé statistique

Nombre de sociétés d'État mères et de filiales en propriété exclusive et autres filiales, sociétés affiliées et partenariats légaux (au 31 juillet 2007)

|  | 2007 | 2006 |
|--|------|------|
| Sociétés d'État mères                                      | 44   | 43   |
| Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)               | 65   | 53   |
| Autres filiales, sociétés affiliées et partenariats légaux | 23   | 48   |

## Partie 2 : Changements survenus pendant l'exercice

### Marine Atlantique S.S.C.

#### Filiale en propriété exclusive (100 p. 100)

- Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve S.S.C.<sup>48</sup> Ajoutée

### Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

#### Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)

|   |           |
|---|-----------|
| • 2096725 Ontario Inc. <sup>49</sup>          | Supprimée |
| • 3102444 Nova Scotia Limited                 | Supprimée |
| • 3478092 Canada Inc.                         | Supprimée |
| • 4296524 Canada Inc.                         | Supprimée |
| • 4345177 Canada Inc.                         | Supprimée |
| • 6165061 Canada Inc.                         | Supprimée |
| • Datura Private Investments Inc.             | Ajoutée   |
| • ESS-LUX                                     | Supprimée |
| • Infra-PSP ECEF Inc.                         | Ajoutée   |
| • Infra-PSP Canada Inc.                       | Ajoutée   |
| • Infra-PSP Partners Inc.                     | Ajoutée   |
| • PSP Public Credit I Inc.                    | Ajoutée   |
| • PSPEUR                                      | Supprimée |
| • PSPIB Destiny Inc.                          | Ajoutée   |
| • PSPIB Realty Holdings U.S. LP (0,01 p. 100) | Supprimée |
| • PSPIB Realty Holdings U.S. LP (99,9 p. 100) | Supprimée |
| • PSPIB Realty U.S. Inc.                      | Supprimée |

48. Erreur relevée : Filiale en propriété exclusive détenue depuis 2000; aurait du être rapportée précédemment. Cette société est inactive et ne possède aucun élément d'actif ou de passif.

49. Erreur relevée : Filiale en propriété exclusive détenue en 2006; aurait du être rapportée l'an dernier. Depuis, cette société a été supprimée.

|  |           |
|--|-----------|
| • PPSIB U.S. Nominee Inc.              | Supprimée |
| • PPSIB-BV G.P. Inc.                   | Supprimée |
| • PPSIB-LS Inc.                        | Supprimée |
| • PPSIB-Newbury G.P. Inc.              | Supprimée |
| • PPSIB-RE Deposit Inc.                | Supprimée |
| • PPSIB-RE Finance Partners II Inc.    | Ajoutée   |
| • PPSIB-SHRT Inc.                      | Supprimée |
| • PPSIB-SHRT U.S. Inc.                 | Supprimée |
| • PPSIB-Star Inc.                      | Supprimée |
| • Red Isle Private Investments Inc.    | Ajoutée   |
| • Trinity Bay Private Investments Inc. | Ajoutée   |
| • West/PBI Incorporated                | Supprimée |

### Office d'investissement du régime de pensions du Canada

#### Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)

- |   |         |
|---|---------|
| • CPP Investment Board (USRE II) Inc.                                       | Ajoutée |
| • CPP Investment Board (USRE III) Inc.                                      | Ajoutée |
| • CPP Investment Board (USRE IV) Inc.                                       | Ajoutée |
| • Société de placements immobiliers de l'Office d'investissement du RPC (2) | Ajoutée |

### Société canadienne des postes

#### Filiale en propriété exclusive (100 p. 100)

|                     |           |
|---------------------|-----------|
| • EPO Holdings Inc. | Supprimée |
| • EPO Inc.          | Supprimée |

#### Filiale en propriété majoritaire (50 à 99 p. 100)

|  |           |
|--|-----------|
| • Canadian Teleservices Corporation (90,95 p. 100)     | Supprimée |
| • Distribution Management Services Inc. (90,95 p. 100) | Supprimée |
| • Intelcom Courier Canada Inc. (50,0 p. 100)           | Supprimée |
| • Purolator Customs Services Ltd. (90,95 p. 100)       | Supprimée |
| • Supercourier (1987) Ltd. (90,95 p. 100)              | Supprimée |

#### Société affiliée en propriété minoritaire (moins de 50 p. 100)

|  |           |
|--|-----------|
| • Progistix-Solutions Ind. (2,63 p. 100) | Supprimée |
|--|-----------|

**Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie** Ajoutée

### Société d'expansion du Cap-Breton

#### Filiale en propriété exclusive (100 p. 100)

- |                            |         |
|----------------------------|---------|
| • Cape Breton Casting Inc. | Ajoutée |
|----------------------------|---------|

#### Société affiliée en propriété minoritaire (moins de 50 p. 100)

|                        |           |
|------------------------|-----------|
| • Lynnwood Inn Limited | Supprimée |
|------------------------|-----------|

### Partie 3 : Portefeuille des sociétés d'État

- 
- 1. Administration canadienne de la sûreté du transport aérien**

---

  - 2. Administration de pilotage de l'Atlantique**

---

  - 3. Administration de pilotage des Grands Lacs**

---

  - 4. Administration de pilotage des Laurentides**

---

  - 5. Administration de pilotage du Pacifique**

---

  - 6. Administration du pont Blue Water**

---

  - 7. Banque de développement du Canada**  
Filiale en propriété exclusive (100 p. 100)
    - BDC Capital Inc.

---

  - 8. Banque du Canada**

---

  - 9. Centre de recherches pour le développement international**

---

  - 10. Commission canadienne du lait**

---

  - 11. Commission canadienne du tourisme**

---

  - 12. Commission de la capitale nationale**

---

  - 13. Conseil canadien des normes**

---

  - 14. Conseil des Arts du Canada**

---

  - 15. Construction de Défense (1951) Limitée**

---

  - 16. Corporation commerciale canadienne**

---

  - 17. Corporation de développement des investissements du Canada, La**  
Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)
    - Canada Eldor Inc.
    - Canada Hibernia Holding Corporation et sa société affiliée
      - Hibernia Management and Development Company Ltd. (8,5 p. 100)

---

  - 18. Énergie atomique du Canada limitée**  
Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)
    - AECL Technologies B.V.
    - AECL Technologies Inc.

---

  - 19. Exportation et développement Canada**  
Filiale en propriété exclusive (100 p. 100)
    - Exinvest Inc.

---

  - 20. Financement agricole Canada**

---

  - 21. Fondation canadienne des relations raciales**

---

  - 22. Institut de la statistique des Premières nations**

---

  - 23. Marine Atlantique S.C.C.**  
Filiale en propriété exclusive (100 p. 100)
    - Compagnie des chantiers maritimes de Terre-Neuve S.S.C.
-

---

## **24. Monnaie royale canadienne**

### **Filiale en propriété exclusive (100 p. 100)**

- RCMH-MRCF Inc. et sa société affiliée
  - Services spécialisés TGM Inc. (50,0 p. 100)

---

## **25. Musée canadien de la nature**

---

## **26. Musée canadien des civilisations**

---

## **27. Musée des beaux-arts du Canada**

---

## **28. Musée national des sciences et de la technologie**

---

## **29. Office de commercialisation du poisson d'eau douce**

---

## **30. Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public**

### **Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)**

- Blue & Gold Private Investments Inc.
  - Datura Private Investments Inc.
  - Galvaude Private Investments Inc.
  - Infra-PSP Canada Inc.
  - Infra-PSP ECEF Inc.
  - Infra-PSP GP Partners Inc.
  - Infra-PSP Partners Inc.
  - Ivory Private Investments Inc.
  - Port-aux-Choix Private Investments Inc.
  - PSP Capital Inc.
  - PSP Public Credit I Inc.
  - PSP Finco Inc.
  - PSPIB Destiny Inc.
  - PSPIB G.P. Finance Inc.
  - PSPIB G.P. Inc.
  - PSPIB G.P. Partners Inc.
  - PSPIB Immobilier International Inc.
  - PSPIB IRP60 Inc.
  - PSPIB Michigan G.P. Inc.
  - PSPIB-AFP Inc.
  - PSPIB-FLSA Inc.
-

- PSPIB-MSR Inc.
- PSPIB-RE Direct Inc.
- PSPIB-RE Finance Inc.
- PSPIB-RE Finance Partners Inc.
- PSPIB-RE Finance Partners II Inc.
- PSPIB-RE Partners Inc.
- PSPIB-SDL Inc.
- PSPLUX et sa filiale
- Red Isle Private Investments Inc.
- Trinity Bay Private Investments Inc.

---

### **31. Office d'investissement du régime de pensions du Canada**

#### **Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)**

- CPP Investment Board (USRE) Inc.
- CPP Investment Board (USRE II) Inc.
- CPP Investment Board (USRE III) Inc.
- CPP Investment Board (USRE IV) Inc.
- CPP Investment Board European Holdings S.à.r.l.
- Société de placements immobiliers de l'Office d'investissement du RPC
- Société de placements immobiliers de l'Office d'investissement du RPC (2)
- Société de placements privés de l'Office d'investissement du RPC

---

### **32. Ridley Terminals Inc.**

---



---

### 33. Société canadienne des postes

#### Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)

- 2875039 Canada Limitée (100 p. 100) et sa filiale
  - 964102 Ontario Inc. (100 p. 100)
- 2875047 Canada Limited (100 p. 100)
- 3906949 Canada Inc. (100 p. 100)
- Postes Canada internationale limitée (100 p. 100) et sa filiale
  - Nieuwe Post Nederlandse Antillen N.V. (100 p. 100)

#### Filiale en propriété majoritaire (50 à 99 p. 100)

- Innovaposte Inc. (51,0 p. 100)
- Les investissements Purolator Ltée (80,82 p. 100 via 2875039 Canada Limited) et sa filiale
  - Courrier Purolator Ltée (100 p. 100) et ses filiales
    - Purolator Holdings U.S. Ltd. (100 p. 100)
    - Purolator USA Inc. (100 p. 100)
    - Purolator Trade Solutions Ltd. (51,0 p. 100)
- Progistix-Solutions Inc. (97,37 p. 100) et ses filiales
  - Assured Logistics Inc. (100 p. 100)
  - 6076386 Canada Inc. (100 p. 100)

#### Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50 p. 100)

- Co-operative Vereniging International Post Corporation U.A. (5,92 p. 100) et sa filiale
  - IPC CV (100 p. 100)
- Les investissements Purolator Ltée (10,13 p. 100 détenu directement par SCP)

---

### 34. Société canadienne d'hypothèques et de logement

#### Filiale en propriété exclusive (100 p. 100)

- Fiducie du Canada pour l'habitation<sup>50</sup>

---

### 35. Société d'assurance-dépôts du Canada

#### Filiale en propriété exclusive (100 p. 100)

- Adelaide Capital Corporation

---

### 36. Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie

---

### 37. Société de développement du Cap-Breton

---

### 38. Société des ponts fédéraux Limitée, La

#### Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)

- Corporation du Pont international de la voie maritime Ltée, La
- Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Les

#### Filiale en propriété majoritaire (50 à 99 p. 100)

- St. Mary's River Bridge Company

---

50. La Fiducie du Canada pour l'habitation n'a aucun capital action mais est plutôt une entité à détenteur de droits variables, qui, pour fin comptable est consolidée avec les activités de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

---

### 39. Société d'expansion du Cap-Breton

#### Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)

- Cape Breton Casting Inc.
- Cape Breton Marine Farming Limited<sup>51</sup>
- Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton<sup>52</sup>
- DARR (Cape Breton) Limited
- Gulf Bras d'Or Estates Limited<sup>51</sup>

#### Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50 p. 100)

- Bell Bay Golf Developments Incorporated

---

### 40. Société du Centre national des Arts

---

### 41. Société immobilière du Canada limitée

#### Filiales en propriété exclusive (100 p. 100)

- Parc Downsview Park Inc.<sup>53</sup>
- Société immobilière du Canada CLC limitée
- Société du Vieux-Port de Montréal inc.<sup>54</sup>

---

### 42. Société Radio-Canada

#### Sociétés affiliées en propriété minoritaire (moins de 50 p. 100)

- ARTV (37,0 p. 100)
- Cable North Microwave Limited (1 action)
- Master FM Limited (20,0 p. 100)
- Sirius Canada Inc. (25,05 p. 100)
- The Canadian Documentary Channel (29,0 p. 100)
- TV5 Monde (6,7 p. 100)
- Visnews Limited (1 action)

---

### 43. Téléfilm Canada

---

### 44. VIA Rail Canada Inc.

---

---

51. Société inactive.

52. Aux termes du décret en conseil (C.P. 2007-0951) en vigueur le 7 juin 2007, la Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton n'est plus une société d'État mère, mais une filiale en propriété exclusive de la Société d'expansion du Cap-Breton.

53. Parc Downsview Park Inc., une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue par décret (C.P. 2003-1304) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.

54. La Société du Vieux-Port de Montréal inc., une filiale en propriété exclusive de la Société immobilière du Canada limitée, a été tenue par décret (C.P. 1987-86) de faire rapport de ses activités comme si elle était une société d'État mère.

---

## 2.6 Dépôt des rapports des sociétés d'État au Parlement

Le paragraphe 152(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) prévoit la présentation d'un rapport sur le dépôt des rapports des sociétés d'État. Le rapport doit indiquer les résumés du plan d'entreprise et les rapports annuels qui devaient être déposés au Parlement au plus tard le 31 juillet et confirmer ceux qui ont effectivement été déposés.

Les sociétés d'État font rapport au Parlement au moyen de trois documents clés, notamment le résumé du plan d'entreprise, un ou plusieurs résumés du budget et le rapport annuel. À moins que la société ne soit exemptée<sup>55</sup>, le ministre responsable doit déposer au moins un résumé du budget d'investissement et éventuellement un résumé du budget de fonctionnement<sup>56</sup>. Ainsi, les données sur le dépôt de 37 sociétés d'État (sur un total de 46 sociétés d'État) figurent dans le présent chapitre.

Les résumés du plan d'entreprise et des budgets déposés au Parlement reposent sur le plan d'entreprise et les budgets approuvés et concernent les activités et les investissements prévus ou futurs de la société et, s'il y a lieu, de ses filiales en propriété exclusive. Les rapports annuels des sociétés d'État renseignent le Parlement sur le rendement réel de la société par rapport aux objectifs, aux stratégies et aux activités approuvés par le gouvernement et présentés dans les résumés du plan d'entreprise et des budgets déposés précédemment.

### **Délais prescrits pour le dépôt au Parlement et les résultats obtenus**

Les délais prescrits par la Loi pour le dépôt de ces documents devant chacune des Chambres du Parlement sont les suivants :

- ▶ **Résumé du plan d'entreprise original ou modifié** : dans les trente jours de séance suivant l'approbation du plan d'entreprise par le gouverneur en conseil.
- ▶ **Résumé du budget d'investissement ou du budget de fonctionnement** : dans les trente jours de séance suivant l'approbation des budgets par le Conseil du Trésor.

---

55. La Banque du Canada, le Conseil des Arts du Canada, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, la Société Radio-Canada, la Fondation canadienne des relations raciales, le Centre de recherches pour le développement international, la Société du Centre national des Arts, l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et Téléfilm Canada ne sont tenus ni de soumettre à l'approbation du gouverneur en conseil leur plan d'entreprise ni de déposer au Parlement le résumé de leur plan d'entreprise et de leurs budgets d'investissement et/ou de fonctionnement.

56. La Société canadienne des postes, la Monnaie royale canadienne et la Corporation de développement des investissements du Canada ne sont pas tenues de déposer au Parlement le résumé de leur budget de fonctionnement.

Lorsque les budgets de fonctionnement et/ou d'investissement sont intégrés au plan d'entreprise, la date limite est la même que pour le sommaire du plan d'entreprise.

**Rapport annuel :** dans les quinze jours de séance suivant la réception du rapport par le ministre de tutelle, qui devrait avoir lieu au plus tard dans les trois mois suivant la fin de l'exercice financier de la société.

Le délai de dépôt des rapports annuels est déterminé à partir de la date à laquelle le ministre responsable a accusé réception du rapport, lorsque cette date est connue, ou est fixée à trois mois après la clôture de l'exercice de la société, le délai le plus court étant retenu.

Il est également important de souligner que tous les délais de dépôt dans ce rapport ont été calculés en fonction du nombre réel de jours de séance jusqu'au 31 juillet 2007.

### **Résultats globaux**

Au cours de la période d'un an s'étant terminée le 31 juillet 2007, 162 rapports ont été déposés à la Chambre des communes et 158 au Sénat pour un total de 320. De ce nombre, 267 ont été déposés à temps. Un total de 91 rapports qui devaient être déposés au cours de la période ne l'ont pas encore été (38) ou l'ont été après la date limite de dépôt (53). Près de la moitié (42) des 91 rapports ont été légèrement en retard puisqu'ils ont été déposés dans les 15 jours suivant la date limite.

Le nombre de rapports requis non déposés ou déposés en retard a augmenté cette année (91 en 2007 par rapport à 59 en 2006). Parmi ceux-ci, 84 relèvent de deux portefeuilles ministériels. Le SCT a l'intention de travailler en étroite collaboration avec les fonctionnaires responsables des affaires parlementaires de ces deux ministères afin d'améliorer leurs résultats en ce qui a trait au dépôt de leurs documents pour la prochaine année.

La vérificatrice générale du Canada a effectué une vérification de ces renseignements qui se trouvent à la section 2.6 et son rapport est annexé à la présente section.

**Tableau 13 : Sommaire des statistiques des retards de dépôts – 2007**

| Chambre des communes                          | Nombre de jours de séance<br>passés depuis la date limite <sup>57</sup> |           |          |          |           | Total     |
|---|---|-----------|----------|----------|-----------|-----------|
|   | 1-15  | 16-30     | 31-60    | 61-90    | 91+       |           |
| Rapport annuel                                | 4   | 2         | 1        |          | 2         | 9         |
| Résumé du plan d'entreprise                   | 10  | 2         |          |          | 1         | 13        |
| Résumé du plan d'entreprise modifié           |   |           |          | 1        | 3         | 4         |
| Résumé du budget d'investissement             | 10  | 2         | 1        | 1        | 1         | 15        |
| Résumé du budget d'investissement<br>modifié  |   | 1         |          | 1        | 2         | 4         |
| Résumé du budget de fonctionnement            | 10  | 2         | 1        | 1        | 1         | 15        |
| Résumé du budget de fonctionnement<br>modifié |   | 1         |          |          | 2         | 3         |
| <b>Total</b>                                  | <b>34</b>   | <b>10</b> | <b>3</b> | <b>4</b> | <b>12</b> | <b>63</b> |

\* La Chambre des communes a siégé 129 jours entre le 1<sup>er</sup> août 2006 et le 31 juillet 2007.

| Sénat   | Nombre de jours de séance<br>passés depuis la date limite <sup>57</sup> |          |           |          |          | Total     |
|---|---|----------|-----------|----------|----------|-----------|
|   | 1-15  | 16-30    | 31-60     | 61-90    | 91+      |           |
| Rapport annuel                                | 3   |          | 1         | 1        | 1        | 6         |
| Résumé du plan d'entreprise                   | 2   |          | 1         |          |          | 3         |
| Résumé du plan d'entreprise modifié           |   |          | 2         |          | 2        | 4         |
| Résumé du budget d'investissement             | 2   | 1        | 2         |          |          | 5         |
| Résumé du budget d'investissement modifié     |   |          | 2         |          | 1        | 3         |
| Résumé du budget de fonctionnement            | 2   | 1        | 2         |          |          | 5         |
| Résumé du budget de fonctionnement<br>modifié |   |          |           |          | 2        | 2         |
| <b>Total</b>                                  | <b>9</b>  | <b>2</b> | <b>10</b> | <b>1</b> | <b>6</b> | <b>28</b> |

\* Le Sénat a siégé 84 jours entre le 1<sup>er</sup> août 2006 et le 31 juillet 2007.

57. Chaque colonne inclut, non seulement des documents qui ont été déposés en retard, mais peut aussi inclure les documents qui n'ont pas encore été déposés (p. ex. ceux non encore déposés au 31 juillet 2007).

Dépôt des rapports des sociétés d'État mères au Parlement pendant l'exercice se terminant le 31 juillet 2007

| Document devant être déposé   |   | Chambre des communes |            | Sénat       |            |
|---|---|----------------------|------------|-------------|------------|
|   |   | Date limite          | Dépôt      | Date limite | Dépôt      |
| <b>Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (fin de l'exercice : 31 mars)</b> |   |                      |            |             |            |
| 2005-2006   | Rapport annuel                                    | 2006-10-06           | 2006-09-19 | 2006-11-01  | 2006-09-26 |
| 2006-2007   | Résumé du budget d'investissement                 | 2006-11-03           | 2006-11-27 | 2006-12-11  | 2006-11-28 |
|   | Résumé du budget de fonctionnement                | 2006-11-03           | 2006-11-27 | 2006-12-11  | 2006-11-28 |
| 2006-2007 à 2010-2011   | Résumé du plan d'entreprise                       | 2006-11-03           | 2006-11-27 | 2006-12-11  | 2006-11-28 |
| <b>Administration de pilotage de l'Atlantique (fin de l'exercice : 31 décembre)</b>             |   |                      |            |             |            |
| 2006  | Rapport annuel                                    | 2007-05-04           | 2007-05-01 | 2007-05-17  | 2007-05-02 |
| 2007  | Résumé du budget d'investissement                 | 2007-03-23           | 2007-05-01 | 2007-05-02  | 2007-05-02 |
|   | Résumé du budget de fonctionnement                | 2007-03-23           | 2007-05-01 | 2007-05-02  | 2007-05-02 |
| 2007 à 2011   | Résumé du plan d'entreprise                       | 2007-03-23           | 2007-05-01 | 2007-05-02  | 2007-05-02 |
| <b>Administration de pilotage des Grands Lacs (fin de l'exercice : 31 décembre)</b>             |   |                      |            |             |            |
| 2005  | Résumé du budget de fonctionnement – modification | 2005-06-02           | pas encore | 2005-06-28  | pas encore |
| 2005 à 2009   | Résumé du plan d'entreprise – modification        | 2005-06-02           | pas encore | 2005-06-28  | pas encore |
| 2006  | Rapport annuel                                    | 2007-05-04           | 2007-05-10 | 2007-05-17  | 2007-05-15 |
| 2006  | Résumé du budget d'investissement                 | 2006-11-24           | 2007-01-29 | 2006-12-14  | 2007-01-30 |
|   | Résumé du budget de fonctionnement                | 2006-11-24           | 2007-01-29 | 2006-12-14  | 2007-01-30 |
| 2006 à 2010   | Résumé du plan d'entreprise                       | 2006-11-24           | 2007-01-29 | 2006-12-14  | 2007-01-30 |
| 2007  | Résumé du budget d'investissement                 | 2007-03-23           | 2007-04-16 | 2007-05-02  | 2007-04-17 |
|   | Résumé du budget de fonctionnement                | 2007-03-23           | 2007-04-16 | 2007-05-02  | 2007-04-17 |
| 2007 à 2011   | Résumé du plan d'entreprise                       | 2007-03-23           | 2007-04-16 | 2007-05-02  | 2007-04-17 |

| Document devant être déposé   |                                    | Chambre des communes |            | Sénat       |            |
|---|------------------------------------|----------------------|------------|-------------|------------|
|   |                                    | Date limite          | Dépôt      | Date limite | Dépôt      |
| <b>Administration de pilotage des Laurentides (fin de l'exercice : 31 décembre)</b> |                                    |                      |            |             |            |
| 2005  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2005  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2005 à 2009   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2006  | Rapport annuel                     | 2007-05-04           | 2007-05-17 | 2007-05-17  | 2007-05-29 |
| 2006  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2006  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2006 à 2010   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2007  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2007  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2007 à 2011   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| <b>Administration de pilotage du Pacifique (fin de l'exercice : 31 décembre)</b>    |                                    |                      |            |             |            |
| 2006  | Rapport annuel                     | 2007-05-10           | 2007-05-10 | 2007-05-31  | 2007-05-15 |
| 2007  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2007  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| 2007 à 2011   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-03-23           | 2007-04-19 | 2007-05-02  | 2007-04-24 |
| <b>Administration du pont Blue Water (fin de l'exercice : 31 août)</b>              |                                    |                      |            |             |            |
| 2005-2006   | Rapport annuel                     | 2007-02-06           | 2007-04-16 | 2007-02-14  | 2007-04-17 |
| 2006-2007   | Résumé du budget d'investissement  | 2007-02-27           | 2007-02-13 | 2007-04-17  | 2007-02-14 |
| 2006-2007   | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-02-27           | 2007-02-13 | 2007-04-17  | 2007-02-14 |
| 2006-2007 à 2010-2011   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-02-27           | 2007-02-13 | 2007-04-17  | 2007-02-14 |

| Document devant être déposé  |   | Chambre des communes |            | Sénat              |               |
|--|---|----------------------|------------|--------------------|---------------|
|  |   | Date limite          | Dépôt      | Date limite        | Dépôt         |
| <b>Banque de développement du Canada (fin de l'exercice : 31 mars)</b>     |   |                      |            |                    |               |
| 2006-2007  | Rapport annuel                                    | n.d. <sup>58</sup>   | 2007-07-18 | n.d. <sup>58</sup> | pas encore dû |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement                 | 2007-05-17           | 2007-05-17 | 2007-06-19         | 2007-05-29    |
|  | Résumé du budget de fonctionnement                | 2007-05-17           | 2007-05-17 | 2007-06-19         | 2007-05-29    |
| 2007-2008 à 2011-2012  | Résumé du plan d'entreprise                       | 2007-05-17           | 2007-05-17 | 2007-06-19         | 2007-05-29    |
| <b>Commission canadienne du lait (fin de l'exercice : 31 juillet)</b>      |   |                      |            |                    |               |
| 2005-2006  | Rapport annuel                                    | 2006-11-28           | 2006-10-31 | 2006-12-07         | 2006-11-01    |
| 2006-2007  | Résumé du budget d'investissement                 | 2006-11-03           | 2006-09-25 | 2006-12-06         | 2006-09-26    |
|  | Résumé du budget de fonctionnement                | 2006-11-03           | 2006-09-25 | 2006-12-06         | 2006-09-26    |
| 2006-2007 à 2010-2011  | Résumé du plan d'entreprise                       | 2006-11-03           | 2006-09-25 | 2006-12-06         | 2006-09-26    |
| <b>Commission canadienne du tourisme (fin de l'exercice : 31 décembre)</b> |   |                      |            |                    |               |
| 2005   | Résumé du budget d'investissement – modification  | 2005-11-22           | pas encore | 2006-05-17         | pas encore    |
|  | Résumé du budget de fonctionnement – modification | 2005-11-22           | pas encore | 2006-05-17         | pas encore    |
| 2005 à 2009  | Résumé du plan d'entreprise – modification        | 2005-11-22           | pas encore | 2006-05-17         | pas encore    |
| 2006   | Rapport annuel                                    | 2007-05-04           | 2007-05-04 | 2007-05-17         | 2007-05-08    |
| 2006   | Résumé du budget d'investissement                 | 2007-02-07           | pas encore | 2007-02-27         | pas encore    |
|  | Résumé du budget de fonctionnement                | 2007-02-07           | pas encore | 2007-02-27         | pas encore    |
| 2006 à 2010  | Résumé du plan d'entreprise                       | 2007-02-07           | 2007-02-01 | 2007-02-27         | 2007-02-06    |
| 2007   | Résumé du budget d'investissement                 | 2007-03-19           | pas encore | 2007-04-24         | pas encore    |
|  | Résumé du budget de fonctionnement                | 2007-03-19           | pas encore | 2007-04-24         | pas encore    |
| 2007 à 2011  | Résumé du plan d'entreprise                       | 2007-03-19           | 2007-02-01 | 2007-04-24         | 2007-02-06    |

58. La date limite n'est pas encore disponible.



| Document devant être déposé   |                                    | Chambre des communes |            | Sénat              |            |
|---|------------------------------------|----------------------|------------|--------------------|------------|
|   |                                    | Date limite          | Dépôt      | Date limite        | Dépôt      |
| <b>Commission de la capitale nationale (fin de l'exercice : 31 mars)</b>    |                                    |                      |            |                    |            |
| 2005-2006   | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-09-19 | 2006-11-01         | 2006-09-26 |
| 2006-2007   | Résumé du budget d'investissement  | 2006-11-03           | 2006-09-20 | 2006-12-11         | 2006-09-26 |
|   | Résumé du budget de fonctionnement | 2006-11-03           | 2006-09-20 | 2006-12-11         | 2006-09-26 |
| 2006-2007 à 2010-2011   | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-11-03           | 2006-09-20 | 2006-12-11         | 2006-09-26 |
| 2007-2008   | Résumé du budget d'investissement  | 2007-06-07           | 2007-06-20 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-21 |
|   | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-06-07           | 2007-06-20 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-21 |
| 2007-2008 à 2011-2012   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-06-07           | 2007-06-20 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-21 |
| <b>Conseil canadien des normes (fin de l'exercice : 31 mars)</b>            |                                    |                      |            |                    |            |
| 2005-2006   | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-10-02 | 2006-11-01         | 2006-10-03 |
| 2007-2008   | Résumé du budget d'investissement  | 2007-05-10           | 2007-05-09 | 2007-06-13         | 2007-05-10 |
|   | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-05-10           | 2007-05-09 | 2007-06-13         | 2007-05-10 |
| 2007-2008 à 2011-2012   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-05-10           | 2007-05-09 | 2007-06-13         | 2007-05-10 |
| <b>Construction de Défense (1951) Limitée (fin de l'exercice : 31 mars)</b> |                                    |                      |            |                    |            |
| 2005-2006   | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-09-21 | 2006-11-01         | 2006-09-26 |
| 2006-2007   | Résumé du budget d'investissement  | 2006-10-27           | 2006-09-21 | 2006-11-28         | 2006-09-26 |
|   | Résumé du budget de fonctionnement | 2006-10-27           | 2006-09-21 | 2006-11-28         | 2006-09-26 |
| 2006-2007 à 2010-2011   | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-10-27           | 2006-09-21 | 2006-11-28         | 2006-09-26 |
| 2007-2008   | Résumé du budget d'investissement  | 2007-05-17           | 2007-04-16 | 2007-06-19         | 2007-04-17 |
|   | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-05-17           | 2007-04-16 | 2007-06-19         | 2007-04-17 |
| 2007-2008 à 2011-2012   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-05-17           | 2007-04-16 | 2007-06-19         | 2007-04-17 |

| Document devant être déposé   |                                    | Chambre des communes |            | Sénat              |               |
|---|------------------------------------|----------------------|------------|--------------------|---------------|
|   |                                    | Date limite          | Dépôt      | Date limite        | Dépôt         |
| <b>Corporation commerciale canadienne (fin de l'exercice : 31 mars)</b>                                 |                                    |                      |            |                    |               |
| 2005-2006   | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-09-18 | 2006-11-01         | 2006-09-26    |
| 2006-2007   | Résumé du budget d'investissement  | 2006-11-03           | 2006-09-18 | 2006-12-06         | 2006-09-26    |
|   | Résumé du budget de fonctionnement | 2006-11-03           | 2006-09-18 | 2006-12-06         | 2006-09-26    |
| 2006-2007 à 2010-2011   | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-11-03           | 2006-09-18 | 2006-12-06         | 2006-09-26    |
| 2007-2008   | Résumé du budget d'investissement  | 2007-05-17           | 2007-05-02 | 2007-06-19         | 2007-05-03    |
|   | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-05-17           | 2007-05-02 | 2007-06-19         | 2007-05-03    |
| 2007-2008 à 2011-2012   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-05-17           | 2007-05-02 | 2007-06-19         | 2007-05-03    |
| <b>Corporation de développement des investissements du Canada, La (fin de l'exercice : 31 décembre)</b> |                                    |                      |            |                    |               |
| 2006  | Rapport annuel                     | 2007-05-04           | 2007-05-04 | 2007-05-17         | 2007-05-08    |
| 2007  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-03-29           | 2007-03-29 | 2007-05-09         | 2007-04-17    |
| 2007 à 2011   | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-03-29           | 2007-03-29 | 2007-05-09         | 2007-04-17    |
| <b>Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton<sup>59</sup> (fin de l'exercice : 31 mars)</b>      |                                    |                      |            |                    |               |
| 2005-2006   | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | pas encore | 2006-11-01         | pas encore    |
| <b>Énergie atomique du Canada Limitée (fin de l'exercice : 31 mars)</b>                                 |                                    |                      |            |                    |               |
| 2005-2006   | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-09-18 | 2006-11-01         | 2006-09-27    |
| 2006-2007   | Rapport Annuel                     | n.d. <sup>58</sup>   | 2007-07-18 | n.d. <sup>58</sup> | pas encore dû |
| 2006-2007   | Résumé du budget d'investissement  | 2006-11-03           | 2006-10-31 | 2006-12-06         | 2006-11-01    |
|   | Résumé du budget de fonctionnement | 2006-11-03           | 2006-10-31 | 2006-12-06         | 2006-11-01    |
| 2006-2007 à 2010-2011   | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-11-03           | 2006-10-31 | 2006-12-06         | 2006-11-01    |

59. Depuis le 7 juin 2007, la Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton a cessé d'être une société d'État mère pour devenir une filiale à part entière de la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB).

| Document devant être déposé  |                                    | Chambre des communes |            | Sénat              |               |
|--|------------------------------------|----------------------|------------|--------------------|---------------|
|  |                                    | Date limite          | Dépôt      | Date limite        | Dépôt         |
| <b>Exportation et développement Canada (fin de l'exercice : 31 décembre)</b> |                                    |                      |            |                    |               |
| 2006   | Rapport annuel                     | 2007-05-04           | 2007-05-02 | 2007-05-17         | 2007-05-03    |
| 2007   | Résumé du budget d'investissement  | 2007-03-19           | 2007-03-19 | 2007-04-24         | 2007-03-20    |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-03-19           | 2007-03-19 | 2007-04-24         | 2007-03-20    |
| 2007 à 2011  | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-03-19           | 2007-03-19 | 2007-04-24         | 2007-03-20    |
| <b>Financement agricole Canada (fin de l'exercice : 31 mars)</b>             |                                    |                      |            |                    |               |
| 2005-2006  | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-07-19 | 2006-11-01         | 2006-09-26    |
| 2006-2007  | Rapport annuel                     | n.d. <sup>58</sup>   | 2007-07-18 | n.d. <sup>58</sup> | pas encore dû |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-05-17           | 2007-05-08 | 2007-06-19         | 2007-05-09    |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-05-17           | 2007-05-08 | 2007-06-19         | 2007-05-09    |
| 2007-2008 à 2011-2012  | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-05-17           | 2007-05-08 | 2007-06-19         | 2007-05-09    |
| <b>Marine Atlantique S.C.C. <sup>60</sup> (fin de l'exercice : 31 mars)</b>  |                                    |                      |            |                    |               |
| 2006   | Rapport annuel                     | 2007-05-04           | 2007-05-14 | 2007-05-17         | 2007-05-15    |
| 2006   | Résumé du budget d'investissement  | 2006-10-27           | 2006-11-29 | 2006-11-28         | 2006-12-05    |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2006-10-27           | 2006-11-29 | 2006-11-28         | 2006-12-05    |
| 2006 à 2010  | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-10-27           | 2006-11-29 | 2006-11-28         | 2006-12-05    |
| <b>Monnaie royale canadienne (fin de l'exercice : 31 décembre)</b>           |                                    |                      |            |                    |               |
| 2006   | Rapport annuel                     | 2007-05-04           | 2007-04-25 | 2007-05-17         | 2007-04-26    |
|  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-03-23           | 2007-03-21 | 2007-05-02         | 2007-03-22    |
| 2007 à 2011  | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-03-23           | 2007-03-21 | 2007-05-02         | 2007-03-22    |
| <b>Musée canadien de la nature (fin de l'exercice : 31 mars)</b>             |                                    |                      |            |                    |               |
| 2005-2006  | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-10-06 | 2006-11-01         | 2006-10-17    |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-06-07           | 2006-06-07 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-12    |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-06-07           | 2006-06-07 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-12    |

60. Le 2 novembre 2006, le CT a approuvé la modification de l'exercice pour Marine Atlantique S.C.C. (d'avril à mars), à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007. Auparavant, l'exercice couvrait la période de janvier à décembre.

| Document devant être déposé  |                                    | Chambre des communes |            | Sénat              |            |
|--|------------------------------------|----------------------|------------|--------------------|------------|
|  |                                    | Date limite          | Dépôt      | Date limite        | Dépôt      |
| <b>Musée canadien des civilisations (fin de l'exercice : 31 mars)</b>                    |                                    |                      |            |                    |            |
| 2005-2006  | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-10-06 | 2006-11-01         | 2006-10-17 |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-06-07           | 2007-06-07 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-12 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-06-07           | 2007-06-07 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-12 |
| <b>Musée des beaux-arts du Canada (fin de l'exercice : 31 mars)</b>                      |                                    |                      |            |                    |            |
| 2005-2006  | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-10-06 | 2006-11-01         | 2006-10-17 |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-06-07           | 2007-06-07 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-12 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-06-07           | 2007-06-07 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-12 |
| <b>Musée national des sciences et de la technologie (fin de l'exercice : 31 mars)</b>    |                                    |                      |            |                    |            |
| 2005-2006  | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-10-06 | 2006-11-01         | 2006-10-17 |
| 2006-2007  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-01-31           | 2007-01-29 | 2007-02-15         | 2007-01-30 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-01-31           | 2007-01-29 | 2007-02-15         | 2007-01-30 |
| 2006-2007 à 2010-2011  | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-01-31           | 2007-01-29 | 2007-02-15         | 2007-01-30 |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-06-07           | 2007-06-07 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-12 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-06-07           | 2007-06-07 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-12 |
| <b>Office de commercialisation du poisson d'eau douce (fin de l'exercice : 30 avril)</b> |                                    |                      |            |                    |            |
| 2005-2006  | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-10-16 | 2006-11-01         | 2006-10-17 |
| 2006-2007  | Résumé du budget d'investissement  | 2006-12-12           | 2006-11-20 | 2007-02-08         | 2006-11-21 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2006-12-12           | 2006-11-20 | 2007-02-08         | 2006-11-21 |
| 2006-2007 à 2010-2011  | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-12-12           | 2006-11-20 | 2007-02-08         | 2006-11-21 |

| Document devant être déposé  |                                    | Chambre des communes |            | Sénat       |            |
|--|------------------------------------|----------------------|------------|-------------|------------|
|  |                                    | Date limite          | Dépôt      | Date limite | Dépôt      |
| <b>Parc Downsview Park Inc. (fin de l'exercice : 31 mars)</b>                        |                                    |                      |            |             |            |
| 2005-2006  | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-08-16 | 2006-11-01  | 2006-09-26 |
| 2006-2007  | Résumé du budget d'investissement  | 2006-11-03           | 2006-09-19 | 2006-12-06  | 2006-09-26 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2006-11-03           | 2006-09-19 | 2006-12-06  | 2006-09-26 |
| 2006-2007 à 2010-2011  | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-11-03           | 2006-09-19 | 2006-12-06  | 2006-09-26 |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-05-17           | 2007-05-17 | 2007-06-19  | 2007-05-29 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-05-17           | 2007-05-17 | 2007-06-19  | 2007-05-29 |
| 2007-2008 à 2011-2012  | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-05-17           | 2007-05-17 | 2007-06-19  | 2007-05-29 |
| <b>Queens Quay West Land Corporation <sup>61</sup> (fin de l'exercice : 31 mars)</b> |                                    |                      |            |             |            |
| 2005-2006  | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-08-16 | 2006-11-01  | 2006-09-26 |
| <b>Ridley Terminals Inc. (fin de l'exercice : 31 décembre)</b>                       |                                    |                      |            |             |            |
| 2005   | Rapport annuel                     | 2006-05-03           | pas encore | 2006-05-17  | pas encore |
| 2006   | Rapport annuel                     | 2007-05-04           | pas encore | 2007-05-17  | pas encore |
| 2006   | Résumé du budget d'investissement  | 2006-11-03           | pas encore | 2006-12-06  | pas encore |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2006-11-03           | pas encore | 2006-12-06  | pas encore |
| 2006 à 2010  | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-11-03           | pas encore | 2006-12-06  | pas encore |
| <b>Société canadienne des postes (fin de l'exercice : 31 décembre)</b>               |                                    |                      |            |             |            |
| 2006   | Rapport annuel                     | 2007-05-04           | 2007-05-01 | 2007-05-17  | 2007-05-02 |
|  | Résumé du budget d'investissement  | 2006-10-27           | 2006-09-19 | 2006-11-28  | 2006-09-26 |
| 2006 à 2010  | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-10-27           | 2006-09-19 | 2006-11-28  | 2006-09-26 |

61. Ce rapport annuel était le dernier puisque cette société d'État (QQWLC) a été dissoute le 31 mars 2006.

| Document devant être déposé  |   | Chambre des communes |            | Sénat              |            |
|--|---|----------------------|------------|--------------------|------------|
|  |   | Date limite          | Dépôt      | Date limite        | Dépôt      |
| <b>Société canadienne d'hypothèques et de logement (fin de l'exercice : 31 décembre)</b> |   |                      |            |                    |            |
| 2006   | Rapport annuel                                    | 2007-05-04           | 2007-05-04 | 2007-05-17         | 2007-05-08 |
| 2006   | Résumé du budget d'investissement – modification  | 2006-10-27           | 2006-07-19 | 2006-11-28         | 2006-09-26 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement – modification | 2006-10-27           | 2006-07-19 | 2006-11-28         | 2006-09-26 |
| 2007   | Résumé du budget d'investissement                 | 2007-03-23           | 2007-03-23 | 2007-05-02         | 2007-03-26 |
| 2007   | Résumé du budget de fonctionnement                | 2007-03-23           | 2007-03-23 | 2007-05-02         | 2007-03-26 |
| 2007 à 2011  | Résumé du plan d'entreprise                       | 2007-03-23           | 2007-03-23 | 2007-05-02         | 2007-03-26 |
| 2007   | Résumé du budget d'investissement – modification  | 2007-05-09           | 2007-04-23 | 2007-06-12         | 2007-04-24 |
| 2007   | Résumé du budget de fonctionnement – modification | 2007-05-09           | 2007-04-23 | 2007-06-12         | 2007-04-24 |
| <b>Société d'assurance-dépôts du Canada (fin de l'exercice : 31 mars)</b>                |   |                      |            |                    |            |
| 2005-2006  | Rapport annuel                                    | 2006-10-06           | 2006-09-18 | 2006-11-01         | 2006-09-26 |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement                 | 2007-05-03           | 2007-04-25 | 2007-06-06         | 2007-04-26 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement                | 2007-05-03           | 2007-04-25 | 2007-06-06         | 2007-04-26 |
| 2007-2008 à 2011-2012  | Résumé du plan d'entreprise                       | 2007-05-03           | 2007-04-25 | 2007-06-06         | 2007-04-26 |
| <b>Société de développement du Cap-Breton (fin de l'exercice : 31 mars)</b>              |   |                      |            |                    |            |
| 2005-2006  | Rapport annuel                                    | 2006-10-06           | 2006-07-19 | 2006-11-01         | 2006-09-27 |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement                 | 2007-05-31           | 2007-05-31 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-05 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement                | 2007-05-31           | 2007-05-31 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-05 |
| 2007-2008 à 2011-2012  | Résumé du plan d'entreprise                       | 2007-05-31           | 2007-05-31 | n.d. <sup>58</sup> | 2007-06-05 |

| Document devant être déposé   |   | Chambre des communes |            | Sénat              |               |
|---|---|----------------------|------------|--------------------|---------------|
|   |   | Date limite          | Dépôt      | Date limite        | Dépôt         |
| <b>Société des ponts fédéraux Limitée, La (fin de l'exercice : 31 mars)</b> |   |                      |            |                    |               |
| 2005-2006   | Rapport annuel  | 2006-10-06           | 2006-08-16 | 2006-11-01         | 2006-09-26    |
|   | Résumé du budget  |                      |            |                    |               |
| 2006-2007   | d'investissement – 1 <sup>re</sup> modification               | 2006-11-03           | pas encore | 2006-12-06         | pas encore    |
| 2006-2007 à<br>2010-2011  | Résumé du plan d'entreprise –<br>1 <sup>re</sup> modification | 2006-11-03           | pas encore | 2006-12-06         | pas encore    |
|   | Résumé du budget d'investissement                             |                      |            |                    |               |
| 2006-2007   | – 2 <sup>e</sup> modification                                 | 2006-12-04           | pas encore | 2007-02-01         | pas encore    |
| 2006-2007 à<br>2010-2011  | Résumé du plan d'entreprise –<br>2 <sup>e</sup> modification  | 2006-12-04           | pas encore | 2007-02-01         | pas encore    |
| <b>Société d'expansion du Cap-Breton (fin de l'exercice : 31 mars)</b>      |   |                      |            |                    |               |
| 2005-2006   | Rapport annuel  | 2006-10-06           | 2007-02-23 | 2006-11-01         | 2007-02-27    |
|   | Résumé du budget  |                      |            |                    |               |
| 2005-2006   | d'investissement – modification                               | 2006-05-31           | 2006-08-16 | 2006-09-26         | 2006-09-26    |
|   | Résumé du budget de   |                      |            |                    |               |
| 2005-2006   | fonctionnement – modification                                 | 2006-05-31           | 2006-08-16 | 2006-09-26         | 2006-09-26    |
| 2006-2007   | Rapport annuel  | n.d. <sup>58</sup>   | 2007-07-18 | n.d. <sup>58</sup> | pas encore dû |
|   | Résumé du budget  |                      |            |                    |               |
| 2006-2007   | d'investissement  | 2006-11-03           | 2006-08-16 | 2006-12-06         | 2006-09-26    |
|   | Résumé du budget de   |                      |            |                    |               |
| 2006-2007   | fonctionnement  | 2006-11-03           | 2006-08-16 | 2006-12-06         | 2006-09-26    |
| 2006-2007 à<br>2010-2011  | Résumé du plan d'entreprise                                   | 2006-11-03           | 2006-08-16 | 2006-12-06         | 2006-09-26    |
| <b>Société du Vieux-Port de Montréal inc. (fin d'exercice : 31 mars)</b>    |   |                      |            |                    |               |
| 2005-2006   | Rapport annuel  | 2006-10-06           | 2006-08-16 | 2006-11-01         | 2006-09-26    |
|   | Résumé du budget  |                      |            |                    |               |
| 2006-2007   | d'investissement  | 2006-10-06           | 2006-09-20 | 2006-11-08         | 2006-09-26    |
|   | Résumé du budget de   |                      |            |                    |               |
| 2006-2007   | fonctionnement  | 2006-10-06           | 2006-09-20 | 2006-11-08         | 2006-09-26    |
| 2006-2007 à<br>2010-2011  | Résumé du plan d'entreprise                                   | 2006-10-06           | 2006-09-20 | 2006-11-08         | 2006-09-26    |
|   | Résumé du budget  |                      |            |                    |               |
| 2007-2008   | d'investissement  | 2007-05-17           | 2007-06-01 | 2007-06-19         | 2007-06-05    |
|   | Résumé du budget de   |                      |            |                    |               |
| 2007-2008   | fonctionnement  | 2007-05-17           | 2007-06-01 | 2007-06-19         | 2007-06-05    |
| 2007-2008 à<br>2011-2012  | Résumé du plan d'entreprise                                   | 2007-05-17           | 2007-06-01 | 2007-06-19         | 2007-06-05    |

| Document devant être déposé  |                                    | Chambre des communes |            | Sénat       |            |
|--|------------------------------------|----------------------|------------|-------------|------------|
|  |                                    | Date limite          | Dépôt      | Date limite | Dépôt      |
| <b>Société immobilière du Canada limitée (fin de l'exercice : 31 mars)</b> |                                    |                      |            |             |            |
| 2005-2006  | Rapport annuel                     | 2006-10-06           | 2006-08-16 | 2006-11-01  | 2006-09-26 |
| 2007-2008  | Résumé du budget d'investissement  | 2007-05-17           | 2007-05-17 | 2007-06-19  | 2007-05-29 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2007-05-17           | 2007-05-17 | 2007-06-19  | 2007-05-29 |
| 2007-2008 à 2011-2012  | Résumé du plan d'entreprise        | 2007-05-17           | 2007-05-17 | 2007-06-19  | 2007-05-29 |
| <b>VIA Rail Canada Inc. (fin de l'exercice : 31 décembre)</b>              |                                    |                      |            |             |            |
| 2006   | Rapport annuel                     | 2007-05-04           | 2007-05-01 | 2007-05-17  | 2007-05-02 |
| 2006   | Résumé du budget d'investissement  | 2006-11-03           | 2006-11-29 | 2006-12-06  | 2006-12-05 |
|  | Résumé du budget de fonctionnement | 2006-11-03           | 2006-11-29 | 2006-12-06  | 2006-12-05 |
| 2006 à 2010  | Résumé du plan d'entreprise        | 2006-11-03           | 2006-11-29 | 2006-12-06  | 2006-12-05 |





## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À la Chambre des communes

Conformément au paragraphe 152(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, j'ai vérifié, pour l'exercice terminé le 31 juillet 2007, les renseignements présentés dans le rapport *Dépôt des rapports des sociétés d'État au Parlement* inclus dans le *Rapport annuel au Parlement : Les sociétés d'État et autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts* de 2007. La responsabilité de ces rapports incombe au président du Conseil du Trésor. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les renseignements contenus dans le rapport visé par l'article 152 en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes relatives aux missions de certification établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les renseignements divulgués dans le rapport sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des dates et des autres éléments d'information fournis dans le rapport.

À mon avis, les renseignements présentés dans le rapport intitulé *Dépôt des rapports des sociétés d'État au Parlement* sont exacts, à tous les égards importants, conformément à sa section « Délais prescrits pour le dépôt au Parlement et les résultats obtenus ».

Pour la vérificatrice générale du Canada,

Richard Flageole, FCA  
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada  
Le 23 novembre 2007

## 2.7 Noms et abréviations des sociétés d'État utilisés dans ce rapport

| Société d'État |   | Abréviation    |
|----------------|---|----------------|
| 1.             | Administration canadienne de la sûreté du transport aérien        | ACSTA          |
| 2.             | Administration de pilotage de l'Atlantique                        | APA            |
| 3.             | Administration de pilotage des Grands Lacs                        | APGL           |
| 4.             | Administration de pilotage des Laurentides                        | APL            |
| 5.             | Administration de pilotage du Pacifique                           | APP            |
| 6.             | Administration du pont Blue Water                                 | APBW           |
| 7.             | Banque de développement du Canada                                 | BDC            |
| 8.             | Banque du Canada  | Banque du Can. |
| 9.             | Centre de recherches pour le développement international          | CRDI           |
| 10.            | Commission canadienne du lait                                     | CCL            |
| 11.            | Commission canadienne du tourisme                                 | CCT            |
| 12.            | Commission de la capitale nationale                               | CCN            |
| 13.            | Conseil canadien des normes                                       | CCN            |
| 14.            | Conseil des Arts du Canada  | CAC            |
| 15.            | Construction de Défense (1951) Limitée                            | CDC            |
| 16.            | Corporation commerciale canadienne                                | CCC            |
| 17.            | Corporation de développement des investissements du Canada, La    | CDIC           |
| 18.            | Corporation Fonds d'investissement du Cap-Breton                  | FICB           |
| 19.            | Énergie atomique du Canada limitée                                | EACL           |
| 20.            | Exportation et développement Canada                               | EDC            |
| 21.            | Financement agricole Canada                                       | FAC            |
| 22.            | Fondation canadienne des relations raciales                       | FCRR           |
| 23.            | Institut de la statistique des Premières nations                  | ISPN           |
| 24.            | Marine Atlantique S.C.C.  | MA             |
| 25.            | Monnaie royale canadienne   | MRC            |
| 26.            | Musée canadien de la nature                                       | MCN            |
| 27.            | Musée canadien des civilisations                                  | SMCC           |
| 28.            | Musée des beaux-arts du Canada                                    | MBAC           |
| 29.            | Musée national des sciences et de la technologie                  | MNST           |
| 30.            | Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public | OIRPSP         |
| 31.            | Office d'investissement du régime de pensions du Canada           | OIRPC          |
| 32.            | Office de commercialisation du poisson d'eau douce                | OCPED          |

| <b>Société d'État</b> |  | <b>Abréviation</b> |
|-----------------------|--|--------------------|
| 33.                   | Parc Downsview Park Inc.   | PDP                |
| 34.                   | Ridley Terminals Inc.  | RTI                |
| 35.                   | Société canadienne d'hypothèques et de logement                    | SCHL               |
| 36.                   | Société canadienne des postes                                      | SCP                |
| 37.                   | Société d'assurance-dépôts du Canada                               | SADC               |
| 38.                   | Société d'atténuation des répercussions du projet gazier Mackenzie | ARPGM              |
| 39.                   | Société d'expansion du Cap-Breton                                  | SECB               |
| 40.                   | Société de développement du Cap-Breton                             | SDCB               |
| 41.                   | Société des ponts fédéraux Limitée, La                             | SPFL               |
| 42.                   | Société du Centre national des Arts                                | CNA                |
| 43.                   | Société du Vieux-Port de Montréal inc.                             | SVPM               |
| 44.                   | Société immobilière du Canada limitée                              | SICL               |
| 45.                   | Société Radio-Canada   | SRC                |
| 46.                   | Téléfilm Canada  | Téléfilm           |
| 47.                   | VIA Rail Canada Inc.   | VIA                |

## Chapitre 3 : Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts

### 3.1 Introduction

En dehors du gouvernement fédéral, il existe un certain nombre d'institutions dans lesquelles le gouvernement fédéral détient des intérêts ou à l'égard desquelles il aide à assurer la surveillance. Le présent chapitre fournit des détails au sujet de ces sociétés, tel que la situation se présentait au 31 juillet 2007.

#### **Enterprises mixtes**

Les sociétés mixtes sont des sociétés dont le Canada détient une partie des actions, le reste appartenant à des intervenants du secteur privé. Un ministre représente le gouvernement en tant qu'actionnaire et exécute les droits et les responsabilités s'y rapportant.

#### **Entreprises en coparticipation**

Les entreprises en coparticipation sont des personnes morales dont le gouvernement du Canada détient une partie des actions, le reste appartenant à un autre ordre de gouvernement. Un ministre représente le gouvernement fédéral en tant qu'actionnaire et exécute les droits et les responsabilités s'y rapportant.

#### **Organisations internationales**

Les organisations internationales sont des personnes morales créées en vertu d'accords internationaux dont le Canada détient des actions ou à l'égard desquelles il est habilité à nommer ou à élire un certain nombre de membres de l'organe de direction. Un ministre représente le gouvernement pour ce qui est de l'exécution des droits et des responsabilités accordés au Canada par ces accords.

#### **Sociétés à régie partagée**

Les sociétés à régie partagée sont des personnes morales sans capital-actions à l'égard desquelles le gouvernement a le droit, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société d'État, de nommer ou de mettre en candidature un ou plusieurs membres de l'organe de direction.

#### **Sociétés visées par les dispositions de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité***

Les sociétés visées par les dispositions de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* appartiennent en partie au gouvernement du Canada après leur réception par un syndic de faillite.

## Nombre actuel d'autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts

| Autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts                         | 31 juillet 2007 <sup>62</sup> | 31 mars 2006     |
|--|-------------------------------|------------------|
| Entreprises mixtes   | 0                             | 0                |
| Entreprises en coparticipation   | 2                             | 2                |
| Organisations internationales  | 18                            | 18               |
| Sociétés à régie partagée  | 149                           | 141              |
| Sociétés visées par les conditions de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> | 45                            | 47 <sup>63</sup> |

### 3.2 Modifications aux autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts

#### Pour l'exercice se terminant le 31 juillet 2007

##### Organisations internationales

|   |           |
|---|-----------|
| Commission mixte internationale                     | Ajoutée   |
| Commission des sépultures de guerre du Commonwealth | Supprimée |

##### Organisations internationales – Changements de portefeuille ministériel

##### Comité international du Niagara

- Auparavant sous le portefeuille d'Environnement, cette organisation fait maintenant partie du portefeuille d'Affaires étrangères et Commerce international.

##### Sociétés à régie partagée

|  |           |
|--|-----------|
| Canada-Alberta Beef Industry Development Fund                                  | Supprimée |
| Canada-Alberta Hog Industry Development Fund                                   | Supprimée |
| Canada-Alberta Sugar Beet Industry Development Fund                            | Supprimée |
| Canada-Newfoundland Agri-Food Innovation Fund                                  | Supprimée |
| Centre d'affaires Info entreprises   | Supprimée |
| Centre d'entrepreneuriat et d'essaimage de l'Université du Québec à Chicoutimi | Supprimée |
| Comité des célébrations du Canada (Manitoba)                                   | Ajoutée   |
| Comité des célébrations du Canada à Terre-Neuve-et-Labrador                    | Ajoutée   |
| Comité des célébrations du Canada au Québec                                    | Ajoutée   |
| Comité des célébrations du Canada en Alberta                                   | Ajoutée   |

62. Suite à la mise en place d'un processus de collecte de données uniformisées en vertu de la nouvelle *Politique en matière de présentation de rapports au Secrétariat du Conseil du Trésor*, les données recueillies étaient celles qui s'appliquaient au 31 juillet 2007. Les dates de comparaison incluses dans le rapport annuel ne sont donc pas séparées d'un an, comme c'était le cas dans les publications antérieures.

63. Erreur notée : ce chiffre a été signalé l'année dernière comme 44 au lieu de 47.

|   |           |
|---|-----------|
| Comité des célébrations du Canada en Saskatchewan                             | Ajoutée   |
| Commission d'appel des inscriptions   | Ajoutée   |
| Commission d'arbitrage des Inuvialuit   | Ajoutée   |
| Commission de la santé mentale du Canada                                      | Ajoutée   |
| Congrès forestier mondial 2003  | Supprimée |
| Conseil d'arbitrage des Gwich'in  | Ajoutée   |
| Conseil de cogestion de Pétrole et gaz des Indiens du Canada                  | Ajoutée   |
| Conseil de gestion du Fonds pour l'étude de l'environnement                   | Ajoutée   |
| Conseil du bassin du Mackenzie  | Ajoutée   |
| Fiducie du Chantier de l'économie sociale                                     | Ajoutée   |
| Fondation canadienne de l'arbre, La   | Supprimée |
| Fondation pour la recherche et le développement industriel Canada-Israël      | Supprimée |
| Fonds commun des SADC du Québec   | Supprimée |
| Fonds de développement Emploi-Montréal (FDEM)                                 | Supprimée |
| <b>Sociétés à régie partagée (suite)</b>                                      |           |
| Forintek Canada Corporation   | Supprimée |
| FPIinnovations  | Ajoutée   |
| Génome Canada   | Supprimée |
| Hamilton 2003 Championnats du monde de cyclisme sur route                     | Supprimée |
| Institut canadien de recherches en génie forestier                            | Supprimée |
| Institut canadien de recherches sur les pâtes et papiers                      | Supprimée |
| Office d'aménagement territorial du Sahtu                                     | Ajoutée   |
| Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie | Ajoutée   |
| Office des ressources renouvelables des Gwich'in                              | Ajoutée   |
| Office des ressources renouvelables du Sahtu                                  | Ajoutée   |
| Office des ressources renouvelables du Wek'eezhii                             | Ajoutée   |
| Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie                       | Ajoutée   |
| Office des terres et des eaux des Gwich'in                                    | Ajoutée   |
| Office des terres et des eaux du Sahtu  | Ajoutée   |
| Office des terres et des eaux du Wek'eezhii                                   | Ajoutée   |
| Office Gwich'in d'aménagement territorial                                     | Ajoutée   |
| PacificSport BC Society   | Ajoutée   |
| Partenariat canadien contre le cancer   | Ajoutée   |
| Société de développement à l'exportation de Longueuil                         | Supprimée |

|  |           |
|--|-----------|
| Société de développement de l'industrie maricole de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (SODIM) Inc. | Supprimée |
| Société du Havre de Montréal   | Supprimée |
| Société hôtesse 2011 de Halifax  | Ajoutée   |
| Société hôtesse des Jeux du Canada 2009 de l'Île-du-Prince-Édouard Inc.                                  | Ajoutée   |
| TV5 Québec Canada  | Supprimée |

**Sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité***

|                                  |           |
|----------------------------------|-----------|
| InterUnion Financial Corporation | Supprimée |
| Pêcheries G.E.M. Itée            | Supprimée |

**Sociétés à régie partagée – Changements de portefeuille ministériel**

Prix humanitaire Terry Fox Inc.

- auparavant sous le portefeuille de la Santé, maintenant sous le portefeuille de Patrimoine canadien

Waterfront Toronto

- auparavant sous la responsabilité du président du Conseil du Trésor, maintenant sous celle du ministre de l'Environnement

**Sociétés à régie partagée – Changements de nom**

Fonds de développement de la transformation alimentaire

- auparavant connu sous le nom de Fonds québécois d'adaptation des entreprises agroalimentaires, inc.

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

- auparavant connu sous le nom d'Office canadien de coordination de l'évaluation des technologies de la santé

Centre canadien multisport – Ontario

- auparavant connu sous le nom de Centre canadien multisport – Toronto

Toronto Waterfront

- auparavant connu sous le nom de Société de revitalisation de secteur riverain de Toronto

### 3.3 Liste des autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts par type et par portefeuille

#### Entreprises en coparticipation

---

##### **Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**

North Portage Development Corporation (exploitée sous le nom The Forks North Portage Partnership)

---

##### **Ressources naturelles**

Lower Churchill Development Corporation Limited

---

#### Organisations internationales

---

##### **Affaires étrangères et Commerce international**

Banque africaine de développement

Banque asiatique de développement

Banque de développement des Caraïbes

Banque interaméricaine de développement

Comité international du Niagara

Commission de la frontière internationale

Commission mixte internationale

---

##### **Environnement**

Commission internationale du lac Memphrémagog

Commission nord-américaine de coopération environnementale – Comité consultatif public mixte

Conseil international de contrôle du lac des Bois

International Porcupine Caribou Board

---

##### **Finances**

Agence multilatérale d'assurance des investissements

Association internationale de développement

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Fonds monétaire international

Société financière internationale

---

##### **Patrimoine canadien**

Agence mondiale antidopage



---

## Sociétés à régie partagée

---

### **Affaires étrangères et Commerce international**

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique  
Commission du parc international Roosevelt de Campobello  
Fondation Asie Pacifique du Canada

---

### **Affaires indiennes et du Nord**

Commission d'appel des inscriptions (Entente sur une revendication territoriale du Labrador)  
Commission d'arbitrage des Inuvialuit  
Conseil d'arbitrage des Gwich'in  
Conseil de cogestion de Pétrole et gaz des Indiens du Canada  
Conseil de gestion du Fonds pour l'étude de l'environnement  
Conseil du bassin du Mackenzie  
Northern Native Fishing Corporation  
Office d'aménagement territorial du Sahtu  
Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie  
Office des ressources renouvelables des Gwich'in  
Office des ressources renouvelables du Sahtu  
Office des ressources renouvelables du Wek'eezhii  
Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie  
Office des terres et des eaux des Gwich'in  
Office des terres et des eaux du Sahtu  
Office des terres et des eaux du Wek'eezhii  
Office Gwich'in d'aménagement territorial

---

### **Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**

Fiducie du Chantier de l'économie sociale  
Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse  
Montréal International

---

### **Agriculture et Agroalimentaire**

Agriculture and Food Council of Alberta  
Centre d'excellence en biotechnologie et innovations technologiques du Nouveau-Brunswick (BioAtlantech)  
Centre de développement du porc du Québec inc.  
Centre de diversification des cultures Canada-Manitoba  
Commission canadienne du blé  
Conseil de l'adaptation agricole  
Conseil de recherches en pêche et agroalimentaire du Québec  
Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec

---

### **Agriculture et Agroalimentaire (suite)**

Fonds de développement de la transformation alimentaire

Growing Alberta

Initiative de recherche développement Canada-Manitoba au sein du secteur agroalimentaire

Institut international du Canada pour le grain

Investment Agriculture Foundation of British Columbia

Manitoba Rural Adaptation Council Inc.

Nova Scotia Technology Development 2000

Nunavut Harvesters Association

POS Pilot Plant Corporation

Saskatchewan Council for Community Development

Société canadienne d'enregistrement des animaux

Territorial Farmers Association NWT

Western Grains Research Foundation

Yukon Agricultural Association

---

### **Anciens Combattants**

Fonds du Souvenir

---

### **Conseil privé**

Institut Vanier de la famille

Nature Trust of British Columbia

---

### **Environnement**

Commission de contrôle du lac des Bois

Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère

Habitat faunique du Canada

Ouranos

Waterfront Toronto

---

### **Industrie**

Corporation du Secrétariat du commerce intérieur

Fondation canadienne pour l'innovation

Fondation Pierre-Elliott Trudeau (La)

---

### **Patrimoine canadien**

Association canadienne des entraîneurs

Association de développement olympique de Calgary

Association pour l'exportation du livre canadien

Centre canadien multisport – Atlantique

Centre canadien multisport – Calgary

---

### **Patrimoine canadien (suite)**

Centre canadien multisport – Grand Victoria  
Centre canadien multisport – Manitoba  
Centre canadien multisport – Ontario  
Centre canadien multisport – Saskatchewan  
Centre de règlement des différends sportifs du Canada  
Centre national multisport – Montréal  
Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2010 à Vancouver  
Comité des célébrations du Canada (Manitoba)  
Comité des célébrations du Canada à Terre-Neuve-et-Labrador  
Comité des célébrations du Canada au Québec  
Comité des célébrations du Canada en Alberta  
Comité des célébrations du Canada en Saskatchewan  
Conseil des Jeux du Canada  
Conseil du sport de haut niveau de Québec  
Fonds canadien de télévision (Le)  
Fonds du legs des Jeux du Commonwealth  
PacificSport BC Society  
PacificSport Centre canadien multisport – Vancouver  
Prix humanitaire Terry Fox Inc.  
Société d'accueil des Jeux d'hiver du Canada Whitehorse 2007 Inc.  
Société hôte 2011 de Halifax  
Société hôte des Jeux du Canada 2009 de l'Île-du-Prince-Édouard Inc.

---

### **Pêches et Océans**

Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries

---

### **Ressources humaines et Développement social**

Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire

---

### **Ressources naturelles**

ASEP - NB Inc.  
Association des arpenteurs des Terres du Canada  
Canadian Energy Research Institute  
Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable  
FPInnovations  
Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers  
Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers  
Petroleum Technology Research Centre Inc.  
Société du complexe forestier des Maritimes

---

## **Santé**

Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé  
Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies  
Commission de la santé mentale du Canada  
Conseil canadien de la santé  
Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé  
Inforoute Santé du Canada Inc.  
Institut canadien d'information sur la santé  
Institut canadien sur la sécurité des patients (ICSP)  
Partenariat canadien contre le cancer

---

## **Transports, Infrastructure et Collectivités**

Administration de l'aéroport international Macdonald-Cartier d'Ottawa  
Administration du pont du port de Saint John  
Administration portuaire de Belledune  
Administration portuaire de Halifax  
Administration portuaire de Hamilton  
Administration portuaire de Montréal  
Administration portuaire de Nanaimo  
Administration portuaire de North Fraser  
Administration portuaire de Port Alberni  
Administration portuaire de Prince Rupert  
Administration portuaire de Québec  
Administration portuaire de Saint John  
Administration portuaire de Sept-Îles  
Administration portuaire de St. John's  
Administration portuaire de Thunder Bay  
Administration portuaire de Toronto  
Administration portuaire de Trois-Rivières  
Administration portuaire de Vancouver  
Administration portuaire de Windsor  
Administration portuaire du fleuve Fraser  
Administration portuaire du Saguenay  
Aéroport de Québec Inc.  
Aéroports de Montréal  
Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority  
Calgary Airport Authority Inc.  
Charlottetown Airport Authority Inc.  
Commission portuaire d'Oshawa  
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent

---

**Transports, Infrastructure et Collectivités (suite)**

Edmonton Regional Airports Authority  
Gander International Airport Authority Inc.  
Greater Fredericton Airports Authority Inc.  
Greater London International Airport Authority  
Greater Moncton Airport Authority Inc.  
Greater Toronto Airports Authority  
Halifax International Airport Authority  
NAV CANADA  
Prince George Airport Authority Inc.  
Regina Airport Authority  
Saint John Airport Inc.  
Saskatoon Airport Authority  
St. John's International Airport Authority  
Thunder Bay International Airports Authority Inc.  
Vancouver International Airport Authority  
Victoria Airport Authority  
Winnipeg Airports Authority Inc.

---

**Travaux publics et Services gouvernementaux**

Milit-Air Inc.

### 3.4 Profils des autres sociétés dans lesquelles le Canada détient des intérêts

#### Entreprises en coparticipation

##### Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

##### North Portage Development Corporation (exploité sous le nom The Forks North Portage Partnership)

###### Entreprise en coparticipation

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

**Premier dirigeant**

Jim August, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1983

**Actif total**

90 749 654 \$

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

350, avenue Portage, bureau 200  
Winnipeg (Manitoba) R3C 0C3

Téléphone : 204-987-4369

Télécopieur : 204-942-5216

Courriel : [jim.august@tf-np.ca](mailto:jim.august@tf-np.ca)

Site Web : <http://www.theforks.ca>

**Vérificateur**

The Exchange Group

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations du Manitoba, 1983*

**Participation fédérale**

33,00 p. 100

**Passif**

31 567 802 \$

**Mandat**

La North Portage Development Corporation a pour mission d'agir comme catalyseur, d'encourager les activités offertes à la population au centre-ville dans le cadre de partenariats avec les secteurs public et privé et de s'efforcer d'assurer l'autosuffisance financière.

---

## Ressources naturelles

---

### Lower Churchill Development Corporation Limited

---

Entreprise en coparticipation

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

**Premier dirigeant**

Dean MacDonald, président du conseil d'administration

**Année d'incorporation / de commencement**

1978

**Actif total**

5,2 millions de dollars

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

C.P. 12700  
St. John's (Terre-Neuve) A1B 3T5

Téléphone : 709-737-1400

Télécopieur : n.d.

Courriel : n.d.

Site Web : n.d.

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Newfoundland Companies Act, 1978*

**Participation fédérale**

49,00 p. 100

**Passif**

30,15 millions de dollars

**Mandat**

Établir le mode de mise en valeur, en totalité ou en partie, du potentiel hydroélectrique du bassin inférieur du fleuve Churchill et l'acheminement de cette énergie aux marchés.

## Organisations internationales

### Affaires étrangères

#### Banque africaine de développement

##### Organisation internationale

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires étrangères

**Premier dirigeant**

Donald Kaberuka, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1964

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

15, avenue du Ghana  
C.P. 323  
1002 Tunis Belvédère  
TUNISIE

Téléphone : 011 216 71-333-511  
Télécopieur : 011 216 71-351-933  
Courriel : [afdb@afdb.org](mailto:afdb@afdb.org)  
Site Web : <http://www.afdb.org>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

Entente signée par les pays membres, 1963, et *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

3,72 p. 100

**Mandat**

La Banque africaine de développement est la plus importante institution de développement financier de l'Afrique. La Banque se consacre à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie sur le continent. Elle assume la tâche de mobiliser les ressources qui contribueront au progrès social et économique de ses pays membres régionaux. La mission de la Banque consiste à promouvoir le développement social et économique au moyen de prêts, d'investissements dans le capital-actions et d'assistance technique.



---

## Banque asiatique de développement

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires étrangères

**Premier dirigeant**

Haruhiko Kuroda, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1966

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

C.P. 789  
0980 Manille  
PHILLIPINES

Téléphone : 011 632-4444

Télécopieur : 011 632 636-2444

Courriel : [www.adb.org/about/feedback.asp](http://www.adb.org/about/feedback.asp)

Site Web : <http://www.adb.org>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

Entente signée par les pays membres, 1965, et *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

4,53 p. 100

**Mandat**

Favoriser l'essor économique et la promotion sociale des pays en développement membres de la Banque. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur en Asie.

## Banque de développement des Caraïbes

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires étrangères

**Premier dirigeant**

Compton Bourne, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1970

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

C.P. 408  
Willey, St. Michael  
Bridgetown  
BARBADE W.I.

Téléphone : 1 8 246-431-1600  
Télécopieur : 1 8 246-426-7269  
Courriel : [info@caribank.org](mailto:info@caribank.org)  
Site Web : <http://www.caribank.org/>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

Entente signée par les pays membres, 1969, et *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

9.50 p. 100

**Mandat**

Contribuer à la croissance et au développement économique harmonieux des pays membres et à leur intégration en portant une attention spéciale et urgente aux besoins des pays moins développés de la région. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.

---

## Banque interaméricaine de développement

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires étrangères

**Premier dirigeant**

Luis Alberto Moreno, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1959

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1300 New York Ave. NW  
Washington DC  
20577 ÉTATS-UNIS

Téléphone : 1-202-623-1000

Télécopieur : 1-202-623-3096

Courriel : [pic@iadb.org](mailto:pic@iadb.org)

Site Web : <http://www.iadb.org>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

Entente signée par les pays membres, 1959, et *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

4,00 p. 100

**Mandat**

Contribuer à accélérer le développement socio économique des pays membres de la région en développement, individuellement ou collectivement. Contribuer à la réalisation des objectifs canadiens en matière d'aide internationale, de politique étrangère et de commerce extérieur.

## Commission de la frontière internationale

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires étrangères

**Premier dirigeant**

Peter Sullivan, commissaire de la section canadienne

**Année d'incorporation / de commencement**

1925

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

615, rue Booth, bureau 555  
Ottawa (Ontario) K1A 0E9

Téléphone : 613-992-1294

Télécopieur : 613-947-1337

Courriel : [aarsenea@nrcan.gc.ca](mailto:aarsenea@nrcan.gc.ca)

Site Web :

<http://www.internationalboundarycommission.org>

**Vérificateur**

Direction de la vérification et de l'évaluation de Ressources naturelles Canada

**Loi constitutive**

Traité de Washington, 1908 et 1925, *Loi sur la Commission de la frontière internationale*, 1960

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

1/2

**Mandat**

Maintenir la démarcation et la représentation graphique de la frontière sur les terres et les eaux, entre le Canada et les États-Unis, et régler tous les travaux de construction, en-deçà de 3,05 mètres de la ligne de démarcation.

---

## Commission mixte internationale

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires étrangères

**Premier dirigeant**

Herb Gray, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1909

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

234, av. Laurier Ouest, 22<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1P 6K6

Téléphone : 613-947-1420

Télécopieur : 613-993-5583

Courriel : [mcgillig@ottawa.ijc.org](mailto:mcgillig@ottawa.ijc.org)

Site Web : <http://www.ijc.org>

**Vérificateur**

Vérificateur général du Canada

**Loi constitutive**

*Loi du traité des eaux limitrophes internationales*  
(L.R., 1985, ch. I-17)

**Participation fédérale ou nomination  
d'administrateurs**

3/6

**Mandat**

La Commission mixte internationale s'emploie à prévenir et à résoudre les différends entre les États-Unis d'Amérique et le Canada en vertu du *Traité des eaux limitrophes de 1909* et veille au bien commun des deux pays en tant qu'organe indépendant et objectif conseillant les deux gouvernements.

## Environnement

### Comité international du Niagara

#### Organisation internationale

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

Ralph Moulton, membre canadien

**Année d'incorporation / de commencement**

1955

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

C.P. 5050  
867, ch. Lakeshore  
Burlington (Ontario) L7R 4A6

Téléphone : 905-336-4580  
Télécopieur : 905-336-8901  
Courriel : [ralph.moulton@ec.gc.ca](mailto:ralph.moulton@ec.gc.ca)  
Site Web : s.o.

**Vérificateur**

s.o.

**Loi constitutive**

Le Traité concernant la dérivation d'eau du Niagara, entre le Canada et les États-Unis, (1950) administré par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et le State Department des États-Unis

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

1/2

**Mandat**

Déterminer la quantité d'eau requise aux fins du Traité de 1950 et enregistrer les quantités d'eau utilisées pour la production d'électricité.

---

## Commission internationale du lac Memphrémagog

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

Non identifié

**Année d'incorporation / de commencement**

1920

**Fin d'exercice financier**

Non identifié

**Siège social**

MSC-Québec  
Place Bonaventure, bureau 7810  
800, rue de la Gauchetière Ouest  
Montréal (Québec) H5A 1L9

Téléphone : 514-283-1628

Télécopieur : 514-496-1867

Courriel : [serge.desormeaux@ec.gc.ca](mailto:serge.desormeaux@ec.gc.ca)

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

La commission a été créée en 1920 en vertu d'une entente conclue entre les gouvernements du Canada et des États-Unis

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

1/2

**Mandat**

Fournir une tribune pour le règlement des conflits relatifs à la régulation des niveaux du lac Memphrémagog, conformément aux engagements internationaux et aux lois fédérales et provinciales.

## Commission nord-américaine de coopération environnementale – Comité consultatif public mixte

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

Irene Henriques, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1994

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

393, rue Saint-Jacques O.  
Bureau 200  
Montréal (Québec) H2Y 1N9

Téléphone : 514-350-4300  
Télécopieur : 514-350-4314  
Courriel : [morozco@cec.org](mailto:morozco@cec.org)  
Site Web : <http://www.cec.org>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Le Comité a été créé en vertu de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

5/15

**Mandat**

Le Comité fournit des avis au Conseil de la Commission nord-américaine de coopération environnementale à propos de questions liées à l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement, un « accord auxiliaire » de l'Accord de libre-échange nord-américain.



---

## Conseil international de contrôle du lac des Bois

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

Vacant

**Année d'incorporation / de commencement**

1919

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

4e étage  
351, boulevard Saint-Joseph  
Gatineau (Québec) K1A 0H3

Téléphone : 819-997-2529

Télécopieur : 819-953-4666

Courriel : s.o.

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Le Conseil a été créé conformément à un traité canado-américain (*Convention et protocole concernant le lac des Bois, 1925*)

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

1/2

**Mandat**

Le lac des Bois fait partie des eaux internationales limitrophes. Le Conseil international de contrôle du lac des Bois est chargé d'approuver les débits sortants du lac des Bois lorsque le niveau du lac est supérieur ou inférieur à certaines élévations.

## International Porcupine Caribou Board

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

Joe Tetlich, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1985

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

91782, autoroute Alaska  
Whitehorse (Yukon) Y1A 5B7

Téléphone : 867-393-6700

Télécopieur : 867-393-3904

Courriel : [pcmb@taiga.net](mailto:pcmb@taiga.net)

Site Web : <http://www.taiga.net/pcmb/index.html>

**Vérificateur**

Peter Markila, CA

**Loi constitutive**

Le « Porcupine Caribou Management Board » est un comité conjoint de cogestion établi sous le « Porcupine Caribou Management Agreement », signé en 1985

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

4/8

**Mandat**

Fournir des conseils et des recommandations au sujet des aspects de la préservation de la harde de caribous de la Porcupine et de son habitat qui nécessitent une coordination entre juridictions.

---

## Finances

---

### Agence multilatérale d'assurance des investissements

---

#### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Finances

**Premier dirigeant**

Yukiko Omura, vice-président exécutif

**Année d'incorporation / de commencement**

1988

**Fin d'exercice financier**

30 juin

**Siège social**

1818-H Street NW  
Washington DC  
20433 ÉTATS-UNIS

Téléphone : 202-473-1000

Télécopieur : 202-522-2630

Courriel : [migainquiry@worldbank.org](mailto:migainquiry@worldbank.org)

Site Web : <http://www.miga.org>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, 1988

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

3,00 p. 100

**Mandat**

Encourager le flux des investissements à des fins productives entre les pays membres, complétant ainsi les activités de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la Société financière internationale et d'autres institutions financières de développement international.

## Association internationale de développement

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Finances

**Premier dirigeant**

Robert B. Zoellick, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1960

**Fin d'exercice financier**

30 juin

**Siège social**

1818-H Street NW  
Washington DC  
20433 États-Unis

Téléphone : 202-473-1000

Télécopieur : s.o.

Courriel : s.o.

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

Articles de convention; 1960, *Loi sur l'Association internationale de développement*, 1960

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

4,44 p. 100

**Mandat**

Viser à réduire la pauvreté en accordant des dons et des prêts sans intérêt destinés à financer des programmes de nature à stimuler la croissance économique, à atténuer les inégalités et à améliorer les conditions de vie des populations.

---

## Banque européenne pour la reconstruction et le développement

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Finances

**Premier dirigeant**

Jean Lemierre, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1991

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

One Exchange Square  
Londres  
EC2A 2JN  
ANGLETERRE

Téléphone : 44 20 7338-6000

Télécopieur : 44 20 7338-6100

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.ebrd.com>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers (Londres) s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (1991, ch. 12)*

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

3,43 p. 100

**Mandat**

Mettre sur pied une entreprise privée dynamique et faciliter la transition des économies centralisées aux économies de marché dans la nouvelle Europe.

## Banque internationale pour la reconstruction et le développement

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Finances

**Premier dirigeant**

Robert B. Zoellick, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1944

**Fin d'exercice financier**

30 juin

**Siège social**

1818-H Street NW  
Washington DC  
20433 ÉTATS-UNIS

Téléphone : 202-473-1000

Télécopieur : 202-477-6391

Courriel : s.o.

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, (R.S, 1985, ch. B-7)

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

2,85 p. 100

**Mandat**

Aider à la réduction de la pauvreté dans les pays les plus pauvres solvables et à revenu intermédiaire, en favorisant le développement durable grâce à des prêts, des garanties, des produits de gestion du risque ainsi que des services de consultation et d'analyse.

---

## Fonds monétaire international

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Finances

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Premier dirigeant**

Rodrigo de Rato y Figaredo, directeur général

**Loi constitutive**

Articles de convention du Fonds monétaire international, 1945. Implanté au Canada par la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*

**Année d'incorporation / de commencement**

1945

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

2,89 p. 100

**Fin d'exercice financier**

30 avril

**Siège social**

700-19th St. NW  
Washington DC  
20431 ÉTATS-UNIS

**Mandat**

Il a pour mission de promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à la croissance économique et à un niveau élevé d'emploi, et à fournir aux pays de l'aide financière provisoire pour adoucir l'ajustement de la balance des paiements.

Téléphone : 202-623-7000  
Télécopieur : 202-623-4661  
Courriel : [publicaffairs@imf.org](mailto:publicaffairs@imf.org)  
Site Web : <http://www.imf.org>

## Société financière internationale

---

### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Finances

**Premier dirigeant**

Lars Thunell, vice-président exécutif et premier dirigeant

**Année d'incorporation / de commencement**

1956

**Fin d'exercice financier**

30 juin

**Siège social**

2121 Pennsylvania Ave. NW  
Washington DC  
20433 ÉTATS-UNIS

Téléphone : 202-473-1000

Télécopieur : s.o.

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.ifc.org>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

Articles de convention; crédit 731, *Loi n° 6 portant affectation de crédits*, 1956

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

3,44 p. 100

**Mandat**

Promouvoir le développement économique en encourageant la croissance d'entreprises productives dans les pays membres, et en assurant un complément aux travaux de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.



---

## Patrimoine canadien

---

### Agence mondiale antidopage

---

#### Organisation internationale

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Richard W. Pound, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

Tour de la Bourse  
800, Place Victoria  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H4Z 1B7

Téléphone : 514-904-9232

Télécopieur : 514-904-8650

Courriel : [info@wada-ama.org](mailto:info@wada-ama.org)

Site Web : <http://www.wada-ama.org>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

Instituée en fondation en vertu du code civil Suisse, 1999

**Participation fédérale ou nomination d'administrateurs**

1/38

**Mandat**

Promouvoir et coordonner sur le plan international la lutte contre le dopage sous toutes ses formes.

## Sociétés à régie partagée

### Affaires étrangères

#### Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

##### Société à régie partagée

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires étrangères

**Premier dirigeant**

Jean-Louis Roy, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1988

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

1001, boul. de Maisonneuve E.  
Bureau 1100  
Montréal (Québec) H2L 4P9

Téléphone : 514-283-6073

Télécopieur : 514-283-3792

Courriel : [president@dd-rd.ca](mailto:president@dd-rd.ca)

Site Web : <http://www.dd-rd.ca>

**Vérificateur**

Vérificateur général du Canada

**Loi constitutive**

*Loi sur le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 1988*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

10/13

**Mandat**

Encourager et appuyer les valeurs universelles que sont les droits de la personne et la promotion des institutions et des pratiques démocratiques partout dans le monde.

---

## Commission du parc international Roosevelt de Campobello

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires étrangères

**Premier dirigeant**

Fred R. Drummie, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1964

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

459, route 774  
Welshpool (Nouveau-Brunswick) E5E 1A4

Téléphone : 506-752-2922

Télécopieur : 506-752-6000

Courriel : [info@fdr.net](mailto:info@fdr.net)

Site Web : <http://www.fdr.net>

**Vérificateur**

Foster, Carpenter, Black & Co. s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur la Commission du parc international  
Roosevelt de Campobello, 1964*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/6

**Mandat**

Administrer en tant que site commémoratif, dédié  
au président Franklin Delano Roosevelt.

## Fondation Asie Pacifique du Canada

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires étrangères

**Premier dirigeant**

Paul Evans, codirecteur général et vice-président  
du conseil d'administration

Yuen Pau Woo, président et codirecteur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1984

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

890, rue West Pender

Bureau 220

Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 1J9

Téléphone : 604-684-5986

Télécopieur : 604-681-1370

Courriel : [info@asiapacific.ca](mailto:info@asiapacific.ca)

Site Web : <http://www.asiapacific.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur la Fondation Asie-Pacifique du Canada*,  
1984, Projet de Loi C-43, Modifications à la loi,  
2005

**Administrateurs nommés par le fédéral**

6/14

**Mandat**

Raffermir les liens entre les citoyens et les  
institutions du Canada et ceux de la région  
Asie-Pacifique.

---

## Affaires indiennes et du Nord canadien

---

### Commission d'appel des inscriptions (Entente sur une revendication territoriale du Labrador)

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord  
canadien

**Premier dirigeant**

Vacant, président  
David Jennings, commissaire

**Année d'incorporation / de commencement**

2005

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

a/s d'Affaires indiennes et du Nord canadien  
Terrasses de la Chaudière  
10, rue Wellington, tour Nord  
Gatineau (Québec)

Ottawa (Ontario) K1A 0H4 (adresse postale)

Téléphone : 1-800-567-9604

Télécopieur : 1-866-817-3977

Courriel : [InfoPubs@ainc-inac.gc.ca](mailto:InfoPubs@ainc-inac.gc.ca)

Site Web : <http://www.ainc-inac.gc.ca>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Chapitre 3 de l'*Accord sur les revendications  
territoriales des Inuit du Labrador*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/7

**Mandat**

La Commission d'appel des inscriptions doit entendre les appels relatifs à l'inscription d'un bénéficiaire, toutes les questions que lui refile la cour fédérale, ainsi que les demandes dont on fait mention à l'article 3.11.12 (audition et déroulement des appels en fonction d'une décision finale de la Commission d'appel).

## Commission d'arbitrage des Inuvialuit

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Lal Stindar, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1984

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

a/s d'Affaires indiennes et du Nord canadien  
Terrasses de la Chaudière  
10, rue Wellington, tour Nord  
Gatineau (Québec)

Ottawa (Ontario) K1A 0H4 (adresse postale)

Téléphone : 1-800-567-9604

Télécopieur : 1-866-817-3977

Courriel : [InfoPubs@ainc-inac.gc.ca](mailto:InfoPubs@ainc-inac.gc.ca)

Site Web : <http://www.ainc-inac.gc.ca>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

*Loi sur le règlement des revendications des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/11

**Mandat**

La Commission d'arbitrage des Inuvialuit est un organisme quasi-judiciaire chargé d'arbitrer toute différence entre les Inuvialuit, l'industrie et le Canada en ce qui concerne le sens, l'interprétation, l'application ou la mise en œuvre de l'Accord final des Inuvialuit de la région ouest de l'Arctique.

---

## Conseil d'arbitrage des Gwich'in

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Willard Hagen, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1992

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

a/s d'Affaires indiennes et du Nord canadien  
Terrasses de la Chaudière  
10, rue Wellington  
Gatineau (Québec) K1A 0H4

Ottawa (Ontario) K1A 0H4 (adresse postale)

Téléphone : 1-800-567-9604

Télécopieur : 1-866-817-3977

Courriel : [InfoPubs@ainc-inac.gc.ca](mailto:InfoPubs@ainc-inac.gc.ca)

Site Web : <http://www.ainc-inac.gc.ca>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

*Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/8

**Mandat**

Résoudre les conflits conformément à l'entente sur une revendication territoriale globale Gwich'in (article 6.2.1). Ce Conseil possède la compétence d'un arbitre dans les dossiers qui, en vertu de l'entente, doivent être décidés par voie d'arbitrage, ainsi que toute question touchant l'interprétation ou l'application de l'entente lorsque les parties acceptent d'être liées par la décision d'un arbitre.

## Conseil de cogestion de Pétrole et gaz des Indiens du Canada

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Gregg Smith, directeur exécutif

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

9911, boulevard Chiila  
Bureau 100  
Tsuu T'ina (Alberta) T2W 6H6

Téléphone : 403-292-5625

Télécopieur : 403-292-5618

Courriel : [ContacterPGIC@ainc-inac.gc.ca](mailto:ContacterPGIC@ainc-inac.gc.ca)

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et le Conseil des ressources indiennes (CRI) signaient un protocole d'entente (PE) visant à créer le conseil de direction

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/9

**Mandat**

Gérer conjointement les opérations de Pétrole et gaz des Indiens du Canada (PGIC) en s'attardant principalement aux intérêts collectifs, tels les enjeux, les politiques, les plans, les priorités et les ressources de PGIC.



---

## Conseil de gestion du Fonds pour l'étude de l'environnement

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Vacant, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1987

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

a/s de ESRF Secretariat  
Office national de l'énergie  
444, 7<sup>e</sup> avenue SO  
Calgary (Alberta) T2P 0X8

Téléphone : 403-292-4800

Télécopieur : 403-292-5503

Courriel : [khoppersmith@neb-one.gc.ca](mailto:khoppersmith@neb-one.gc.ca)

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

*Loi fédérale sur les hydrocarbures*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

4/12

**Mandat**

On a mis sur pied le Conseil de gestion du Fonds pour l'étude de l'environnement afin de gérer le Fonds pour l'étude de l'environnement (FEE) qui finance les études environnementales et sociales touchant l'exploration pétrolière et gazière, ainsi que les activités de développement et de production sur les terres domaniales. Ce financement est offert sous forme de cotisations sur les terres domaniales versées par les sociétés d'exploration pétrolière et gazière qui détiennent des permis.

## Conseil du bassin du Mackenzie

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Non identifié

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

a/s de MRBB Secretariat  
C.P. 1349  
Fort Smith (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0P0

Téléphone : 867-872-2375

Télécopieur : 867-872-2385

Courriel : [jack.vancamp@ec.gc.ca](mailto:jack.vancamp@ec.gc.ca)

Site Web : <http://www.mrbb.ca>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Entente-cadre sur les eaux transfrontalières du bassin du Mackenzie

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/13

**Mandat**

Le Conseil encadre la mise en œuvre de l'Entente-cadre sur les eaux transfrontalières du bassin du Mackenzie. Les obligations du Conseil sont présentées dans le Règlement.

---

## Northern Native Fishing Corporation

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord  
canadien

**Premier dirigeant**

Mabel Mazurek

**Année d'incorporation / de commencement**

1982

**Fin d'exercice financier**

31 janvier

**Siège social**

Site 19, Comp. 45  
R.R. 3, Station Main  
Kitsum Kalum Reserve  
Terrace (Colombie-Britannique) V8G 4R6

Téléphone : 250-638-0986

Télécopieur : 250-624-6627

Courriel : [nffc@citytel.net](mailto:nffc@citytel.net)

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Carlyle Shepherd & Co. s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les sociétés de la Colombie-Britannique,*  
1982

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/6

**Mandat**

Préserver les flottes de navire de pêche et les permis connexes pour le profit à long terme des pêcheurs autochtones, et encourager leur développement comme exploitants indépendants de l'entreprise.

## Office d'aménagement territorial du Sahtu

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Judith Wright-Bird, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C.P. Box 235  
Fort Good Hope (Territoires du Nord-Ouest)  
X0E 0H0

Téléphone : 867-598-2055

Sans frais : 1-877-331-3364

Courriel : [slupb@nt.sympatico.ca](mailto:slupb@nt.sympatico.ca)

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Chapitre 25.2 de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu et de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/5

**Mandat**

L'Office d'aménagement territorial du Sahtu est responsable de la planification de l'aménagement du territoire et des eaux dans la région visée par le règlement. Il recommande aux gouvernements des territoires et fédéral, ainsi qu'à Sahtu Secretariat Incorporated, d'approuver un plan d'aménagement du territoire d'une région visée par le règlement, sans compter qu'il peut proposer des modifications au plan approuvé et surveiller la conformité au plan en plus de soumettre celui-ci à des examens périodiques.

---

## Office des ressources renouvelables des Gwich'in

---

Société à régie partagée

---

### **Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

### **Premier dirigeant**

Robert Charlie, président

### **Année d'incorporation / de commencement**

1992

### **Fin d'exercice financier**

31 mars

### **Siège social**

C.P. 2240  
2<sup>e</sup> étage, Édifice Alex Moses Greenland  
105, Veterans' Way  
Inuvik (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0T0

Téléphone : 867-777-6600

Télécopieur : 867-777-6601

Courriel : [office@grrb.nt.ca](mailto:office@grrb.nt.ca)

Site Web : <http://www.grrb.nt.ca>

### **Vérificateur**

Non identifié

### **Loi constitutive**

*Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in*

### **Administrateurs nommés par le fédéral**

4/13

### **Mandat**

Cet office définit les politiques et propose des règlements en ce qui concerne la récolte domestique et commerciale de la faune et les activités commerciales relatives à la faune, incluant les établissements commerciaux des services de récolte, de guides et de pourvoirie, ainsi que les camps et les gîtes pour chasseurs, pêcheurs et naturalistes. L'Office approuve également les plans de gestion et de protection de la faune, la désignation des aires de conservation et des espèces en voie de disparition, les dispositions relatives aux directives de gestion provisoires, les plans de gestion des parcs, etc., en plus d'approuver les règlements proposés par le gouvernement, d'établir les règles et les marches à suivre en matière de consultation et d'examiner toute question touchant la faune que lui confie le gouvernement.

## Office des ressources renouvelables du Sahtu

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Walter Bayha, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1993

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C.P. 134

Tulita (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0K0

Téléphone: 867-588-4040

Télécopieur : 867-588-3324

Courriel : [director@srrb.nt.ca](mailto:director@srrb.nt.ca)

Site Web : <http://srrb.nt.ca/index.html>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

*Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

4/13

**Mandat**

L'Office des ressources renouvelables du Sahtu définit les politiques et propose des règlements en ce qui concerne la récolte personnelle et commerciale de la faune et les activités commerciales relatives à la faune, incluant les établissements commerciaux des services de récolte, de guides et de pourvoirie, ainsi que les camps et les gîtes pour chasseurs, pêcheurs et naturalistes. L'Office approuve également les plans de gestion et de protection de la faune, approuve la désignation des aires de conservation et des espèces en voie de disparition, approuve les dispositions relatives aux directives de gestion provisoires, les plans de gestion des parcs, etc., approuve les règlements proposés par le gouvernement, établit les règles et les marches à suivre en matière de consultation et examine toute question touchant la faune que lui confie le gouvernement.

---

## Office des ressources renouvelables du Wek'eezhii

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Vacant, président

**Année d'incorporation / de commencement**

2005

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

Bureau de Yellowknife  
5103, 51<sup>e</sup> rue, bureau 202  
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2P3

Téléphone : 867-873-5740

Télécopieur: 867-873-5743

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.wrrb.ca>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

L'Accord des Tlicho

**Administrateurs nommés par le fédéral**

4/9

**Mandat**

L'Office des ressources renouvelables du Wek'eezhii définit les politiques et propose des règlements en ce qui concerne la récolte personnelle et commerciale de la faune et les activités commerciales relatives à la faune, incluant les établissements commerciaux des services de récolte, de guides et de pourvoirie, ainsi que les camps et les gîtes pour chasseurs, pêcheurs et naturalistes. L'Office approuve également les plans de gestion et de protection de la faune, approuve la désignation des aires de conservation et des espèces en voie de disparition, approuve les dispositions relatives aux directives de gestion provisoires, les plans de gestion des parcs, etc., approuve les règlements proposés par le gouvernement, établit les règles et les marches à suivre en matière de consultation et examine toute question touchant la faune que lui confie le gouvernement.

## Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Vacant, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C. P. 2130  
4910, 50<sup>e</sup> avenue, 7<sup>e</sup> étage  
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2P6

Téléphone: 867-669-0506

Télécopieur: 867-873-6610

Courriel : [permits@mvlwb.com](mailto:permits@mvlwb.com)

Site Web :

<http://www.mvlwb.com/html/introduction.htm>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

*Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/20

**Mandat**

L'Office des terres et des eaux de la vallée du Mackenzie remplit trois fonctions principales, soit l'aménagement des terres transfrontières et l'utilisation des eaux dans la vallée du Mackenzie, l'émission des permis d'aménagement du territoire et des permis d'exploitation hydraulique à l'extérieur des zones faisant l'objet de revendications territoriales réglées dans la vallée du Mackenzie, ainsi que la présentation de directives touchant les questions de politiques générales ou les question concernant l'utilisation des terres et de l'eau ou le dépôt de déchets, qui doivent faire l'objet d'une application uniforme à la grandeur de la vallée du Mackenzie.



---

## Office des terres et des eaux des Gwich'in

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Willard Hagen, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1992

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C.P. 2018  
Inuvik (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0T0

Téléphone : 867-777-7960

Télécopieur : 867-777-7970

Courriel : s.o.

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Chapitre 24.4 de l'Entente sur une revendication territoriale globale des Gwich'in et la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/5

**Mandat**

L'Office des terres et des eaux des Gwich'in est chargé de réglementer l'utilisation des terres et des eaux à la grandeur de la région visée par le règlement avec les Gwich'in. L'Office émet, modifie et renouvelle les licences et les permis, tient des audiences publiques et surveille la conformité avec ses décisions et, le cas échéant, suspend ou annule les licences et les permis.

## Office des terres et des eaux du Sahtu

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Larry Wallace, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C.P. 1  
Ft. Good Hope (Territoires du Nord-Ouest)  
XOE 0H0

Téléphone: 867-598-2413

Télécopieur : 867-598-2325

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.slwb.com/contact.html>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Chapitre 25.4 de l'Entente sur la revendication territoriale globale des Dénés et Métis du Sahtu et de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/5

**Mandat**

L'Office des terres et des eaux du Sahtu est chargé de réglementer l'aménagement du territoire et des cours d'eau dans la région Sahtu visée par le règlement. L'Office émet, modifie et renouvelle les licences et les permis, tient des audiences publiques et surveille la conformité avec ses décisions et, le cas échéant, suspend ou annule les licences et les permis.

---

## Office des terres et des eaux du Wek'eezhii

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Violet Camsell-Blondin, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

2005

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C. P. 32

Wekweèti (Territoires du Nord-Ouest) X0E 1W0

Téléphone : 867-713-2500

Télécopieur : 867-713-2502

Courriel :

<https://www.arcticdata.ca/webmail.wlwb/src/login.php>

Site Web : <http://www.wlwb.ca/index.html>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Chapitre 22.3.2 de l'Accord des Tlicho et la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/5

**Mandat**

L'Office des terres et des eaux du Wek'eezhii est chargé de réglementer l'aménagement du territoire et des cours d'eau, ainsi que les dépôts de déchets dans la région Wek'eezhii, sauf dans un parc national ou dans un parc historique national ou dans un lieu administré par Parcs Canada. L'Office émet, modifie et renouvelle les licences et les permis, tient des audiences publiques et surveille la conformité avec ses décisions et, le cas échéant, suspend ou annule les licences et les permis.

## Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Gabrielle Mackenzie-Scott, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

200 Scotia Centre  
C.P. 938  
5102, 50<sup>e</sup> avenue  
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2N7

Téléphone: 867-766-7050

Télécopieur : 867-766-7074

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.mveirb.nt.ca>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

*Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/7

**Mandat**

L'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie constitue le principal organisme chargé des évaluations environnementales et de l'examen des répercussions environnementales des aménagements dans la vallée du Mackenzie. L'Office s'assure qu'on tienne soigneusement compte de l'impact des aménagements proposés sur l'environnement, ainsi que des préoccupations des Autochtones et du public en général avant de prendre quelque mesure que ce soit en rapport avec ces aménagements.

---

## Office Gwich'in d'aménagement territorial

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

**Premier dirigeant**

Bob Simpson, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C.P. 2478  
Inuvik (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0T0

Téléphone : 867-777-7936  
Sans frais dans les T. N.-O. : 1-888-450-4443  
Télécopieur : 867-777-7970  
Courriel : [planner@gwichinplanning.nt.ca](mailto:planner@gwichinplanning.nt.ca)  
Site Web : <http://www.gwichinplanning.nt.ca>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

Chapitre 24.4 de l'Entente sur une revendication territoriale globale des Gwich'in et la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/5

**Mandat**

L'Office Gwich'in d'aménagement territorial est responsable de tous les aménagements territoriaux dans la région visée par le règlement. L'Office recommandera un plan d'aménagement du territoire de la région visée par le règlement qu'on soumettra ensuite à l'approbation des gouvernements des territoires et fédéral et au Conseil tribal des Gwich'in, sans compter qu'il peut proposer des modifications au plan approuvé et qu'il surveillera la conformité au plan et procédera à des examens périodiques de celui-ci.

## Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

---

### Fiducie du Chantier de l'économie sociale

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

**Premier dirigeant**

Jacques Charest, directeur exécutif

**Année d'incorporation / de commencement**

2006

**Fin d'exercice financier**

30 juin

**Siège social**

4200, rue Adam  
Montréal (Québec) H1V 1S9

Téléphone : 514-256-0992

Télécopieur : 514-256-0861

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.fiducieduchantier.gc.ca>

**Vérificateur**

Samson Bélair Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.

**Loi constitutive**

*Code civil du Québec*, articles 1260 et suivants

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/9

**Mandat**

Mettre sur pied et gérer un fonds pour le développement de l'économie sociale.

---

## Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

**Premier dirigeant**

Liette Lamonde, directrice générale

**Année d'incorporation / de commencement**

1995

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

425, Place Jacques-Cartier  
Bureau 10  
Montréal (Québec) H2Y 3B1

Téléphone : 514-872-8401

Télécopieur : 514-872-2957

Courriel : [fmmj@ville.montreal.qc.ca](mailto:fmmj@ville.montreal.qc.ca)

Site Web : <http://fmmj.ca>

**Vérificateur**

Samson Bélair Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les compagnies du Québec*, Partie III

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/20

**Mandat**

Aider les jeunes Montréalais défavorisés qui contribuent au développement économique de Montréal par la création de leurs propres entreprises.

## Montréal International

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

**Premier dirigeant**

Non identifié

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 janvier

**Siège social**

380, rue Saint-Antoine O.  
Bureau 8000  
Montréal (Québec) H2Y 3X7

Téléphone : 514-987-8191

Télécopieur : 514-987-1948

Courriel : [info@montrealinternational.com](mailto:info@montrealinternational.com)

Site Web : <http://montrealinternational.com>

**Vérificateur**

Raymond Chabot Grant Thornton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les compagnies* du Québec, Partie III, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/26

**Mandat**

Contribuer au développement économique de Montréal métropolitain et accroître son rayonnement international. Accroître l'investissement direct étranger et la présence d'organisations internationales.



---

## Agriculture et Agroalimentaire

### Agriculture and Food Council of Alberta

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Tom Marwick, premier dirigeant

**Année d'incorporation / de commencement**

1994

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

1101, 5<sup>e</sup> rue  
Bureau 402  
Nisku (Alberta) T9E 7N3

Téléphone : 780-955-3714

Télécopieur : 780-955-3744

Courriel : [info@agfoodcouncil.com](mailto:info@agfoodcouncil.com)

Site Web : <http://www.agfoodcouncil.com>

**Vérificateur**

Meyers Norris Penny s.r.l.

**Loi constitutive**

*Societies Act* de la province de l'Alberta, 1994

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/27

**Mandat**

Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués à l'Alberta par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.

## Centre de développement du porc du Québec inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Bernard Dion, président et premier dirigeant

**Année d'incorporation / de commencement**

1992

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

2795, boul. Laurier  
Bureau 340  
Sainte-Foy (Québec) G1V 4M7

Téléphone : 418-650-2440

Télécopieur : 418-650-1626

Courriel : [cdpg@cdpginc.qc.ca](mailto:cdpg@cdpginc.qc.ca)

Site Web : <http://www.cdpqinc.qc.ca>

**Vérificateur**

Raymond Chabot Grant Thornton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les compagnies* du Québec, Partie III, 1992

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/19<sup>64</sup>

**Mandat**

Exercer un leadership dans le développement et le transfert de technologies de pointe afin de contribuer activement à l'amélioration de la qualité, de l'efficacité d'une industrie porcine québécoise durable.

---

64. Cette année, le Conseil compte un membre de plus, mais aucun changement n'a été apporté quant au nombre d'administrateurs nommés par le gouvernement fédéral.

---

## Centre de diversification des cultures Canada-Manitoba

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Canada : Jim Tokarchuk, co-président

Manitoba : Daryl Domitruk, co-président

Industrie : Garry Sloik, co-président

**Année d'incorporation / de commencement**

1993

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C. P. 309

Carberry (Manitoba) R0K 0H0

Téléphone : 204-834-6000

Télécopieur : 204-834-3777

Courriel : s.o.

Site Web : [http://www.agr.gc.ca/pfra/mcdc/mcdc\\_f](http://www.agr.gc.ca/pfra/mcdc/mcdc_f).

**Vérificateur**

Meyers Norris Penny s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur le ministère de l'Agriculture*, 1993

**Administrateurs nommés par le fédéral**

4/12

**Mandat**

Organisme créé par l'industrie et chargé de trouver et d'évaluer de nouvelles récoltes et de nouvelles techniques ainsi que de nouvelles possibilités de valeur ajoutée dans un système agricole durable, et d'en démontrer et faciliter l'utilisation. Le Centre possède trois emplacements représentant toute une gamme de sols et de climats. Il mène une grande partie de ses travaux en collaboration avec des organismes, des groupes et des particuliers de l'extérieur. Le Centre offre une aide variée aux travaux de recherche et de démonstration, ce qui comprend un soutien technique et l'utilisation de ses installations et de ses terrains.

## Centre d'excellence en biotechnologie et innovations technologiques du Nouveau-Brunswick (BioAtlantech)

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

John Arqall, directeur exécutif

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C.P. 636  
Succursale A  
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5A6

Téléphone : 506-444-2444

Télécopieur : 506-444-5662

Courriel : [info@bioatlantech.nb.ca](mailto:info@bioatlantech.nb.ca)

Site Web : <http://www.bioatlantech.nb.ca>

**Vérificateur**

Teed Saunders Doyle Co. s.r.l. (Fredericton)

**Loi constitutive**

Accord sur le fonds du Centre d'excellence en biotechnologie et innovations technologiques du Nouveau-Brunswick, *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire*. Incorporation provinciale conformément aux lois de la province du Nouveau-Brunswick, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/11

**Mandat**

Renforcer l'économie rurale et axée sur les ressources du Nouveau-Brunswick grâce au développement, à l'application et à la commercialisation de la biotechnologie et d'innovations technologiques.

---

## Commission canadienne du blé

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Greg Arason, président et premier dirigeant

**Année d'incorporation / de commencement**

1919

**Fin d'exercice financier**

31 juillet

**Siège social**

C.P. 816, succursale Main  
423, rue Main  
Winnipeg (Manitoba) R3C 2P5

Téléphone : 204-983-0239

Télécopieur : 204-983-3841

Courriel : [avis\\_gray@cwbc.ca](mailto:avis_gray@cwbc.ca)

Site Web : <http://www.cwbc.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur la Commission canadienne du blé*, 1935 et modifications de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, 1998

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/15

**Mandat**

La Commission canadienne du blé est constituée dans le but de favoriser le commerce interprovincial et l'exportation du blé et de l'orge produits au Canada.

## Conseil de l'adaptation agricole

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Bette Jean Crews, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1995

**Fin d'exercice financier**

30 septembre

**Siège social**

Ontario AgriCentre  
100, route Stone Ouest  
Bureau 103  
Guelph (Ontario) N1G 5L3

Téléphone : 519-822-7554

Télécopieur : 519-822-6248

Courriel : [info@adaptcouncil.org](mailto:info@adaptcouncil.org)

Site Web : <http://www.adaptcouncil.org>

**Vérificateur**

Tonen Co. s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les organisations agricoles et horticoles de la province de l'Ontario, 1995*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/8

**Mandat**

Le Conseil de l'adaptation agricole (CAA) a recours à des fournisseurs et exécute des programmes avec efficacité, flexibilité et transparence à l'aide d'un partenariat financier se concentrant sur l'agriculture ontarienne et le secteur agroalimentaire. Les projets bénéficiant d'un soutien financier contribuent généralement à créer et à améliorer la rentabilité au sein d'une économie diversifiée et changeante.

---

## Conseil de recherches en pêche et agroalimentaire du Québec

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Yvan Savoie, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

Direction de l'innovation scientifique et  
technologique  
MAPAQ  
200, chemin Ste-Foy, 9<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4X6

Téléphone : 418-380-2103

Télécopieur : s.o.

Courriel : [pcita@mapaq.gouv.qc.ca](mailto:pcita@mapaq.gouv.qc.ca)

Site Web :

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/ministere/info/rechercheinnovation/corpaq/>

**Vérificateur**

Vérificateur général du Québec

**Loi constitutive**

Gouvernement du Québec; *Loi sur le vérificateur général*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/23

**Mandat**

Donner des conseils au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec sur les activités de recherche et de développement de nature à améliorer le dialogue afin d'aider le secteur bio alimentaire à atteindre son objectif de développement durable.

## Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Laurent Pellerin, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

555, boul. Roland-Therrien  
Bureau 110  
Longueuil (Québec) J4H 4E7

Téléphone : 450-679-0540 poste 8353

Télécopieur : 450-463-5214

Courriel : [cdaq@cdaq.qc.ca](mailto:cdaq@cdaq.qc.ca)

Site Web : <http://www.cdaq.qc.ca>

**Vérificateur**

Raymond Chabot Grant Thornton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les compagnies du Québec*, Partie III, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/9

**Mandat**

Administrer les fonds attribués par divers  
organismes fédéraux ou provinciaux pour le secteur  
agricole.



---

## Fonds de développement de la transformation alimentaire inc.

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Christian Breton, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

9001, boul. de l'Acadie  
Bureau 200  
Montréal (Québec) H4N 3H7

Téléphone : 514-858-2000

Télécopieur : 514-858-2016

Courriel : [info@fdta.qc.ca](mailto:info@fdta.qc.ca)

Site Web : <http://www.fdta.qc.ca>

**Vérificateur**

Samson Bélair Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les compagnies du Québec, Partie III*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/12

**Mandat**

Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués au Québec par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.

## Growing Alberta

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Art Froehlich, président

**Année d'incorporation / de commencement**

2003

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

8704, 51<sup>e</sup> avenue  
Bureau 201  
Edmonton (Alberta) T6E 5E8

Téléphone : 780-466-7905

Télécopieur : 780-466-7928

Courriel : [barry.mcdonald@growingalberta.com](mailto:barry.mcdonald@growingalberta.com)

Site Web : <http://www.growingalberta.com>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Alberta Corporations Act*, sans but lucratif, Partie IX, 2003

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/11<sup>65</sup>

**Mandat**

Société créée par l'industrie de l'agroalimentaire pour faire la promotion du secteur agricole et alimentaire auprès d'auditoires urbains.

---

65. Cette année, le Conseil compte deux membres de moins, mais aucun changement n'a été apporté quant au nombre d'administrateurs nommés par le gouvernement fédéral.

---

## Initiative de recherche-développement Canada-Manitoba au sein du secteur agroalimentaire

---

Société à régie partagée

---

### **Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

### **Premier dirigeant**

David Gislason, président

### **Année d'incorporation / de commencement**

1997

### **Fin d'exercice financier**

31 mars

### **Siège social**

Administrateur Agri-food R&D Council Manitoba  
Association of Agricultural Societies  
C.P. 72  
Morris (Manitoba) R0G 1K0

Téléphone : 204-746-8186

Télécopieur : 204-746-8213

Courriel : [cevenson@mts.net](mailto:cevenson@mts.net)

Site Web :

<http://www.gov.mb.ca/agriculture/help/french.html>

### **Vérificateur**

Hamilton and Asselstine, CA s.r.l.

### **Loi constitutive**

Accord de mise en œuvre du cadre fédéral-provincial-territorial sur une politique agricole et agroalimentaire pour le vingt et unième siècle, *Loi sur la protection du revenu agricole*

### **Administrateurs nommés par le fédéral**

2/3<sup>66</sup>

### **Mandat**

Lancer, encourager, promouvoir et réaliser des projets de recherche et de développement novateurs qui contribuent au mieux-être économique du Canada et du Manitoba.

---

66. Cette année, le Conseil compte un membre de moins, mais 'aucun changement n'a été apporté quant au nombre d'administrateurs nommés par le gouvernement fédéral.

## Institut international du Canada pour le grain

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Barry Senft, directeur exécutif

**Année d'incorporation / de commencement**

1972

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

303, rue Main  
Bureau 1000  
Winnipeg (Manitoba) R3C 3G7

Téléphone : 204-984-5344

Télécopieur : 204-983-2642

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.cigi.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, 1972*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/5

**Mandat**

Créer des programmes d'éducation et des activités techniques afin de faire la promotion et de favoriser le développement des marchés mondiaux pour les grandes cultures du Canada et leurs produits.

---

## Investment Agriculture Foundation of British Columbia

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

H.A. (Bert) Miles, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

C.P 8248

Victoria (Colombie-Britannique) V8W 3R9

Téléphone : 250-356-1662

Télécopieur : 250-953-5162

Courriel : [info@iafbc.ca](mailto:info@iafbc.ca)

Site Web : <http://www.iafbc.ca/francais.htm>

**Vérificateur**

BDO Dunwoody s.r.l.

**Loi constitutive**

*Society Act* de la province de la Colombie-Britannique, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/15

**Mandat**

Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués à la Colombie-Britannique par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.

## Manitoba Rural Adaptation Council Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Nell Van Ryssel, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

294, avenue Portage  
Bureau 802  
Winnipeg (Manitoba) R3C 0B9

Téléphone : 204-982-4791  
Télécopieur : 204-982-4794  
Courriel : [mracinfo@mrac.ca](mailto:mracinfo@mrac.ca)  
Site Web : <http://www.mrac.ca>

**Vérificateur**

Meyers Norris Penny s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations* de la province du Manitoba,  
1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/21<sup>67</sup>

**Mandat**

Conseil de l'industrie qui administre les fonds attribués au Manitoba par le Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire (PASCAA) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada afin d'encourager l'industrie agricole et le Manitoba agro rural à s'adapter à la transformation des débouchés grâce à la diversification et à des activités à valeur ajoutée.

---

67. Cette année, le Conseil compte un membre de moins, mais aucun changement n'a été apporté quant au nombre d'administrateurs nommés par le gouvernement fédéral.

---

## Nova Scotia Technology Development 2000

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Michael Johnson, président

**Année d'incorporation / de commencement**

2000

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

a/s de Nova Scotia Department of Agriculture & Fisheries Harlow Institute  
176, rue du College  
C.P. Box 550  
Truro (Nouvelle-Écosse) B2N 5E3

Téléphone : 902-893-6511

Télécopieur : 902-843-7579

Courriel : [prm@gov.ns.ca](mailto:prm@gov.ns.ca)

Site Web : <http://www.gov.ns.ca/agri/prm/techdev>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur le Research Technology 2000 Development, *Loi sur la protection du revenu agricole*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/10

**Mandat**

Fournir une aide financière aux agriculteurs de la Nouvelle-Écosse, afin d'appuyer la recherche agricole à long terme dirigée par l'industrie en Nouvelle-Écosse.

## Nunavut Harvesters Association

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Brian Zawadski, directeur exécutif

**Année d'incorporation / de commencement**

2004

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C.P. 249

Rankin Inlet (Nunavut) X0C 0G0

Téléphone : 867-645-3170

Télécopieur : 867-645-3755

Courriel : [brian@ndcorp.nu.ca](mailto:brian@ndcorp.nu.ca)

Site Web : <http://www.harvesters.nu.ca>

**Vérificateur**

Robert Stewart Comptables agréés/  
Conseillers en gestion s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 2002

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/5

**Mandat**

Conseil de l'industrie qui administre les fonds attribués au territoire par le gouvernement fédéral afin de promouvoir l'apport de solutions de l'industrie aux nouveaux problèmes, d'exploiter les débouchés du marché en mettant à profit les résultats de la recherche et de partager de l'information pour favoriser l'avancement du secteur.



---

## POS Pilot Plant Corporation

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Robert E. Morgun, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1977

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

118, route Veterinary  
Saskatoon (Saskatchewan) S7N 2R4

Téléphone : 306-978-2800

Télécopieur : 306-975-3766

Courriel : [pos@pos.ca](mailto:pos@pos.ca)

Site Web : <http://www.pos.ca>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, 1973*  
Lettres patentées

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/10<sup>68</sup>

**Mandat**

Excellence du service fondée sur la présentation, par un personnel consciencieux, de solutions en matière de bioprocédés visant à accroître la compétitivité de nos clients.

---

68. Cette année, le Conseil compte quatre membres de moins, mais aucun changement n'a été apporté quant au nombre d'administrateurs nommés par le gouvernement fédéral.

## Saskatchewan Council for Community Development

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Garth Patterson, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1992

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C.P. 21038  
Saskatoon (Saskatchewan) S7H 5N9

Téléphone : 306-975-6847  
Télécopieur : 306-975-6850  
Courriel : [info@sccd.sk.ca](mailto:info@sccd.sk.ca)  
Site Web : <http://www.sccd.sk.ca>

**Vérificateur**

Davies Breen & Drury s.r.l.

**Loi constitutive**

Alinéa 4(a) de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire*  
Enregistré comme une organisation à but non lucratif, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/10<sup>69</sup>

**Mandat**

Soutenir et promouvoir le développement communautaire en agissant à titre de catalyseur en matière de coopération, d'habilitation et de développement dans les collectivités et offrir des programmes de qualité aux collectivités rurales de la Saskatchewan.

---

69. Une réorganisation importante au sein de la société a eu lieu en octobre 2006. Le gouvernement fédéral a approuvé ces changements qui font que les membres nommés par le gouvernement fédéral passent de 2 à 1 alors que le nombre total de membres du Conseil est passé de 14 à 10.

---

## Société canadienne d'enregistrement des animaux

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Sheryl Blackburn, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1988

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

2417, Holly Lane  
Ottawa (Ontario) K1V 0M7

Téléphone : 613-731-7110

Télécopieur : 613-731-0704

Courriel : [clrc@clrc.ca](mailto:clrc@clrc.ca)

Site Web : <http://www.clrc.ca>

**Vérificateur**

Newton & Co. s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur la généalogie des animaux*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/51

**Mandat**

Assurer des services aux membres des  
50 associations d'éleveurs et en leur nom; voir au  
maintien des livres généalogiques sur le bétail et les  
chevaux.

## Territorial Farmers Association NWT

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Ruth Boden, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

C.P. 4386

Hay River (Territoires du Nord-Ouest) X0E 1G3

Téléphone : 867-874-4706

Télécopieur : 867-874-3641

Courriel : [farmwt@northwestel.net](mailto:farmwt@northwestel.net)

Site Web : <http://www.farmnwt.com>

**Vérificateur**

Ashton Chartered Accountants s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les sociétés* des Territoires du Nord-Ouest,  
1973

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/8<sup>70</sup>

**Mandat**

Un conseil dirigé par l'industrie et chargé d'administrer les fonds attribués aux Territoires du Nord-Ouest par le gouvernement fédéral pour promouvoir les efforts d'adaptation de l'industrie agroalimentaire en aidant le secteur à profiter des débouchés qu'offre le marché.

---

70. Cette année, le Conseil compte un membre de moins, mais aucun changement n'a été apporté quant au nombre d'administrateurs nommés par le gouvernement fédéral.

---

## Western Grains Research Foundation

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Keith Degenhardt, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1981

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

111, rue Research, bureau 214  
Saskatoon (Saskatchewan) S7N 3R2

Téléphone : 306-975-0060

Télécopieur : 306-975-0316

Courriel : [info@westerngrains.com](mailto:info@westerngrains.com)

Site Web : <http://www.westerngrains.com>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 1981

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/18

**Mandat**

Lancer, encourager, appuyer et mener des recherches dans le domaine de la production des céréales et dans les domaines de la promotion économique et du développement des marchés des produits dérivés des céréales.

## Yukon Agricultural Association

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

**Premier dirigeant**

Al Falle, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1974

**F in d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

302, rue Steele, bureau 203  
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C5

Téléphone : 867-668-6864

Télécopieur : 867-393-9566

Courriel : [admin@yukonag.ca](mailto:admin@yukonag.ca)

Site Web : <http://www.yukonag.ca>

**Vérificateur**

BDO Dunwoody Chartered Accountants s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les sociétés* du Yukon, 1985

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/11

**Mandat**

Un conseil industriel pour administrer les fonds que le gouvernement fédéral a alloués au territoire en vue de promouvoir l'adoption de solutions pilotées par l'industrie pour composer avec les nouveaux enjeux et conquérir les marchés tout en approfondissant les recherches et en partageant l'information afin de contribuer à l'avancement du secteur.

---

## Anciens Combattants

---

### Fonds du Souvenir

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Anciens Combattants

**Premier dirigeant**

Lou Cuppens, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1921

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

505, boul. René Lévesque  
Bureau 401  
Montréal (Québec) H2Z 1Y7

Téléphone : 514-866-2727

Télécopieur : 514-866-2147

Courriel : [lpfnogc@lastpostfund.ca](mailto:lpfnogc@lastpostfund.ca)

Site Web : <http://www.lastpostfund.ca>

**Vérificateur**

Services Comptables Info-Gestion

**Loi constitutive**

Charte fédérale, 1921

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/12

**Mandat**

Veiller à fournir des funérailles dignes aux anciens combattants admissibles.

## Conseil privé

### Institut Vanier de la famille<sup>71</sup>

Société à régie partagée

**Ministre de tutelle**

Le Premier Ministre

**Premier dirigeant**

Allan Mackay, président

Clarence Lockheed, directeur exécutif

**Année d'incorporation / de commencement**

1965

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

94, promenade Centrepoin  
Ottawa (Ontario) K2G 6B1

Téléphone : 613-228-8500

Télécopieur : 613-228-8007

Courriel : [webmaster@vifamily.ca](mailto:webmaster@vifamily.ca)

Site Web : <http://www.vifamily.ca>

**Vérificateur**

McCay Duff & Company s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/18

**Mandat**

Favoriser le bien-être spirituel et matériel des familles canadiennes et, pour y arriver, étudier leur milieu et leurs caractéristiques sociales, physiques, mentales, morales et financières.

---

71. Ces renseignements n'ont pas encore été confirmés par l'administrateur général responsable.



---

## Nature Trust of British Columbia<sup>72</sup>

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Le Premier Ministre

**Premier dirigeant**

Doug Walker, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1971

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1000, croissant Roosevelt, bureau 260  
North Vancouver (Colombie-Britannique)  
V7P 3R4

Téléphone : 604-924-9771 ou 1-866-288-7878

Télécopieur : 604-924-9772

Courriel : [info@naturetrust.bc.ca](mailto:info@naturetrust.bc.ca)

Site Web : <http://www.naturetrust.bc.ca>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/11

**Mandat**

Acheter et préserver des étendues de terre ayant une importance écologique en Colombie-Britannique.

---

72. Ces renseignements n'ont pas été confirmés par l'administrateur général responsable.

## Environnement

### Commission de contrôle du lac des Bois

Société à régie partagée

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

Bob Harrison, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1919

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

Ingénieur en chef  
Secrétariat du lac des Bois  
351, boul. Saint-Joseph  
Gatineau (Québec) K1A 0H3

Téléphone : 1-800-661-5922  
Télécopieur : 819-953-4666  
Courriel : [secretariat@lwcb.ca](mailto:secretariat@lwcb.ca)  
Site Web : <http://www.lwcb.ca>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

La Commission a été créée conformément à l'article 2 de la *Loi sur la Commission de contrôle du lac des Bois* (adoptée en 1921 et modifiée en 1958). Elle a également été autorisée par un traité canado-américain (Convention et protocole visant à régler le niveau du lac des Bois, 1925)

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/4

**Mandat**

Le lac des Bois fait partie des eaux internationales limitrophes. La Commission de contrôle du lac des Bois est chargée de la régularisation des niveaux du lac des Bois et du lac Seul, ainsi que des débits dans les rivières Winnipeg et English en aval de ces lacs à leur confluent, conformément aux engagements internationaux et aux lois fédérales et provinciales.

---

## Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

Gordon McBean, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2000

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

350, rue Sparks  
Bureau 901  
Ottawa (Ontario) K1R 7S8

Téléphone : 613-238-2223

Télécopieur : 613-238-2227

Courriel : [conway@cfcas.org](mailto:conway@cfcas.org)

Site Web : <http://www.cfcas.org>

**Vérificateur**

Ouseley Hanvey Clipsham Deep s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 2000

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/13

**Mandat**

Finance de la recherche qui contribue à une meilleure compréhension du climat, des phénomènes météorologiques extrêmes, de la qualité de l'air et de la prévision environnementale maritime, qui fournit de l'information scientifique appropriée aux responsables des politiques, explique l'incidence des problèmes climatiques et atmosphériques sur la santé humaine et sur l'environnement naturel en plus de renforcer la capacité scientifique du Canada.

## Habitat faunique Canada

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

Peter Gray-Donald, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1984

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

1750, croissant Courtwood  
Bureau 310  
Ottawa (Ontario) K2C 2B5

Téléphone : 613-722-2090

Télécopieur : 613-722-3318

Courriel : [admin@whc.org](mailto:admin@whc.org)

Site Web : <http://www.whc.org>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, 1984*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

6/12

**Mandat**

Promouvoir la préservation, la restauration et l'amélioration de l'habitat faunique au Canada en vue de maintenir la diversité, la répartition et l'abondance de la flore et de la faune à l'état naturel.

---

## Ouranos

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

André Musy, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2002

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

19<sup>e</sup> étage, tour Ouest  
550, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec) H3A 1B9

Téléphone : 514-232-6464

Télécopieur : 514-282-7131

Courriel : [info@ouranos.ca](mailto:info@ouranos.ca)

Site Web : <http://www.ouranos.ca>

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

*Loi sur les compagnies du Québec*, Partie III, 2002

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/11

**Mandat**

Favoriser les recherches sur les modèles et les scénarios climatiques globaux et régionaux, la science de leurs incidences et leur adaptation; faciliter la compréhension générale des décideurs et des membres d'Ouranos sur le climat; déterminer et évaluer les incidences des changements climatiques et les possibilités d'adaptation au Québec.

## Waterfront Toronto

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Environnement

**Premier dirigeant**

John W. Campbell, président et premier dirigeant

**Année d'incorporation / de commencement**

2002

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

20, rue Bay  
Bureau 1310  
Toronto (Ontario) M5J 2N8

Téléphone : 416-214-1344

Télécopieur : 416-214-4591

Courriel : [info@waterfrontontario.ca](mailto:info@waterfrontontario.ca)

Site Web : <http://www.waterfrontontario.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur la Société de revitalisation du secteur  
riverain de Toronto*, 2002, L.O. 2002, ch. 28

**Administrateurs nommés par le fédéral**

4/13

**Mandat**

Transformer le secteur riverain de Toronto pour  
l'usage et le plaisir de la population de Toronto, de  
l'Ontario et du Canada, favoriser la croissance  
économique et redéfinir comment la ville, la  
province et le pays sont perçus à l'échelle mondiale.

---

## Industrie

---

### Corporation du Secrétariat du commerce intérieur

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Industrie

**Premier dirigeant**

Tom Fleming, président

Anna Maria Magnifico, directrice exécutive

**Année d'incorporation / de commencement**

2005

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

444, avenue St. Mary

Bureau 850

Winnipeg (Manitoba) R3C 3T1

Téléphone : 204-987-8094

Télécopieur : 204-942-8460

Courriel : [amagnifico@ait-aci.ca](mailto:amagnifico@ait-aci.ca)

Site Web : <http://www.ait-aci.ca>

**Vérificateur**

BDO Dunwoody s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi de mise en œuvre de l'Accord sur le commerce intérieur, 1996*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/13

**Mandat**

Réduire et éliminer, dans la mesure du possible, les obstacles à la libre circulation des personnes, des produits, des services et des investissements à l'intérieur du Canada, et établir un marché intérieur ouvert, performant et stable.

## Fondation canadienne pour l'innovation

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Industrie

**Premier dirigeant**

Eliot A. Phillipson, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

230, rue Queen, bureau 450  
Ottawa (Ontario) K1P 5E4

Téléphone : 613-947-6496

Télécopieur : 613-943-0923

Courriel : [info@innovation.ca](mailto:info@innovation.ca)

Site Web : <http://ww.innovation.ca>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi d'exécution du budget, 1997*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

7/15

**Mandat**

Accroître la capacité des universités, des collèges, des hôpitaux et des établissements de recherche canadiens à but non-lucratif de poursuivre des activités de recherche et de développement technologique d'envergure internationale qui produisent des retombées pour les Canadiens.



---

## Fondation Pierre-Elliott-Trudeau, La

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de l'Industrie

**Premier dirigeant**

Pierre-Gerlier Forest, président

**Année d'incorporation / de commencement**

2001

**Fin d'exercice financier**

31 août

**Siège social**

1514, avenue Dr. Penfield  
Montréal (Québec) H3G 1B9

Téléphone : 514-938-0001

Télécopieur : 514-938-0046

Courriel : [ftinfo@fondationtrudeau.ca](mailto:ftinfo@fondationtrudeau.ca)

Site Web : <http://www.fondationtrudeau.ca>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 1985

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/18

**Mandat**

Promouvoir la recherche d'envergure effectuée dans le domaine des sciences humaines et préconiser également un dialogue fructueux entre les universitaires et les décideurs des milieux des arts et des affaires, de l'administration publique, des professions libérales ainsi que du secteur bénévole et communautaire.

## Patrimoine canadien

---

### Association canadienne des entraîneurs

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

John Bales, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1971

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

141, avenue Laurier Ouest  
Bureau 300  
Ottawa (Ontario) K1P 5J3

Téléphone : 613-235-5000

Télécopieur : 613-235-9500

Courriel : [coach@coach.ca](mailto:coach@coach.ca)

Site Web : <http://www.coach.ca>

**Vérificateur**

Ouseley Hanvey Clipsham Deep s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, 1971*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/16

**Mandat**

Diriger l'amélioration des activités de formation des entraîneurs et le perfectionnement des dirigeants sportifs, la réalisation et la promotion de ces activités de concert avec des partenaires, notamment grâce à un programme national avant-gardiste d'entraînement et de formation des dirigeants sportifs qui offre une formation dans un contexte général de leadership sportif fondé sur les besoins des participants sportifs, depuis le terrain de jeu jusqu'au podium.

---

## Association de développement olympique de Calgary

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Bob Nicolay, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1979

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

88, chemin Canada Olympic SO  
Calgary (Alberta) T2M 4N3

Téléphone : 403-247-5452

Télécopieur : 403-286-7213

Courriel : [info@coda.ca](mailto:info@coda.ca)

Site Web : <http://www.canadaolympicpark.ca>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

*Societies Act* de la province de l'Alberta, 1979

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/20

**Mandat**

Favoriser le développement d'athlètes canadiens de sport d'hiver; administrer le Fonds de dotation olympique; assurer le fonctionnement et l'entretien du Parc olympique du Canada.

## Association pour l'exportation du livre canadien

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Suzanne Bossé, directrice exécutive

Robert Sanders, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1972

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

1, rue Nicholas, bureau 504  
Ottawa (Ontario) K1N 7B7

Téléphone : 613-562-2324

Télécopieur : 613-562-2329

Courriel : [aecb@aecb.org](mailto:aecb@aecb.org)

Site Web : <http://www.aecb.org>

**Vérificateur**

Logan Katz s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, 1972*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/12

**Mandat**

L'Association pour l'exportation du livre canadien est une association de l'industrie qui aide les éditeurs canadiens à se positionner et à accroître leurs ventes sur les marchés étrangers en fournissant des renseignements sur ces marchés et un soutien financier, promotionnel et logistique.

---

## Centre canadien multisport – Atlantique

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Ken Bagnell, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

5516, chemin Spring Garden  
Bureau 312  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1G6

Téléphone : 902-425-0942

Télécopieur : 902-425-5928

Courriel : [ken@cscatlantic.ca](mailto:ken@cscatlantic.ca)

Site Web : <http://www.cscatlantic.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Nova Scotia Act*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/15

**Mandat**

Appuyer les athlètes de haut niveau et la formation des entraîneurs dans le Canada atlantique en offrant les services essentiels à la poursuite de l'excellence athlétique et personnelle.

## Centre canadien multisport – Calgary

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Dale Henwood, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1994

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

Université de Calgary  
Bureau 125, Ovale olympique  
2500, promenade University NO  
Calgary (Alberta) T2N 1N4

Téléphone : 403-220-4405

Télécopieur : 403-282-6972

Courriel : [CSCC@canadiansportcentre.com](mailto:CSCC@canadiansportcentre.com)

Site Web : <http://www.canadiansportcentre.com>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

*Societies Act* de la province de l'Alberta, 1994

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/12

**Mandat**

Aider les athlètes de haut niveau à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.

---

## Centre canadien multisport – Grand Victoria

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Roger Skillins, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1994

**Fin d'exercice financier**

Non identifié

**Siège social**

4636, promenade Elk Lake, bureau 100  
Victoria (Colombie-Britannique) V8Z 5M1

**Vérificateur**

Non identifié

**Loi constitutive**

*Societies Act* de la Colombie Britannique

**Administrateurs nommés par le fédéral**

Non identifié

**Mandat**

Non identifié

Téléphone : 250-744-5521

Télécopieur : 250-744-3542

Courriel : [info@pacificsport.com](mailto:info@pacificsport.com)

Site Web : <http://www.pacificsport.com>

## Centre canadien multisport – Manitoba

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Randy Anderson, gestionnaire principal

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

Université du Manitoba  
Frank Kennedy Centre  
17, rue Dafoe, bureau 138  
Winnipeg (Manitoba) R3T 2N2

Téléphone : 204-474-6604

Télécopieur : 204-474-7685

Courriel : [randersn@cc.umanitoba.ca](mailto:randersn@cc.umanitoba.ca)

Site Web : <http://www.cscm.ca/>

**Vérificateur**

Hemingway Silver s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations* du Manitoba

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/12<sup>73</sup>

**Mandat**

Aider les athlètes de haut niveau à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.

---

73. Depuis l'an dernier, le ratio est passé de 1/14 à 1/12.



---

## Centre canadien multisport – Ontario

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Debbie Low, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

1185, avenue Eglinton E, bureau 606A  
North York (Ontario) M3C 3C6

Téléphone : 416-426-7184

Télécopieur : 416-426-7254

Courriel : [asm@cscontario.com](mailto:asm@cscontario.com)

Site Web : <http://www.cscontario.ca/>

**Vérificateur**

James G.A. Gibbs s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Ontario, 1998

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/12

**Mandat**

Aider les athlètes de haut niveau à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.

## Centre canadien multisport – Saskatchewan

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Dale Kryzanowski, directeur exécutif

**Année d'incorporation / de commencement**

1972

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

510, rue Cynthia  
Saskatoon (Saskatchewan) S7L 7K7

Téléphone : 306-975-0809

Télécopieur : 306-781-6021

Courriel : [dkryzanowski@sasksport.sk.ca](mailto:dkryzanowski@sasksport.sk.ca)

Site Web : <http://www.sasksport.sk.ca/csc-sk>

**Vérificateur**

Virtus Group s.r.l.

**Loi constitutive**

Sous SaskSport Inc., 1972

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/9<sup>74</sup>

**Mandat**

Aider les athlètes de haut niveau à accéder au podium dans les compétitions internationales grâce à une démarche d'épanouissement global.

---

74. Cette année, le conseil d'administration compte sept membres de moins, mais aucun changement n'a été apporté au nombre d'administrateurs nommés par le gouvernement fédéral. Toutefois, au cours de la dernière année, on a décidé de ne pas combler ce poste.

---

## Centre de règlement des différends sportifs du Canada

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Marie-Claude Asselin, directrice exécutive

**Année d'incorporation / de commencement**

2004

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

3100, Le Carrefour  
Bureau 560  
Laval (Québec) H7T 2K7

Téléphone : 450-686-1246 ou 1-866-733-7767  
Télécopieur : 1-877-733-1246 ou 1-450-686-1246  
Courriel : [jpoirier@adrspored.ca](mailto:jpoirier@adrspored.ca)  
Site Web : <http://www.adrspored.ca>

**Vérificateur**

BDO Dunwoody s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur l'activité physique et le sport*, 2003

**Administrateurs nommés par le fédéral**

12/12

**Mandat**

Fournir à la collectivité sportive canadienne un service de niveau national de règlement extrajudiciaire des différends sportifs ainsi qu'une expertise et une assistance dans ce domaine.

## Centre national multisport – Montréal

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Jean-Pierre Tibi, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

1000, avenue Émile-Journeault  
Montréal (Québec) H2M 2E7

Téléphone : 514-872-1999

Télécopieur : 514-872 2058

Courriel : [cnmm@multisport.qc.ca](mailto:cnmm@multisport.qc.ca)

Site Web : <http://www.multisport.qc.ca/>

**Vérificateur**

Gosselin et associés s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les compagnies du Québec*, Partie III, 1997

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/10

**Mandat**

Aider les athlètes de haut niveau à mieux se préparer en vue de l'atteinte de performances maximales lors des Jeux olympiques, Championnats du monde et autres compétitions internationales d'envergure.

---

## Comité des célébrations du Canada à Terre-Neuve-et-Labrador

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Lorne Humphries, président

**Année d'incorporation / de commencement**

2001

**Fin d'exercice financier**

31 mai

**Siège social**

a/s de Harold Spracklin  
84, Bonavista  
St. John's (Terre-Neuve) A1E 4A1

Téléphone : 709-368-8082

Télécopieur : s.o.

Courriel : [hcspracklin@nf.sympatico.ca](mailto:hcspracklin@nf.sympatico.ca)

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Bruce Jones

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/11

**Mandat**

Le Comité des célébrations du Canada à Terre-Neuve-et-Labrador est responsable de promouvoir, d'encourager, de coordonner et de faciliter les activités liées aux célébrations de la fête du Canada à Terre-Neuve-et-Labrador.

## Comité des célébrations du Canada au Québec

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Dr. Éric Dupont, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

2075, rue University  
Bureau 1206, 12<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H3A 2L1

Téléphone : 514-866-9164 ou 1-800-361-8303

Télécopieur : 514-866-9099

Courriel : [info@celafete.ca](mailto:info@celafete.ca)

Site Web : <http://www.celafete.ca>

**Vérificateur**

Peter Di Ciero

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, Partie II*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/11

**Mandat**

Le Comité des célébrations du Canada au Québec est responsable d'organiser et de coordonner les célébrations de la fête du Canada partout au Québec; de promouvoir le sens civique dans le contexte des célébrations de la fête du Canada; d'accroître la connaissance qu'ont les Québécois du patrimoine et des symboles officiels canadiens.

---

## Comité des célébrations du Canada en Alberta

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Marilyn Milavsky, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

2005

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

1008, 17<sup>e</sup> avenue SE  
Bureau 208  
Calgary (Alberta) T2T 0A6

Téléphone : 403-244-9882

Télécopieur : 403-229-9393

Courriel : [mtm@telusplanet.net](mailto:mtm@telusplanet.net)

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

s.o. (aucune vérification effectuée)

**Loi constitutive**

*Societies Act* de la province de l'Alberta

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/14

**Mandat**

Le Comité a pour mandat d'organiser et de coordonner les célébrations de la fête du Canada partout en Alberta et de promouvoir le sens civique dans le contexte des célébrations « Le Canada en fête! »

## Comité des célébrations du Canada en Saskatchewan

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Alan Nicholson, président

**Année d'incorporation / de commencement**

2005

**Fin d'exercice financier**

30 septembre

**Siège social**

2201, 11<sup>e</sup> avenue  
Bureau 100  
Regina (Saskatchewan) S4P 0J8

Téléphone : 306-781-1050

Télécopieur : 306-780-6630

Courriel : [celebratecanadask@sasktel.net](mailto:celebratecanadask@sasktel.net)

Site Web : <http://www.celebratecanada.sk.ca>

**Vérificateur**

Meyers Norris Penny

**Loi constitutive**

*Non-Profit Corporations Act*, 1995

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/15

**Mandat**

Le Comité a pour mandat d'organiser et de coordonner les célébrations de la fête du Canada partout en Saskatchewan et de promouvoir le sens civique dans le contexte des célébrations « Le Canada en fête! »



---

## Comité des célébrations du Canada (Manitoba)

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Elaine Krawchenko, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 octobre

**Siège social**

C.P. 2160  
275, avenue Portage, 2<sup>e</sup> étage  
Winnipeg (Manitoba) R3C 3R5

Téléphone : 204-983-4738

Télécopieur : 204-983-5365

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.celebratecanadamb.com>

**Vérificateur**

Al Whicker, comptable agréé

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, Partie II*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/7

**Mandat**

Le Comité a pour mandat d'organiser et de coordonner les célébrations de la fête du Canada partout au Manitoba et de promouvoir le sens civique dans le contexte des célébrations « Le Canada en fête! »

## Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2010 à Vancouver

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

John Furlong, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2003

**Fin d'exercice financier**

31 juillet

**Siège social**

1095, rue West Pender, bureau 400  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 2M6

Téléphone : 778-382-2010

Télécopieur : 778-382-2011

Courriel : [minfo@vancouver2010.com](mailto:minfo@vancouver2010.com)

Site Web : <http://www.vancouver2010.com/en>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les sociétés canadiennes*, Partie II, 2003

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/20

**Mandat**

Organiser et administrer la tenue des Jeux olympiques et paralympiques de 2010 à Vancouver et à Whistler.

---

## Conseil des Jeux du Canada

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Sue Hylland, présidente-directrice générale

**Année d'incorporation / de commencement**

1991

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

2197, promenade Riverside  
Bureau 701  
Ottawa (Ontario) K1H 7X3

Téléphone : 613-526-2320

Télécopieur : 613-526-4068

Courriel : [mcanada.games@canadagames.ca](mailto:mcanada.games@canadagames.ca)

Site Web : <http://www.canadagames.ca>

**Vérificateur**

Ouseley Harvey Clipsham Deep s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 1991

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/14

**Mandat**

Assurer l'organisation d'une grande manifestation sportive nationale multidisciplinaire à l'intention des meilleurs jeunes athlètes de toutes les provinces et territoires.

## Conseil du sport de haut niveau de Québec

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Marie-Huguette Cormier, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

2000

**Fin d'exercice financier**

Non identifié

**Siège social**

Peps, Université Laval  
Bureau 2120  
Québec (Québec) G1K 7P4

Téléphone : 418-656-2586

Télécopieur : 418-656-3044

Courriel : [minfo@cshnq.org](mailto:minfo@cshnq.org)

Site Web : <http://www.cshnq.org>

**Vérificateur**

Lemieux Nolet Comptables agréés et consultants  
s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les compagnies* du Québec, Partie III, 2000

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/15

**Mandat**

Initier et appuyer des projets visant l'amélioration des services et des conditions d'entraînement offerts aux athlètes de haut niveau de la région de la Capitale-nationale et de la région de Chaudière-Appalaches dans le respect des champs de compétence respectifs des partenaires impliqués.

---

## Fonds canadien de télévision

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Douglas Barrett, président du conseil

Valerie Creighton, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

50, rue Wellington Est, 4<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5E 1C8

Téléphone : 416-214-4400

Sans frais : 1-877-975-0766

Télécopieur : 416-214-4420

Courriel : [mctf@canadiantelevisionfund.ca](mailto:mctf@canadiantelevisionfund.ca)

Site Web : <http://www.fondscanadiendetele.ca>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les Corporations Canadiennes*, Partie II,  
1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/20

**Mandat**

L'objectif du Fonds canadien de télévision consiste à soutenir la création et la diffusion, aux heures de grande écoute, d'émissions télévisuelles canadiennes de grande qualité, dans les deux langues officielles et en langues autochtones, dans les catégories du genre des dramatiques, des émissions de variétés, des émissions pour les enfants et les jeunes, des documentaires et des arts de la scène, ainsi que les secteurs de production de la majorité ou de la minorité des langues officielles.

## Fonds du legs des Jeux du Commonwealth

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Peter Webster, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1994

**Fin d'exercice financier**

Non identifié

**Siège social**

4685, promenade Bellevue  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6R 1E7

Téléphone : 1-866-835-0413

Télécopieur : s.o.

Courriel : s.o.

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Dale Matheson Carr Hilton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporation canadiennes,*  
*Society Act* de la province de la  
Colombie-Britannique, 1994

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/5

**Mandat**

Financer les programmes visant à élaborer des  
normes élevées de performance et d'excellence  
concurrentielle dans le sport amateur canadien et  
international.

---

## PacificSport BC Society

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Wendy Pattenden, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

2005

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

4636, promenade Elk Lake  
Bureau 100  
Victoria (Colombie-Britannique) V8Z 5M1

Téléphone : 250-744-5521

Télécopieur : 250-744-3542

Courriel : [minfo@pacificsport.com](mailto:minfo@pacificsport.com)

Site Web : <http://www.pacificsport.com>

**Vérificateur**

Staley, Okada & Partners s.r.l.

**Loi constitutive**

*Society Act* de la province de la Colombie-Britannique, 1998

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/11

**Mandat**

Offrir un environnement de calibre mondial permettant aux athlètes et aux entraîneurs canadiens de gagner sur la scène internationale.

## PacificSport Centre canadien multisport – Vancouver<sup>75</sup>

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Vérificateur**

Staley, Okada & Partners s.r.l.

**Premier dirigeant****Loi constitutive**

*Society Act* de la province de la Colombie-Britannique, 1998

**Année d'incorporation / de commencement**

**Administrateurs nommés par le fédéral**  
1/16

**Fin d'exercice financier****Siège social**

1333, rue West Broadway  
Bureau 500  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6H 4C1

**Mandat**

Offrir un environnement de calibre mondial permettant aux athlètes et aux entraîneurs canadiens de gagner sur la scène internationale.

Téléphone : 604-737-3003

Télécopieur : s.o.

Courriel : s.o.

Site Web : s.o.

---

75. Au cours de la période visée par le rapport, des mesures ont été prises pour fusionner cette organisation avec PacificSport BC Society. Seule cette dernière figurera dans les prochains rapports.



---

## Prix humanitaire Terry Fox Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

W. Lorne Davies, directeur exécutif

**Année d'incorporation / de commencement**

1982

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

a/s de l'Université Simon Fraser  
Burnaby (Colombie-Britannique) V5A 1S6

Téléphone : 604-291-3057

Télécopieur : s.o.

Courriel : s.o.

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 1980

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/12

**Mandat**

Encourager les jeunes Canadiens à tendre vers de hauts idéaux, à l'exemple de Terry Fox, en décernant des bourses commémoratives qui permettront aux bénéficiaires de poursuivre leurs études. Établir, maintenir et administrer un fonds de dotation.

## Société d'accueil des Jeux d'hiver du Canada Whitehorse 2007 Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Chris Morrissey, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2002

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

1105, 1<sup>re</sup> avenue  
Whitehorse (Yukon) Y1A 1A3

Téléphone : 867-393-2007

Télécopieur : 867-393-2008

Courriel : [cwg@2007CanadaGames.ca](mailto:cwg@2007CanadaGames.ca)

Site Web : <http://www.2007canadagames.ca>

**Vérificateur**

BDO Dunwoody s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, 2002*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/18

**Mandat**

Planifier, organiser, gérer, promouvoir, financer, diriger, administrer et superviser les Jeux d'hiver du Canada 2007 à Whitehorse, au nom du Canada, du territoire du Yukon et d'autres groupes.

---

## Société hôte des Jeux de 2011 de Halifax

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Vérificateur**

À déterminer

**Premier dirigeant**

À déterminer

**Loi constitutive**

À déterminer

**Année d'incorporation / de commencement**

2007

**Administrateurs nommés par le fédéral**

À déterminer

**Fin d'exercice financier**

À déterminer

**Siège social**

1841, chemin Argyle  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3A5

**Mandat**

Planifier, organiser, gérer, promouvoir, financer, diriger, administrer et superviser les Jeux du Canada 2011 au nom du Canada.

Téléphone : À déterminer

Télécopieur : À déterminer

Courriel : À déterminer

Site Web : À déterminer

## Société hôte des Jeux du Canada 2009 de l'Île-du-Prince-Édouard Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre du Patrimoine canadien

**Premier dirigeant**

Brian McFeely, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2005

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

Bureau de l'Est  
40, croissant Enman  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1E 1E6

Bureau de l'Ouest  
271, rue Water  
Summerside (Île-du-Prince-Édouard) C1E 1E6

Téléphone : 902-438-2009  
Télécopieur : 902-888-5802  
Courriel : [information@2009canadagames.ca](mailto:information@2009canadagames.ca)  
Site Web : <http://www.2009canadagames.ca>

**Vérificateur**

À déterminer

**Loi constitutive**

*Companies Act*, r.s.p.e.i.

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/12

**Mandat**

Planifier, organiser, gérer, promouvoir, financer, diriger, administrer et superviser les Jeux du Canada 2009 au nom du Canada.

---

## Pêches et Océans

---

### Société de caisse de retraite de la Commission internationale des pêcheries

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Pêches et des Océans

**Premier dirigeant**

Bryce Peacock, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1957

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

a/s de Pêches et Océans  
200, rue Kent  
Ottawa (Ontario) K1A 0E6

Téléphone : 613-993-1860

Télécopieur : s.o.

Courriel : s.o.

Site Web :s.o.

**Vérificateur**

Direction générale de la vérification et de l'évaluation, Pêches et Océans Canada

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, 1957*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

4/10

**Mandat**

Prendre les dispositions pour que les employés de toute commission internationale de pêches établie et maintenue par le Canada et/ou les États-Unis, dont l'administration centrale est située dans n'importe quel pays, soient protégés par une caisse de retraite ou un régime d'assurance et voir à leur administration.

## Ressources humaines et Développement social

### Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire

#### Société à régie partagée

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences<sup>76</sup>

**Premier dirigeant**

Vacant

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1000, rue Sherbrooke Ouest  
Bureau 800  
Montréal (Québec) H3A 3R2

Téléphone : 514-985-0026

Télécopieur : 514-985-5987

Courriel : [boursesmillenaire@bm-ms.org](mailto:boursesmillenaire@bm-ms.org)

Site Web : <http://www.millenniumscholarships.ca>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi d'exécution du budget, 1998*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

6/15

**Mandat**

Accorder des bourses d'études à des étudiants qui en ont besoin et qui font preuve de mérite afin de faciliter l'accès aux études postsecondaires de façon à ce que les Canadiens puissent acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour participer à l'économie et à la société en évolution.

---

76. Ressources humaines et Développement des compétences ainsi que Développement social existent toujours sur le plan juridique mais leurs activités sont effectuées de façon collective en tant qu'une seule organisation sous ce titre.

---

## Ressources naturelles

---

ASEP—NB Inc.<sup>77</sup>

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

**Premier dirigeant**

Chef Robert Apwin, président

**Année d'incorporation / de commencement**

2004

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

47, rue Church  
Eel Ground First  
Nation (Nouveau-Brunswick) E1V 4G2

Téléphone : 506-622-4735

Télécopieur : 506-622-8012

Courriel : [asepnbsginnish@nb.aibn.com](mailto:asepnbsginnish@nb.aibn.com)

Site Web : <http://www.asepnb.org>

**Vérificateur**

Teed Saunders Doyle & Co. s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les compagnies du Nouveau-Brunswick*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/9

**Mandat**

Le mandat d'ASEP-NB Inc. consiste à développer, appuyer, former, employer et promouvoir les autochtones du Nouveau-Brunswick afin d'assurer leur part de la vaste richesse de la province.

---

77. Aboriginal Skills and Employment Program – New Brunswick

## Association des arpenteurs des terres du Canada

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

**Premier dirigeant**

Marie Robidoux, présidente

**Année d'incorporation / de commencement**

1985

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

Bureau 100E  
900, rue Dynes  
Ottawa (Ontario) K2C 3L6

Téléphone : 613-723-9200

Télécopieur : 613-723-5558

Courriel : [admin@acls-aatc.ca](mailto:admin@acls-aatc.ca)

Site Web : <http://www.acls-aatc.ca>

**Vérificateur**

Phomin Leslie Chartered Accountants s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les arpenteurs des terres du Canada, 1999*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/9

**Mandat**

Établir et maintenir les normes d'admissibilité et d'exercice, ainsi que régir les arpenteurs des terres du Canada; établir et maintenir les normes de conduite, de connaissances et de compétence de ses membres et des titulaires de licence; régir l'activité des membres et des titulaires de licence; collaborer avec d'autres organisations à la promotion de l'arpentage et exercer les autres attributions découlant de la présente loi.



---

## Canadian Energy Research Institute

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

**Premier dirigeant**

Marwan Masri, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1975

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

3512, 33<sup>e</sup> rue NO  
Bureau 150  
Calgary (Alberta) T2L 2A6

Téléphone : 403-282-1231  
Télécopieur : 403-284-4181  
Site Web : <http://www.ceri.ca>

**Vérificateur**

J. Benaschak Professional Corporation s.r.l.

**Loi constitutive**

*Societies Act* de la province de l'Alberta, 1980, *Loi sur les corporations canadiennes*, 1970

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/25

**Mandat**

Effectuer des recherches économiques indépendantes et de grande qualité dans le domaine de l'énergie et des questions et politiques environnementales connexes afin d'aider les entreprises et les organisations gouvernementales canadiennes.

## Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

**Premier dirigeant**

Vicky Sharpe, présidente et première dirigeante

**Année d'incorporation / de commencement**

2001

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

45, rue O'Connor  
Bureau 1850  
Ottawa (Ontario) K1P 1A4

Téléphone : 613-234-6313

Télécopieur : 613-234-0303

Courriel : [info@sdtc.ca](mailto:info@sdtc.ca)

Site Web : <http://www.sdtc.ca>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

7/15

**Mandat**

La Fondation administrera le Fonds d'appui technologique au développement durable (FATDD) pour la mise au point et la démonstration de nouvelles technologies prometteuses en matière de développement durable, notamment des technologies liées aux problèmes de changement climatique et de la qualité de l'air, de l'eau et du sol.

---

## FPIinnovations

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

**Premier dirigeant**

Non identifié

**Année d'incorporation / de commencement**

2007

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

570, boul. St-Jean  
Pointe-Claire (Québec) H9R 3J9

Téléphone : 514-630-4100

Télécopieur : 514-630-4134

Courriel : [info@fpinnovations.ca](mailto:info@fpinnovations.ca)

Site Web : <http://www.fpinnovations.ca>

**Vérificateur**

Samson Bélair Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/17<sup>78</sup>

**Mandat**

FPIinnovations réunit FERIC, Forintek, Paprican, et le Centre canadien sur la fibre de bois de Ressources naturelles Canada pour créer le plus important institut de recherche forestier à but non lucratif du secteur privé au monde. FPIinnovations vise l'optimisation de la chaîne de valeur du secteur forestier. Il tire avantage des attributs de la fibre canadienne et développe de nouveaux produits et débouchés dans une perspective de développement durable.

---

78. Un membre a été nommé par Ressources naturelles Canada et un autre, par Industrie Canada. Les deux membres n'ont pas le droit de vote.

## Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

**Premier dirigeant**

Diana Lee Dalton, présidente et première dirigeante par intérim

**Année d'incorporation / de commencement**

1990

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

Centre TD  
6<sup>e</sup> étage  
1791, rue Barrington  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3N 3K9

Téléphone : 902-422-5588

Télécopieur : 902-422-1799

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.cnsopb.ns.ca>

**Vérificateur**

Levy Casey Carter Maclean s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada–Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers, 1988*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/5

**Mandat**

Administrer les dispositions pertinentes de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada–Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers* mise en vigueur par le Parlement du Canada et l'assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. L'Office est financé à l'aide de contributions égales provenant du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial.

---

## Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers

---

Société à régie partagée

---

### **Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

### **Premier dirigeant**

Max Ruelokke, président et premier dirigeant

### **Année d'incorporation / de commencement**

1987

### **Fin d'exercice financier**

31 mars

### **Siège social**

Place TD  
5<sup>e</sup> étage  
140, rue Water  
St. John's (Terre-Neuve) A1C 6H6

Téléphone : 709-778-1400

Télécopieur : 709-778-1473

Courriel : [postmaster@cnlopb.nl.ca](mailto:postmaster@cnlopb.nl.ca)

Site Web : <http://www.cnlopb.nl.ca>

### **Vérificateur**

Grant Thornton s.r.l.

### **Loi constitutive**

*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada–Terre-Neuve*, 1987

### **Administrateurs nommés par le fédéral**

3/7

### **Mandat**

Administrer les dispositions pertinentes de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada–Terre-Neuve* mises en vigueur par le Parlement du Canada et l'Assemblée législative de Terre-Neuve-et-Labrador. L'Office est financé à l'aide de contributions égales provenant du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial.

## Petroleum Technology Research Centre Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

**Premier dirigeant**

John Zahary, président et premier dirigeant par intérim

Carolyn Preston, directrice exécutive<sup>79</sup>

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

6, promenade Research  
Regina (Saskatchewan) S4S 7J7

Téléphone : 306-787-7497

Télécopieur : 306-787-8811

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.ptrc.ca>

**Vérificateur**

Vertis Group s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 1998

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/12

**Mandat**

Initier et appuyer la recherche et le développement de projets dans le but d'améliorer la production et le recouvrement de ressources pétrolières canadiennes.

---

79. À compter du 1<sup>er</sup> août 2007.

---

## Société du complexe forestiers des Maritimes

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Ressources naturelles

**Premier dirigeant**

L'honorable Donald Arsenault, ministre des Ressources naturelles du Nouveau-Brunswick, président

**Année d'incorporation / de commencement**

1980

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

a/s du Centre Forestier Hugh John Flemming  
1350, rue Regent  
Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3C 2G6

Téléphone : 506-452-6950

Télécopieur : 506-452-8470

Courriel : [linda.sinclair@gnb.ca](mailto:linda.sinclair@gnb.ca)

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

Bringloe Feeney s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur la Société du complexe forestier des Maritimes*, Nouveau-Brunswick, 1980

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/10

**Mandat**

Développer, construire et opérer un complexe forestier régional pour les provinces Maritimes.

## Santé

### Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé

Société à régie partagée

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Santé

**Premier dirigeant**

Jill Sanders, présidente-directrice générale

**Année d'incorporation / de commencement**

1989

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

865, avenue Carling  
Bureau 600  
Ottawa (Ontario) K1S 5S8

Téléphone : 613-226-2553

Télécopieur : 613-226-5392

Courriel : [info@cadth.ca](mailto:info@cadth.ca)

Site Web : <http://www.acmts.ca>

**Vérificateur**

Collins Barrow Ottawa s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 1980  
OCSETS incorporé, 1989

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/13

**Mandat**

Donner aux décideurs fédéraux, provinciaux, et territoriaux du système de santé canadien des conseils fiables et impartiaux et des données probantes au sujet de l'efficacité et de l'efficience des médicaments et des technologies de la santé.



---

## Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Santé

**Premier dirigeant**

Michel Perron, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1988

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

75, rue Albert  
Bureau 300  
Ottawa (Ontario) K1P 5E7

Téléphone : 613-235-4048  
Télécopieur : 613-235-8101  
Courriel : [info@ccsa.ca](mailto:info@ccsa.ca)  
Site Web : <http://www.cclat.ca>

**Vérificateur**

Welch & Company s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur le Centre canadien de lutte contre la toxicomanie, 1988*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

6/15

**Mandat**

Fournir des analyses et des conseils factuels afin de mobiliser les efforts visant à réduire les effets sur la santé, et les méfaits sociaux et économiques liés à l'abus d'alcool et d'autres drogues. Les activités et les produits du Centre sont réalisés grâce à la participation financière de Santé Canada dans le cadre de la Stratégie canadienne antidrogue.

## Commission de la santé mentale du Canada

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Santé

**Premier dirigeant**

Glenn Thompson, président-directeur général par intérim

**Année d'incorporation / de commencement**

2007

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

1145, avenue Carling  
Bureau 5400  
Ottawa (Ontario) K1Z 7K4

Téléphone : s.o.

Télécopieur : 1-866 902-7657

Courriel : [info@commissionsantementale.ca](mailto:info@commissionsantementale.ca)

Site Web : <http://www.commissionsantementale.ca>

**Vérificateur**

À déterminer

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 2007

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/17

**Mandat**

Être un centre national de liaison pour l'obtention de renseignements objectifs et fondés sur les preuves à propos de tous les aspects de la santé mentale et des maladies mentales; faciliter, rendre possible et appuyer une approche nationale en vue de résoudre les problèmes de santé mentale; atténuer la stigmatisation et la discrimination dont sont victimes les Canadiens vivant avec une maladie mentale de même que leur famille; établir des partenariats avec d'autres groupes pour sensibiliser la population canadienne à la santé mentale et accroître l'éducation dans ce domaine au Canada; encourager la recherche qui est essentielle à l'enrichissement de l'information de qualité nécessaire à une planification et à une prestation efficaces de l'ensemble des services en santé mentale; être une source de renseignements pour les gouvernements, les intervenants et le public en matière de santé mentale et de maladie mentale; être un catalyseur de la réforme des politiques sur la santé mentale et des améliorations dans la prestation de services.

---

## Conseil canadien de la santé

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Santé

**Premier dirigeant**

Don Juzwishin, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2004

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

90, avenue Eglinton Est  
Bureau 900  
Toronto (Ontario) M4P 2Y3

Téléphone : 416-481-7397

Télécopieur : 416-482-1381

Courriel :

[information@conseilcanadiendelasante.ca](mailto:information@conseilcanadiendelasante.ca)

Site Web :

<http://www.conseilcanadiendelasante.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes, 2004*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/26

**Mandat**

Le Conseil canadien de la santé favorise la transparence et l'obligation de rendre compte du système de soins de santé en évaluant les progrès faits quant à la qualité, à l'efficacité et à la durabilité du système. En effectuant une surveillance perspicace, en présentant des rapports publics et en favorisant des discussions éclairées, le Conseil met en évidence ce qui sert ou ce qui nuit au renouvellement du système de soins de santé et au bien-être des Canadiens.

## Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Santé

**Premier dirigeant**

Vacant, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1565, avenue Carling  
Bureau 700  
Ottawa (Ontario) K1Z 8R1

Téléphone : 613-728-2238

Télécopieur : 613-728-3527

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.fcrrs.ca>

**Vérificateur**

Welch & Company s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 1997

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/14<sup>80</sup>

**Mandat**

Encourager et financer la recherche sur la gestion et la politique des services de santé et des services infirmiers afin d'améliorer la qualité, la pertinence et l'utilité de cette recherche pour les stratèges et les gestionnaires du système de santé. En outre, la Fondation travaille avec ces décideurs pour soutenir et favoriser leur utilisation des données de recherche lorsque des défis particuliers se posent dans la politique ou la gestion des services de santé.

---

80. Cette année, le conseil compte deux membres de plus et deux administrateurs nommés par le gouvernement fédéral de mois. Le sous-ministre de Santé Canada est maintenant le seul administrateur nommé par le gouvernement fédéral.

---

## Inforoute Santé du Canada Inc.

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Santé

**Premier dirigeant**

Richard C. Alvarez, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2001

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

150, rue King Ouest  
Bureau 1300  
Toronto (Ontario) M5H 1J9

Téléphone : 1-888-733-6462

Télécopieur : 416-593-5911

Courriel : [info@infoway-inforoute.ca](mailto:info@infoway-inforoute.ca)

Site Web : <http://www.infoway-inforoute.ca>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 2001

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/13

**Mandat**

Mener le développement de dossiers de santé électroniques dans l'ensemble du Canada. *Inforoute* collabore avec les provinces et les territoires pour investir dans les dossiers de santé électroniques destinés à accroître la sécurité et l'efficacité du système de santé.

## Institut canadien d'information sur la santé

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Santé

**Premier dirigeant**

Glenda Yeates, présidente-directrice générale

**Année d'incorporation / de commencement**

1993

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

495, rue Richmond  
Bureau 600  
Ottawa (Ontario) K2A 4H6

Téléphone : 613-241-7860

Télécopieur : 613-241-8120

Courriel : [communications@icis.ca](mailto:communications@icis.ca)

Site Web : <http://www.icis.ca>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, 1995

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/16

**Mandat**

Recueillir de l'information sur la santé et les soins de santé au Canada, l'analyser, puis la rendre accessible au grand public. L'Institut a pour objectif de fournir de l'information opportune, exacte et comparable. Les données que l'Institut rassemble et les rapports qu'il produit permettent d'élaborer des politiques de santé, appuient la prestation efficace de services de santé et sensibilisent les Canadiens aux facteurs qui contribuent à une bonne santé.

---

## Institut canadien pour la sécurité des patients

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Santé

**Premier dirigeant**

Phil Hassen, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2003

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

10235, 101<sup>e</sup> rue  
Bureau 1414  
Edmonton (Alberta) T5J 3G1

Téléphone : 780-409-8090; 1-866-421-6933

Télécopieur : 780-409-8098

Courriel : [info@cpsi-icsp.ca](mailto:info@cpsi-icsp.ca)

Site Web : <http://www.patientsafetyinstitute.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II  
ICSP incorporé, 2003

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/18<sup>81</sup>

**Mandat**

L'Institut a pour mandat d'assumer un rôle de leadership dans les dossiers relatifs à la sécurité des patients afin d'améliorer la qualité des soins de santé.

---

81. Cette année, le Conseil compte neuf membres de plus, mais aucun changement n'a été apporté quant au nombre d'administrateurs nommés par le gouvernement fédéral.

## Partenariat canadien contre le cancer

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre de la Santé

**Premier dirigeant**

Jessica Hill, directrice générale

**Année d'incorporation / de commencement**

2006

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

Place WaterPark  
20, rue Bay, 12<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2N8

Téléphone : 416-915 9222

Télécopieur : 416-915 9224

Courriel : [info@partnershipagainstcancer.ca](mailto:info@partnershipagainstcancer.ca)

Site Web : <http://www.partnershipagainstcancer.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 2006

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/18

**Mandat**

Assurer un rôle de leadership en ce qui a trait à la lutte contre le cancer grâce à la gestion des connaissances et à la coordination des efforts des provinces et des territoires, des experts en matière de cancer et des groupes d'intervenants, ainsi que des organisations autochtones, afin de favoriser le changement, d'améliorer les résultats pour la santé en matière de cancer et de tirer parti des investissements actuels.



---

## Transports, Infrastructure et Collectivités

---

### Administration de l'aéroport international de Vancouver

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Larry Berg, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1992

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

C.P 23750  
Débit postal de l'aéroport  
Richmond (Colombie-Britannique) V7B 1Y7

Téléphone : 604-207-7077

Télécopieur : 604-207-7070

Site Web : <http://www.yvr.ca>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1990

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/12

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

## Administration de l'aéroport international Macdonald-Cartier d'Ottawa

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Paul Benoit, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1000, privé Airport Parkway, bureau 2500  
Ottawa (Ontario) K1V 9B4

Téléphone : 613-248-2000

Télécopieur : 613-248-2003

Site Web : <http://www.ottawa-airport.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1995

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/14

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

---

## Administration du pont du port de Saint John

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Ken Anthony, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1962

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

29, rue King Ouest  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2M 7Y8

Téléphone : 506-635-1320

Télécopieur : 506-635-1322

Courriel : [ka@nb.aibn.com](mailto:ka@nb.aibn.com) (Ken Anthony)

Site Web : <http://www.saintjohnharbourbridge.com>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi établissant une administration du pont du port de Saint John dans la ville de Saint John, 1962*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/7

**Mandat**

Construire un pont qui traverse le port de Saint John, conclure des ententes concernant le financement, la construction et l'exploitation financière du pont et percevoir des droits de péage et autres aux fins de l'exploitation et de l'entretien du pont.

## Administration portuaire de Belledune

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Rayburn Doucett, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**  
2000

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

112, promenade Shannon  
Belledune (Nouveau-Brunswick) E8G 2W2

Téléphone : 506-522-1200

Télécopieur : 506-522-0803

Courriel : [info@portofbelledune.ca](mailto:info@portofbelledune.ca)

Site Web : <http://www.portofbelledune.ca>

**Vérificateur**

Allen Paquet & Arseneau s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 2000

**Administrateurs nommés par le fédéral**  
5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

---

## Administration portuaire de Halifax

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Karen Oldfield, présidente-directrice générale

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1215, chemin Marginal  
C.P. Box 336  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P6

Téléphone : 902-426-8222

Télécopieur : 902-426-7335

Courriel : [info@portofhalifax.ca](mailto:info@portofhalifax.ca)

Site Web : <http://www.portofhalifax.ca>

**Vérificateur**

Grant Thornton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

## Administration portuaire de Hamilton

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Keith Robson, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2001

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

605, rue James N  
Hamilton (Ontario) L8L 1K1

Téléphone : 905-525-4330

Sans frais : 1-800-263-2131

Télécopieur : 905-528-6282

Site Web : <http://www.hamiltonport.ca>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 2001

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

---

## Administration portuaire de Montréal

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Dominic Taddeo, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**  
1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

Édifice du port de Montréal  
2100, avenue Pierre-Dupuy, Aile 1  
Montréal (Québec) H3C 3R5

Téléphone : 514-283-7011

Télécopieur : 514-283-0829

Courriel : [info@port-montreal.com](mailto:info@port-montreal.com)

Site Web : <http://www.port-montreal.com>

**Vérificateur**

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**  
5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

## Administration portuaire de Nanaimo

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

William Mills, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

C.P. 131  
104, rue Front  
Nanaimo (Colombie-Britannique) V9R 5K4

Téléphone : 250-753-4146

Télécopieur : 250-753-4899

Courriel : [info@npa.ca](mailto:info@npa.ca)

Site Web : <http://www.npa.ca>

**Vérificateur**

Mantell/Dickson/Blades/Wiseman s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.



---

## Administration portuaire de Port Alberni

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Brad Madelung, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

2750, chemin Harbour  
Port Alberni (Colombie-Britannique) V9Y 7X2

Téléphone : 250-723-5312

Télécopieur : 250-723-1114

Courriel : [portadmin.papa@telus.net](mailto:portadmin.papa@telus.net)

Site Web : <http://www.papa.com>

**Vérificateur**

Church Pickard

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

## Administration portuaire de Prince Rupert

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Donald Krusel, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fi n d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

215, chemin Cow Bay  
Bureau 200  
Prince Rupert (Colombie-Britannique) V8J 1A2

Téléphone : 250-627-8899

Télécopieur : 250-627-8980

Courriel : [pcorp@rupertport.com](mailto:pcorp@rupertport.com)

Site Web : <http://www.rupertport.com>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

---

## Administration portuaire de Québec

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Ross Gaudreault, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

150, rue Dalhousie  
C.P. 2268  
Québec (Québec) G1K 7P7

Téléphone : 418-648-3640

Télécopieur : 418-648-4160

Courriel : [marketing@portquebec.ca](mailto:marketing@portquebec.ca)

Site Web : <http://www.portquebec.ca>

**Vérificateur**

Mallette s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

## Administration portuaire de Saint John

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Alwyn Soppitt, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

133, rue Prince William, 5<sup>e</sup> étage  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2B5

Téléphone : 506-636-5377

Télécopieur : 506-636-4443

Courriel : [port@sjport.com](mailto:port@sjport.com)

Site Web : <http://www.sjport.com>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

---

## Administration portuaire de Sept-Îles

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Pierre Gagnon, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1, quai Mgr-Blanche  
Sept-Îles (Québec) G4R 5P3

Téléphone : 418-968-1231

Télécopieur : 418-962-4445

Courriel : [jtheriault@portsi.com](mailto:jtheriault@portsi.com)

Site Web : <http://www.portsi.com>

**Vérificateur**

Samson Bélair Deloitte Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

## Administration portuaire de St. John's

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Sean Hanrahan, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1 rue Water  
C.P 6178  
St. John's (Terre-Neuve) A1C 5X8

Téléphone : 709-738-4782

Télécopieur : 709-738-4784

Courriel : [info@sjpa.com](mailto:info@sjpa.com)

Site Web : <http://www.sjpa.com>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

---

## Administration portuaire de Thunder Bay

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Tim Heney, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

100, rue Main  
Thunder Bay (Ontario) P7B 6R9

Téléphone : 807-345-6400

Télécopieur : 807-345-9058

Courriel : [tbport@tbaytel.net](mailto:tbport@tbaytel.net)

Site Web : <http://www.portofthunderbay.com>

**Vérificateur**

BDO Dunwoody s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

## Administration portuaire de Toronto

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Lisa Raitt, présidente-directrice générale

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

60, rue Harbour  
Toronto (Ontario) M5J 1B7

Téléphone : 416-863-2000

Télécopieur : 416-863-4830

Courriel : [info@torontoport.com](mailto:info@torontoport.com)

Site Web : <http://www.torontoport.com>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.



---

## Administration portuaire de Trois-Rivières

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Gaétan Boivin, président/directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1545, du Fleuve  
Bureau 300  
Trois-Rivières (Québec) G9A 5K2

Téléphone : 819-378-2887

Télécopieur : 819-378-2487

Courriel : [adm\\_gen@porttr.co](mailto:adm_gen@porttr.co)

Site Web : <http://www.progi.com>

**Vérificateur**

Dessureault Leblanc Lefebvre

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

## Administration portuaire de Vancouver

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Gordon Houston, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

The Pointe  
999, Canada Place, bureau 100  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3T4

Téléphone : 604-665-9000

Sans frais : 1-888-PORTVAN

Télécopieur sans frais : 1-866-284-4271

Courriel : [public\\_affairs@portvancouver.com](mailto:public_affairs@portvancouver.com)

Site Web : <http://www.portvancouver.com>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

6/9

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

---

## Administration portuaire de Windsor

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

David Cree, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

251, rue Goyeau, bureau 502  
Windsor (Ontario) N9A 6V2

Téléphone : 519-258-5741

Télécopieur : 519-258-5905

Courriel : [wpa@windsor.com](mailto:wpa@windsor.com)

Site Web : <http://www.portwindsor.com>

**Vérificateur**

Collins Barrow s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

## Administration portuaire du fleuve Fraser

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Capitaine Allen Domaas, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

625, rue Agnes, bureau 400  
New Westminster (Colombie-Britannique)  
V3M 5Y4

Téléphone : 604-524-6655

Télécopieur : 604-524-1124

Courriel : [fraserport@frpa.com](mailto:fraserport@frpa.com)

Site Web : <http://www.fraserportauthority.com>

**Vérificateur**

Grant Thornton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

---

## Administration portuaire de North Fraser

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Allan Baydala, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

7911, chemin Grauer  
Richmond (Colombie-Britannique) V7B 1N4

Téléphone : 604-273-1866  
Télécopieur : 604-273-3772  
Site Web : <http://www.nfpa.ca>

**Vérificateur**

SmytheRatcliffe s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

## Administration portuaire du Saguenay

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Alain Bouchard, président-directeur général intérimaire

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

6600, chemin du Quai-Marcel-Dionne  
La Baie (Québec) G7B 3N9

Téléphone : 418-697-0250

Télécopieur : 418-697-0243

Courriel : [info@portsaguenay.ca](mailto:info@portsaguenay.ca)

Site Web : <http://www.portsaguenay.ca>

**Vérificateur**

Mallette s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi maritime du Canada*, 1999

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/7

**Mandat**

Gérer l'infrastructure et les services maritimes sur une base commerciale tout en favorisant la participation des utilisateurs du port et de la collectivité dans laquelle il est situé et en tenant compte de leurs opinions.

---

## Aéroport de Québec Inc.

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Pascal Belanger, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2000

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

Aéroport international Jean-Lesage  
500, rue Principale  
Sainte-Foy (Québec) G2G 2T9

Téléphone : 418-640-2700

Télécopieur : 418-640-2656

Site Web : <http://www.aeroportdequebec.com>

**Vérificateur**

Raymond Chabot Grant Thornton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/15

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

## Aéroports de Montréal

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

James C. Cherry, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1992

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1100, boul. René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec) H3B 4X8

Téléphone : 514-394-7207

Télécopieur : 514-394-7356

Site Web : <http://www.admtl.com>

**Vérificateur**

Raymond Chabot Grant Thornton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1989

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/13

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.



---

## Buffalo and Fort Erie Public Bridge Authority

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Ron Rienas, directeur général  
Anthony Annunziata, président du conseil d'administration

**Année d'incorporation / de commencement**

1923

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

100, rue Queen  
Fort Erie (Ontario) L2A 3S6

Téléphone : 905-871-1608

Télécopieur : 905-871-9940

Courriel : [rr@peacebridge.com](mailto:rr@peacebridge.com) (Ron Rienas)

Site Web : <http://www.peacebridge.com>

**Vérificateur**

Lumsden & McCormick s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi constituant la Buffalo and Fort Erie Public Bridge Company, 1934*

**Administrateurs nommés par le fédéral**

5/10

**Mandat**

Construire le Peace Bridge entre Buffalo (New York) et Fort Erie (Ontario) et en assurer l'entretien et l'exploitation.

## Calgary Airport Authority Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Garth Atkinson, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1992

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

L'Administration de l'aéroport de Calgary  
2000, chemin Airport NE  
Calgary (Alberta) T2E 6W5

Téléphone : 403-735-1200

Sans frais : 1-877-254-7427

Télécopieur : 403-735-1281

Courriel : [calgaryairport@yyc.com](mailto:calgaryairport@yyc.com)

Site Web : <http://www.calgaryairport.com>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

*Regional Airports Authority Act*, Alberta

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/17

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

---

## Charlottetown Airport Authority Inc.

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Doug Newson, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

250, avenue Maple Hills, bureau 132  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1C 1N2

Téléphone : 902-566-7997

Télécopieur : 902-566-7929

Courriel : [info@flypei.com](mailto:info@flypei.com)

Site Web : <http://www.flypei.com>

**Vérificateur**

Arsenault Best Cameron Ellis s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/11

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

## Commission portuaire d'Oshawa

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Donna Taylor, présidente-directrice générale

**Année d'incorporation / de commencement**

1964

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1050, rue Farewell  
Oshawa (Ontario) L1H 6N6

Téléphone : 905-576-0400

Télécopieur : 905-576-5701

Courriel : [portoshawa@bellnet.ca](mailto:portoshawa@bellnet.ca)

Site Web : <http://www.portofoshawa.com>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les Commissions portuaires*, 1964

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/3

**Mandat**

Administrer et contrôler le port ainsi que les ouvrages et les biens immobiliers qui relèvent de sa juridiction. Exploiter le port et faire fonction d'agent catalyseur pour favoriser l'utilisation des installations du port et l'amélioration des échanges commerciaux au pays et à l'étranger.

---

## Corporation de Gestion de la Voie Maritime du Saint-Laurent, La

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Richard (Dick) Corfe, président et chef de la direction

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 mars

**Siège social**

202, rue Pitt  
Cornwall (Ontario) K6J 3P7

Téléphone : 613-932-5170

Télécopieur : 613-932-7286

Courriel : [marketing@seaway.com](mailto:marketing@seaway.com)

Site Web : <http://www.greatlakes-seaway.com/fr/aboutus/slsmc.html>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1998

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/9

**Mandat**

Gérer et exploiter la Voie maritime du Saint-Laurent conformément à une entente de gestion conclue entre la Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent et Sa Majesté la Reine.

## Edmonton Regional Airports Authority

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Reg Milley, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

C.P. 9860  
Edmonton (Alberta) T5J 2T2

Téléphone : 780-890-8900

Télécopieur : 780-890-8329

Courriel : [info@edmontonairports.com](mailto:info@edmontonairports.com)

Site Web : <http://www.edmontonairports.com>

**Vérificateur**

PricewaterhouseCoopers s.r.l.

**Loi constitutive**

*Regional Airports Authority Act*, Alberta, 1990

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/13

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

---

## Gander International Airport Authority Inc.

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Gary Vey, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2001

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1000, boul. James  
C.P. 400  
Gander (Terre-Neuve) A1V 1W8

**Vérificateur**

Blair Jewer s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/13

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

Téléphone : 709-256-6666  
Télécopieur : 709-256-6725  
Courriel : [marketing@giaa.nf.ca](mailto:marketing@giaa.nf.ca)  
Site Web : <http://www.ganderairport.com>

## Greater Fredericton Airport Authority Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

David Innes, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2001

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

2570, route 102, bureau 22  
Lincoln (Nouveau-Brunswick) E3B 9G1

Téléphone : 506-460-0920

Télécopieur : 506-460-0938

Courriel : [gfaa@frederictonairport.ca](mailto:gfaa@frederictonairport.ca)

Site Web : <http://www.frederictonairport.ca>

**Vérificateur**

Thornton Von Tassel s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/11

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.



---

## Greater London International Airport Authority

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Steve Baker, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1750, chemin Grumlin  
London (Ontario) N5V 3B6

Téléphone : 519-452-4015

Télécopieur : 519-453-6219

Courriel : [info@londonairport.on.ca](mailto:info@londonairport.on.ca)

Site Web : <http://www.londonairport.on.ca>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1995

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/11

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

## Greater Moncton International Airport Authority Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Rob Robichaud, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

777, avenue Aviation, unité 12  
Dieppe (Nouveau-Brunswick) E1A 7Z5

Téléphone : 506-856-5444

Télécopieur : 506-856-5431

Courriel : [office@gma.ca](mailto:office@gma.ca)

Site Web : <http://www.gmia.ca>

**Vérificateur**

Grant Thornton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1995

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/13

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

---

## Greater Toronto Airports Authority

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Lloyd A. McCoomb, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

3111, rue Convair  
C.P. 6031  
Toronto AMF (Ontario) L5P 1B2

Téléphone : 416-776-3000

Télécopieur : 416-776-3339

Site Web : <http://www.gtaa.com>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1993

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/15

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

## Halifax International Airport Authority

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Joyce Carter, présidente et chef de la direction par intérim

**Année d'incorporation / de commencement**

2000

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1, boulevard Bell  
Enfield (Nouvelle-Écosse) B2T 1K2

Téléphone : 902-873-4422

Télécopieur : 902-873-4750

Courriel : [info@hiao.ca](mailto:info@hiao.ca)

Site Web : <http://www.hiao.ca>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1995

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/13

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

---

## NAV CANADA

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

John W. Crichton, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1996

**Fin d'exercice financier**

31 août

**Siège social**

77, rue Metcalfe  
Ottawa (Ontario) K1P 5L6

Téléphone : 1-800-876-4693

Télécopieur : 1-877-663-6656

Courriel : [service@navcanada.ca](mailto:service@navcanada.ca)

Site Web : <http://www.navcanada.ca>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

3/15

**Mandat**

Acquérir, posséder, gérer, exploiter et développer le système canadien de navigation aérienne civile d'une manière sûre, efficiente et économique.

## Prince George Airport Authority Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Stieg Hoeg, directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

2003

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

4141, rue Airport 10  
Prince George (Colombie-Britannique) V2N 4M6

Téléphone : 250-963-2400

Télécopieur : 250-963-3313

Courriel : [info@pgairport.ca](mailto:info@pgairport.ca)

Site Web : <http://www.pgairport.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 2000

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/11

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

---

## Regina Airport Authority

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Ray Boughen, président-directeur général intérimaire

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

5201, avenue Regina, bureau 1  
Regina (Saskatchewan) S4W 1B3

Téléphone : 306-761-7555

Télécopieur : 306-761-7571

Courriel : [info@yqr.ca](mailto:info@yqr.ca)

Site Web : <http://www.yqr.ca>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1997

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/15

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

## Saint John Airport Inc.

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

John Buchanan, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

4180, chemin Loch Lomond  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2N 1L7

Téléphone : 506-638-5555

Télécopieur : 506-638-5550

Courriel : [fly@saintjohnairport.com](mailto:fly@saintjohnairport.com)

Site Web : <http://www.saintjohnairport.com>

**Vérificateur**

Teed Saunders Doyle & Co. s.r.l.

**Loi constitutive**

Constituée en vertu d'une loi provinciale, 1997

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/10

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.



---

## Saskatoon Airport Authority

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Bill Restall, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1999

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

Bureau 1  
2625, promenade Airport  
Saskatoon (Saskatchewan) S7L 7L1

Téléphone : 306-975-8900  
Télécopieur : 306-975-4233  
Courriel : s.o.  
Site Web : <http://www.yxe.ca>

**Vérificateur**

Deloitte & Touche s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1995

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/12

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

## St. John's International Airport Authority

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Keith Collins, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

80, Airport Terminal Access Road  
Boîte 1, Airport Terminal Bldg  
St. John's (Terre-Neuve) A1A 5T2

Téléphone : 709-758-8500

Télécopieur : 709-758-8521

Courriel : [jbennett@stjohnsairport.com](mailto:jbennett@stjohnsairport.com)

Site Web : <http://www.stjohnsairport.com>

**Vérificateur**

Ernst & Young s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1996

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/12

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

---

## Thunder Bay International Airports Authority Inc.

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Scott McFadden, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

100, rue Princess, bureau 340  
Thunder Bay (Ontario) P7E 6S2

Téléphone : 807-473-2600

Télécopieur : 807-475-9627

Courriel : s.o.

Site Web : <http://www.tbairport.ca>

**Vérificateur**

Grant Thornton s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1995

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/9

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

## Victoria Airport Authority

---

### Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Richard Paquette, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

1640, boul. Electra, bureau 201  
Sidney (Colombie-Britannique) V8L 5V4

Téléphone : 250-953-7500

Télécopieur : 250-953-7509

Courriel : [info@victoriaairport.com](mailto:info@victoriaairport.com)

Site Web : <http://www.victoriaairport.com>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1995

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/12

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

---

## Winnipeg Airports Authority Inc.

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités

**Premier dirigeant**

Barry Rempel, président-directeur général

**Année d'incorporation / de commencement**

1997

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

Édifice administratif  
2000, avenue Wellington  
Bureau 249  
Winnipeg (Manitoba) R3H 1C2

Téléphone : 204-987-9400

Télécopieur : 204-987-9401

Courriel : [reception@waa.ca](mailto:reception@waa.ca)

Site Web : <http://www.waa.ca>

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1993

**Administrateurs nommés par le fédéral**

2/15

**Mandat**

Gérer, exploiter et aménager l'aéroport.

## Travaux publics et Services gouvernementaux

---

### Milit-Air Inc.

---

Société à régie partagée

---

**Ministre de tutelle**

Ministre des Travaux publics et des Services  
gouvernementaux

**Premier dirigeant**

Robert T. Booth, premier dirigeant et président

**Année d'incorporation / de commencement**

1998

**Fin d'exercice financier**

31 décembre

**Siège social**

a/s de Bennett Jones LLP  
4500, Bankers Hall Est  
855, 2<sup>e</sup> rue SO  
Calgary (Alberta) T2P 4K7

Téléphone : 403-298-3252

Télécopieur : 403-265-7219

Courriel : [boothb@bennettjones.ca](mailto:boothb@bennettjones.ca)

Site Web : s.o.

**Vérificateur**

KPMG s.r.l.

**Loi constitutive**

*Loi sur les corporations canadiennes*, Partie II, 1998

**Administrateurs nommés par le fédéral**

1/5

**Mandat**

Milit-Air Inc. a pour but d'entreprendre des activités de formation des pilotes militaires canadiens et étrangers au Canada de manière sûre, efficace et économique, notamment par des activités proposées dans le cadre du programme « Entraînement en vol de l'OTAN au Canada ».

### 3.5 Loi sur la faillite et l'insolvabilité

Tel que prévu à l'article 147 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (LFI), chaque fois qu'un syndic de faillite effectue un paiement à un créancier à la suite d'une réclamation contre une société du secteur privé en faillite, le superintendant des faillites perçoit un prélèvement.

Le syndic de faillite est une personne nommée par le tribunal des faillites pour superviser la distribution des actifs d'une société en faillite à ses créanciers.

Bien que ce prélèvement prenne habituellement la forme d'un montant en numéraire correspondant à un pourcentage de la réclamation (fixé par la LFI), il arrive dans de rares occasions que ce prélèvement soit versé sous forme d'actions. Le superintendant des faillites détient ces actions au nom de la Couronne jusqu'à ce que toutes les restrictions qui s'opposent à leur vente soient levées; les actions sont alors vendues au comptant ou transférées, à moins qu'elles ne soient déclarées sans valeur.

Soulignons que la plupart des actions remises au superintendant à titre de prélèvement ne produisent aucun revenu pour la Couronne. Néanmoins, le Bureau du superintendant des faillites maintient un registre de toutes les actions reçues à titre de prélèvement. Voici une liste du portefeuille des actions détenues à l'heure actuelle en fonction de la date à laquelle le gouvernement les a prises en charge. Les actions feront partie de la liste jusqu'à ce qu'elles soient écoulées.

|     | Date de réception | Nom de la compagnie                   |
|-----|-------------------|---------------------------------------|
| 1.  | 3 septembre 1991  | Amertek Inc.                          |
| 2.  | 2 octobre 1991    | Kenloch Distillers Ltd.               |
| 3.  | 28 septembre 1993 | Les laboratoires Quelab inc.          |
| 4.  | 8 octobre 1993    | Carvern International                 |
| 5.  | 14 décembre 1995  | Autoskill International Inc.          |
| 6.  | 18 octobre 1996   | Canadian Manoir                       |
| 7.  | 4 novembre 1996   | Madison Partners Limited              |
| 8.  | 19 novembre 1996  | The Vivant Group Inc.                 |
| 9.  | 3 décembre 1996   | Madison Partners Limited              |
| 10. | 23 décembre 1996  | The Vivant Group Inc.                 |
| 11. | 27 février 1997   | Les Développements Phénix (1995) inc. |
| 12. | 28 mai 1997       | Goldenhill Cattle Company Ltd.        |
| 13. | 23 février 1998   | Omnitech Migration International Inc. |
| 14. | 16 juin 1998      | Sitraco Inc.                          |

|     | Date de réception            | Nom de la compagnie                   |
|-----|------------------------------|---------------------------------------|
| 15. | 22 octobre 1998              | Groupe Immobilier Grilli inc.         |
| 16. | 31 décembre 1998             | Unibex Inc.                           |
| 17. | 28 septembre 1999            | Data Trax Systems Ltd.                |
| 18. | 11 février 2000              | Cosem Neurostim Itée                  |
| 19. | 30 mai 2001                  | Hyal Pharmaceutical Corporation       |
| 20. | 11 juin 2001                 | Consolidated Stone Industries Inc.    |
| 21. | 28 septembre 2001            | Ebdental Inc.                         |
| 22. | 15 octobre 2001              | Canplats Resources Corporation        |
| 23. | 23 janvier 2002              | Planète Medica inc.                   |
| 24. | 28 février 2002              | PlainTree Systems Inc.                |
| 25. | 10 mai 2002                  | International Pursuit Corporation     |
| 26. | 5 septembre 2002             | Sahelian Goldfields Inc.              |
| 27. | 5 février 2003               | Process Capital Corp.                 |
| 28. | 6 mars 2003                  | Dynasty Motocar Corporation           |
| 29. | 4 avril 2003                 | Sécurité Auratek inc.                 |
| 30. | 2 septembre 2003             | Custom Assemblies Limited             |
| 31. | 23 octobre 2003              | B.C. Pacific Capital Corporation      |
| 32. | 30 octobre 2003              | 1395884 Ontario Limited               |
| 33. | 5 novembre 2003              | Techcana Inc.                         |
| 34. | 5 février 2004               | IANett International Systems Ltd.     |
| 35. | 4 mars 2004                  | 1239370 Ontario Inc.                  |
| 36. | 10 mai 2004                  | ASF Capital Corporation               |
| 37. | 19 novembre 2004             | Corporation Rutel Networks            |
| 38. | 1 <sup>er</sup> février 2005 | Kewl Corporation                      |
| 39. | 14 février 2005              | Xogen Technologies Inc.               |
| 40. | 24 mars 2005                 | Corporation Capital Gilbralta Springs |
| 41. | 7 septembre 2005             | Verb Exchange Inc.                    |
| 42. | 5 octobre 2005               | Centillion Industries Inc.            |
| 43. | 15 novembre 2005             | Verb Exchange Inc.                    |
| 44. | 17 mars 2006                 | Jurassic Oil & Gas Ltd.               |
| 45. | 29 mars 2006                 | Perfectly Natural Solutions Inc.      |